

Adam SMITH (1776)

**RECHERCHES SUR
LA NATURE ET LES CAUSES
DE LA RICHESSE
DES NATIONS**

LIVRE II

De la nature des fonds ou capitaux de leur accumulation et de leur emploi

Traduction française de Germain Garnier, 1881
à partir de l'édition revue par Adolphe Blanqui en 1843.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Adam SMITH (1776)

RECHERCHES SUR LA NATURE ET LES CAUSES DE LA RICHESSE DES NATIONS

LIVRE II : De la nature des fonds ou capitaux de leur accumulation et de leur emploi

Traduction française de Germain Garnier, 1881
à partir de l'édition revue par Adolphe Blanqui en 1843.

Une édition électronique réalisée à partir du livre d'Adam Smith (1776), RECHERCHES SUR LA NATURE ET LES CAUSES DE LA RICHESSE DES NATIONS.

Traduction française de Germain Garnier, 1881, à partir de l'édition revue par Adolphe Blanqui en 1843.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.
Pour les citations : Times 10 points.
Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 25 avril 2002 à Chicoutimi, Québec.



Table des matières

LIVRE PREMIER

Des causes qui ont perfectionné les facultés productives du travail, et de l'ordre suivant lequel ses produits se distribuent naturellement dans les différentes classes du peuple

Chapitre I.	De la division du travail
Chapitre II.	Du principe qui donne lieu à la division du travail
Chapitre III.	Que la division du travail est limitée par l'étendue du marché
Chapitre IV.	De l'origine et de l'usage de la Monnaie
Chapitre V.	Du prix réel et du prix nominal des marchandises ou de leur prix en travail et de leur prix en argent
Chapitre VI.	Des parties constituantes du prix des marchandises
Chapitre VII.	Du prix naturel des marchandises, et de leur prix de marché
Chapitre VIII.	Des salaires du travail
Chapitre IX.	Des profits du capital
Chapitre X.	Des salaires et des profits dans les divers emplois du travail et du capital

- Section 1. Des inégalités qui procèdent de la nature même des emplois
- Section 2. Inégalités causées par la police de l'Europe

Chapitre XI. De la rente de la terre

- Section 1. Du produit qui fournit toujours de quoi payer une Rente
- Section 2. Du produit qui tantôt fournit et tantôt ne fournit pas de quoi payer une Rente
- Section 3. Des variations dans la proportion entre les valeurs respectives de l'espèce de produit qui fournit toujours une Rente, et l'espèce de produit qui quelquefois en rapporte une et quelquefois n'en rapporte point

Digression sur les variations de la valeur de l'Argent pendant le cours des quatre derniers siècles, et sur les effets des progrès dans la richesse nationale, sur les différentes sortes de produits bruts et le prix réel des ouvrages des manufactures

- I. Des variations de la valeur de l'Argent pendant le cours des quatre derniers siècles

1^{re} Période, de 1350 à 1570

2^e Période, de 1570 à 1640

3^e Période, de 1640 à 1700

- II. Des Variations de la proportion entre les Valeurs respectives de l'Or et de l'Argent
- III. Des motifs qui ont fait soupçonner que la Valeur de l'Argent continuait toujours à baisser
- IV. Des effets différents des progrès de la richesse nationale sur trois sortes différentes de Produit brut
- V. Conclusion de la digression sur les Variations dans la Valeur de l'Argent
- VI. Des effets et des progrès de la Richesse nationale sur le prix réel des ouvrages de manufacture

Conclusion

Table des prix du blé de l'abbé Fleetwood, de 1202 à 1601, et de 1595 à 1764
Tableau du prix du setier de blé, à Paris, de 1202 à 1785

LIVRE II

[De la nature des fonds ou capitaux de leur accumulation et de leur emploi](#)

[Introduction](#)

- Chapitre I. [Des diverses branches dans lesquelles se divisent les capitaux](#)
Chapitre II. [De l'argent considéré comme une branche particulière du capital général de la société](#), ou de la dépense qu'exige l'entretien du capital national
Chapitre III. [Du travail productif et du travail non productif](#). - De l'accumulation du capital
Chapitre IV. [Des fonds prêtés à intérêt](#)
Chapitre V. [Des différents emplois des capitaux](#)

LIVRE III

De la marche différente et des progrès de l'opulence chez différentes nations

- Chapitre I. Du Cours naturel des progrès de l'opulence
Chapitre II. Comment l'Agriculture fut découragée en Europe après la chute de l'Empire romain
Chapitre III. Comment les villes se formèrent et s'agrandirent après la chute de l'Empire romain
Chapitre IV. Comment le Commerce des villes a contribué à l'amélioration des campagnes

LIVRE IV

DES SYSTÈMES D'ÉCONOMIE POLITIQUE

Introduction

- Chapitre I. Du principe sur lequel se fonde le système mercantile
- Chapitre II. Des entraves à l'importation seulement des marchandises qui sont de nature à être produites par l'industrie
- Chapitre III. Des entraves extraordinaires apportées à l'importation des pays avec lesquels on suppose la balance du commerce défavorable. - Cours du change. - Banque de dépôt
- Section 1. Où l'absurdité de ces règlements est démontrée d'après les principes du Système mercantile*
- Digression sur les Banques de dépôt et en particulier sur celle d'Amsterdam*
- Section 2. Où l'absurdité des règlements de commerce est démontrée d'après d'autres principes*
- Chapitre IV. Des drawbacks (restitution de droits)
- Chapitre V. Des primes et de la législation des grains
- Digression sur le commerce des blés et sur les lois y relatives
1. Commerce intérieur
 2. Commerce d'importation
 3. Commerce d'exportation
 4. Commerce de transport
- Appendice au chapitre V
- Chapitre VI. Des traités de commerce. - Importation de l'or. - Droit sur la fabrication des monnaies
- Chapitre VII. Des Colonies
- Section 1. Des motifs qui ont fait établir de nouvelles colonies*
- Section 2. Causes de la prospérité des colonies nouvelles*
- Section 3. Des avantages qu'a retirés l'Europe de la découverte de l'Amérique et de celle d'un passage aux Indes par le cap de Bonne-Espérance*
- Chapitre VIII. Conclusion du système mercantile

Chapitre IX. Des systèmes agricoles ou de ces systèmes d'économie politique qui représentent le produit de la terre soit comme la seule, soit comme la principale source du revenu et de la richesse nationale

LIVRE V

Du revenu du souverain ou de la république

Chapitre I. Des dépenses à la charge du Souverain et de la République

Section 1. Des dépenses qu'exige la Défense nationale

Section 2. Des dépenses qu'exige l'administration de la Justice

Section 3. Des dépenses qu'exigent les travaux et établissements publics

Article 1. Des travaux et établissements propres à faciliter le Commerce de la société

§ 1. De ceux qui sont nécessaires pour faciliter le Commerce en général

§ 2. Des travaux et établissements publics qui sont nécessaires pour faciliter quelque branche particulière du commerce

Article 2. Des dépenses qu'exigent les institutions pour l'Éducation de la jeunesse

Article 3. Des dépenses qu'exigent les institutions pour l'instruction des personnes de tout âge

Section 4. Des dépenses nécessaires pour soutenir la dignité du Souverain

Conclusion du chapitre premier

Chapitre II. Des sources du Revenu général de la société ou du Revenu de l'État

Section 1. Des fonds ou sources du revenu qui peuvent appartenir particulièrement au Souverain ou à la République

Section 2. Des Impôts

Article 1. Impôts sur les Rentes de terres et Loyers de maisons

§ 1. Impôts sur les Rentes de terres

§ 2. Des impôts qui sont proportionnés au produit de la terre, et non au revenu du propriétaire

§ 3. Impôts sur les Loyers de maisons

Article 2. Impôts sur le Profit ou sur le revenu provenant des Capitaux

Suite de l'article 2. - Impôts qui portent particulièrement sur les Profits de certains emplois

Supplément aux Articles 1 et 2. - Impôts *sur la valeur capitale des Terres, Maisons et Fonds mobiliers* Article 3. - Impôts *sur les Salaires du travail*

Article 4. Impôts *qu'on a l'intention de faire porter indistinctement sur toutes les différentes espèces de Revenus*

§ 1. Impôts de Capitation

§ 2. Impôts sur les objets de Consommation

Chapitre III. Des dettes publiques

Livre II

de la nature des fonds ou capitaux, de leur accumulation et de leur emploi

[Retour à la table des matières](#)

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Quand la société est encore dans cet état d'enfance où il n'y a aucune division de travail, où il ne se fait presque point d'échanges et où chaque individu pourvoit lui-même à tous ses besoins, il n'est pas nécessaire qu'il existe aucun fonds accumulé ou amassé d'avance pour faire marcher les affaires de la société. Chaque homme cherche, dans sa propre industrie, les moyens de satisfaire aux besoins du moment, à mesure qu'ils se font sentir. Quand la faim le presse, il s'en va chasser dans la forêt; quand son vêtement est usé, il s'habille avec la peau du premier animal qu'il tue; et si sa hutte commence à menacer ruine, il la répare, du mieux qu'il peut, avec les branches d'arbre et la terre qui se trouvent sous sa main.

Mais, quand une fois la division du travail est généralement établie, un homme ne peut plus appliquer son travail personnel qu'à une bien petite partie des besoins qui lui surviennent. Il pourvoit à la plus grande partie de ces besoins par les produits du travail d'autrui achetés avec le produit de son travail, ou, ce qui revient au même, avec le prix de ce produit. Or, cet achat ne peut se faire à moins qu'il n'ait eu le temps, non seulement d'achever tout à fait, mais encore de vendre le produit de son travail. Il faut donc qu'en attendant il existe quelque part un fonds de denrées de différentes espèces, amassé d'avance pour le faire subsister et lui fournir, en outre, la matière et les instruments nécessaires à son ouvrage. Un tisserand ne peut pas vaquer entièrement à sa besogne particulière s'il n'y a quelque part, soit en sa possession, soit en celle d'un tiers, une provision faite par avance, où il trouve de quoi subsister et de quoi se

fournir des outils de son métier et de la matière de son ouvrage, jusqu'à ce que sa toile puisse être non seulement achevée, mais encore vendue. Il est évident qu'il faut que l'accumulation précède le moment où il pourra appliquer son industrie à entreprendre et achever cette besogne.

Puis donc que, dans la nature des choses, l'accumulation d'un *capital* est un préalable nécessaire à la division du travail, le travail ne peut recevoir des subdivisions ultérieures qu'en proportion de l'accumulation progressive des capitaux. A mesure que le travail se subdivise, la quantité de matières qu'un même nombre de personnes peut mettre en oeuvre augmente dans une grande proportion; et comme la tâche de chaque ouvrier se trouve successivement réduite à un plus grand degré de simplicité, il arrive qu'on invente une foule de nouvelles machines pour faciliter et abrégier ces tâches. A mesure donc que la division du travail devient plus grande, il faut, pour qu'un même nombre d'ouvriers soit constamment occupé, qu'on accumule d'avance une égale provision de vivres, et une provision de matières et d'outils plus forte que celle qui aurait été nécessaire dans un état de choses moins avancé. Or, le nombre des ouvriers augmente, en général, dans chaque branche d'industrie, en même temps qu'y augmente la division du travail, ou plutôt c'est l'augmentation de leur nombre qui les met à portée de se classer et de se subdiviser de cette manière.

De même que le travail ne peut acquérir cette grande extension de puissance productive sans une accumulation préalable de capitaux, de même l'accumulation des capitaux amène naturellement cette extension. La personne qui emploie son capital à faire travailler cherche nécessairement à l'employer de manière à ce qu'il produise la plus grande quantité possible d'ouvrage; elle tâche donc à la fois d'établir entre ses ouvriers la distribution de travaux la plus convenable, et de leur fournir des meilleures machines qu'elle puisse imaginer ou qu'elle soit à même de se procurer. Ses moyens pour réussir dans ces deux objets sont proportionnés, en général, à l'étendue de son capital ou au nombre de gens que ce capital peut tenir occupés. Ainsi, non seulement la quantité d'industrie augmente dans un pays en raison de l'accroissement du capital qui la met en activité, mais encore, par une suite de cet accroissement, la même quantité d'industrie produit une beaucoup plus grande quantité d'ouvrages.

Tels sont, en général, les effets de l'accroissement des capitaux sur l'industrie et sur la puissance productive.

Dans le livre suivant, j'ai cherché à expliquer la nature des fonds, les effets qui résultent de leur accumulation en *capitaux* de différentes espèces, et les effets qui résultent des divers emplois de ces capitaux. Ce livre est divisé en cinq chapitres.

Dans le premier Chapitre, j'ai tâché d'exposer quelles sont les différentes parties ou branches dans lesquelles se divise naturellement le *Fonds accumulé* d'un individu, ainsi que celui d'une grande société.

Dans le second, j'ai traité de la nature et des opérations de *l'argent* considéré comme une branche particulière du capital général de la société.

Le fonds qu'on a accumulé pour en faire un capital peut être employé par la personne à qui il appartient, ou il peut - la manière dont il opère dans l'une et être prêté à un tiers ; l'autre de ces circonstances est examinée dans les troisième et quatrième Chapitres.

Le cinquième et dernier Chapitre traite des différents effets que les emplois différents des capitaux produisent immédiatement, tant sur la quantité d'industrie nationale mise en activité, que sur la quantité du produit annuel des terres et du travail de la société.

Chapitre I

Des diverses branches dans lesquelles se divisent les capitaux

[Retour à la table des matières](#)

Quand le fonds accumulé qu'un homme possède suffit tout au plus pour le faire subsister pendant quelques jours ou quelques semaines, il est rare qu'il songe à en tirer un revenu. Il le consomme en le ménageant le plus qu'il peut, et il tâche de gagner par son travail de quoi le remplacer avant qu'il soit entièrement consommé. Dans ce cas, tout son revenu procède de son travail seulement; c'est la condition de la majeure partie des ouvriers pauvres dans tous les pays.

Mais quand un homme possède un fonds accumulé suffisant pour le faire vivre des mois ou des années, il cherche naturellement à tirer un revenu de la majeure partie de ce fonds, en en réservant seulement pour sa consommation actuelle autant qu'il lui en faut pour le faire subsister jusqu'à ce que son revenu commence à lui rentrer. On peut donc distinguer en deux parties la totalité de ce fonds : celle dont il espère tirer un revenu s'appelle son capital ; l'autre est celle qui fournit immédiatement à sa consommation et qui consiste, ou bien, en premier lieu, dans cette portion de son fonds accumulé qu'il a originairement réservée pour cela; ou bien en second lieu, dans son revenu, de quelque source qu'il provienne, à mesure qu'il lui rentre successivement; ou bien, en troisième lieu, dans les effets par lui achetés les années précédentes avec

l'une ou l'autre de ces choses, et qui ne sont pas encore entièrement consommés, tels qu'un fonds d'habits, d'ustensiles de ménage et autres effets semblables. L'un ou l'autre de ces trois articles, ou tous les trois, composent toujours le fonds que les hommes réservent d'ordinaire pour servir immédiatement à leur consommation personnelle.

Il y a deux manières différentes d'employer un capital pour qu'il rende un revenu ou profit à celui qui l'emploie.

D'abord, on peut l'employer à faire croître des denrées, à les manufacturer ou à les acheter pour les revendre avec profit. Le capital employé de cette manière ne peut rendre à son maître de revenu ou de profit tant qu'il reste en sa possession ou tant qu'il garde la même forme. Les marchandises d'un négociant ne lui donneront point de revenu ou de profit avant qu'il les ait converties en argent, et cet argent ne lui en donnera pas davantage avant qu'il l'ait de nouveau échangé contre des marchandises. Ce capital sort continuellement de ses mains sous une forme pour y rentrer sous une autre, et ce n'est qu'au moyen de cette circulation ou de ces échanges successifs qu'il peut lui rendre quelque profit. Des capitaux de ce genre peuvent donc être très proprement nommés **CAPITAUX CIRCULANTS**.

En second lieu, on peut employer un capital à améliorer des terres ou à acheter des machines utiles et des instruments d'industrie, ou d'autres choses semblables qui puissent donner un revenu ou profit, sans changer de maître ou sans qu'elles aient besoin de circuler davantage; ces sortes de capitaux peuvent donc très bien être distingués par le nom de **CAPITAUX FIXES**.

Des professions différentes exigent des proportions très différentes entre le capital fixe et le capital circulant qu'on y emploie.

Le capital d'un marchand, par exemple, est tout entier en capital circulant. Il n'a pas besoin de machines ou d'instruments d'industrie, à moins qu'on ne regarde comme tels sa boutique ou son magasin.

Un maître artisan ou manufacturier a toujours nécessairement une partie de son capital qui est fixe, celle qui compose les instruments de son métier. Cependant, pour certains artisans, ce n'en est qu'une très petite partie; pour d'autres, c'en est une très grande. Les outils d'un maître tailleur ne consistent qu'en quelques aiguilles; ceux d'un maître cordonnier sont un peu plus coûteux, mais de bien peu; ceux du maître tisserand sont beaucoup plus chers que ceux du cordonnier. Tous ces artisans ont la plus grande partie de leur capital qui circule, soit dans les salaires de leurs ouvriers, soit dans le prix de leurs matières, et qui ensuite leur rentre avec profit dans le prix de l'ouvrage.

Il y a d'autres genres de travail qui exigent un capital fixe beaucoup plus considérable. Dans une fabrique de fer en gros, par exemple, le fourneau pour fondre la mine, la forge, les moulins de la fonderie sont des instruments d'industrie qui ne peuvent s'établir qu'à très grands frais. Dans les travaux des mines de charbon et des mines de toute espèce, les machines nécessaires pour détourner l'eau et pour d'autres opérations sont souvent encore plus dispendieuses.

Cette partie du capital du fermier qu'il emploie aux instruments d'agriculture est un capital fixe; celle qu'il emploie en salaires et subsistances de ses valets de labour, est un capital circulant. Il tire un profit de l'un en le gardant en sa possession, et de l'autre en s'en dessaisissant. Le prix ou la valeur des bestiaux qu'il emploie à ses travaux est un capital fixe tout comme le prix de ses instruments d'agriculture; leur nourriture est un capital circulant tout comme celle de ses valets de labour. Il fait un profit sur ses bestiaux de labourage et de charroi en les gardant, et sur leur nourriture en la mettant hors de ses mains. Mais quant au bétail qu'il achète et qu'il engraisse, non pour le faire travailler, mais pour le revendre, le prix et la nourriture de ce bétail sont l'un et l'autre un capital circulant; car il n'en retire de profit qu'en s'en dessaisissant. Dans les pays de pacages, un troupeau de moutons ou de gros bétail, qu'on n'achète ni pour le faire travailler ni pour le revendre, mais pour faire un profit sur la laine, sur le lait et sur le croît du troupeau, est un capital fixe. Le profit de ces bestiaux se fait en les gardant; leur nourriture est un capital circulant : on en tire profit en le mettant hors de ses mains, et ce capital revient ensuite avec son profit et avec celui du prix total du troupeau, dans le prix de la laine, du lait et du croît. La valeur entière des semences est aussi, à proprement parler, un capital fixe. Bien qu'elles aillent et reviennent sans cesse du champ au grenier, elles ne changent néanmoins jamais de maître, et ainsi on ne peut pas dire proprement qu'elles circulent. Le profit qu'elles donnent au fermier procède de leur multiplication, et non de leur vente.

Pris en masse, le fonds accumulé que possède un pays ou une société est le même que celui de ses habitants ou de ses membres; il se divise donc naturellement en ces trois mêmes branches, dont chacune remplit une fonction distincte.

La première est cette *portion réservée pour servir immédiatement à la consommation*, et dont le caractère distinctif est de ne point rapporter de revenu ou de profit. Elle consiste dans ce fonds de vivres, d'habits, de meubles de ménage, etc., qui ont été achetés par leurs consommateurs, mais qui ne sont pas encore entièrement consommés. Une partie encore de cette première branche, c'est le fonds total des maisons de pure habitation, existant actuellement dans le pays. Le capital qu'on place en une maison, si elle est destinée à être le logement du propriétaire, cesse dès ce moment de faire fonction de capital ou de rapporter à son maître un revenu. Une maison servant de logement ne contribue en rien, sous ce rapport, au revenu de celui qui l'occupe; et quoique, sans contredit, elle lui soit extrêmement utile, elle l'est comme ses habits et ses meubles de ménage, qui lui sont aussi très utiles, mais qui pourtant font une partie de sa dépense et non pas de son revenu. Si la maison est destinée à être louée à quelqu'un, comme elle ne peut rien produire par elle-même, il faut toujours que le locataire tire le loyer qu'il paye, de quelque autre revenu qui lui vient ou de son travail, ou d'un capital, ou d'une terre. Ainsi, quoiqu'une maison puisse donner un revenu à son propriétaire, et par là lui tenir lieu d'un capital, elle ne peut donner aucun revenu au public, ni faire, à l'égard de la société, fonction de capital; elle ne peut jamais ajouter la plus petite chose au revenu du corps de la nation. Les habits et les meubles meublants rapportent bien aussi quelquefois un revenu de la même manière à certains particuliers, auxquels ils tiennent lieu d'un capital. Dans les pays où les mascarades sont beaucoup en usage, c'est un métier que de louer des habits de masque pour une nuit. Les tapissiers louent fort souvent des ameublements au mois ou à l'année. Les entrepreneurs des convois louent, au jour ou à la semaine, l'attirail qui sert aux funérailles. Beaucoup de gens louent des maisons garnies et tirent un revenu, non seulement du loyer de la maison, mais encore de celui des meubles.

Toutefois, le revenu qu'on retire de toutes les choses de cette espèce provient toujours, en dernière analyse, de quelque autre source de revenu. De toutes les parties de son fonds accumulé qu'un individu ou qu'une société réserve pour servir immédiatement à sa consommation, celle qui est placée en maisons est celle qui se consomme le plus lentement; un fonds de garde-robe peut durer plusieurs années; un fonds de meubles meublants peut durer un demi-siècle ou un siècle; mais un fonds de maisons bien bâties et bien entretenues peut en durer plusieurs. En outre, quoique le terme de leur consommation totale soit plus éloigné, elles n'en sont pas moins un fonds destiné à servir immédiatement à la consommation, tout aussi réellement que les habits ou les meubles.

La seconde des trois branches dans lesquelles se divise le fonds général d'une société, est le CAPITAL FIXE, dont le caractère distinctif est de rapporter un revenu ou profit sans changer de maître. Il consiste principalement dans les quatre articles suivants :

1° Toutes les Machines utiles et instruments d'industrie qui facilitent et abrègent le travail;

2° Tous les Bâtimens destinés à un objet utile, et qui sont des moyens de revenu, non seulement pour le propriétaire qui en retire un loyer en les louant, mais même pour la personne qui les occupe et qui en paye le loyer; tels que les boutiques, les magasins, les ateliers, les bâtimens d'une ferme, avec toutes leurs dépendances nécessaires, étables, granges, etc. Ces bâtimens sont fort différens des maisons purement d'habitation : ce sont des espèces d'instrumens d'industrie, et on peut les considérer sous le même point de vue que ceux-ci.

3° Les améliorations des Terres : tout ce qu'on a dépensé d'une manière profitable à les défricher, dessécher, enclore, marnier, fumer et mettre dans l'état le plus propre à la culture et au labourage. Une ferme améliorée peut, avec grande raison, être considérée sous le même point de-vue que ces machines utiles qui facilitent et abrègent le travail, et par le moyen desquelles le même capital circulant peut rapporter à son maître un bien plus grand revenu. Une ferme améliorée est aussi avantageuse et beaucoup plus durable qu'aucune de ces machines; le plus souvent, les seules réparations qu'elle exige, c'est que le fermier applique de la manière la plus profitable le capital qu'il emploie à la faire valoir.

4° Les Talens utiles acquis par les habitans ou membres de la société. L'acquisition de ces talens coûte toujours une dépense réelle produite par l'entretien de celui qui les acquiert, pendant le temps de son éducation, de son apprentissage ou de ses études, et cette dépense est un capital fixé et réalisé, pour ainsi dire, dans sa personne. Si ces talens composent une partie de sa fortune, ils composent pareillement une partie de la fortune de la société à laquelle il appartient. La dextérité perfectionnée, dans un ouvrier, peut être considérée sous le même point de vue qu'une machine ou un instrumens d'industrie qui facilite et abrège le travail, et qui, malgré la dépense qu'il a coûté, restitue cette dépense avec un profit.

La troisième et dernière des trois branches dans lesquelles se divise naturellement le fonds général que possède une société, c'est son CAPITAL CIRCULANT, dont le

caractère distinctif est de ne rapporter de revenu qu'en circulant ou changeant de maître. Il est aussi composé de quatre articles.

1° L'Argent, par le moyen duquel les trois autres circulent et se distribuent à ceux qui en font usage et consommation.

2° Ce fonds de Vivres qui est dans la possession des bouchers, nourrisseurs de bestiaux, fermiers, marchands de blé, brasseurs, etc., et de la vente desquels ils espèrent tirer un profit.

3° Ce fonds de Matières, ou encore tout à fait brutes, ou déjà plus ou moins manufacturées, destinées à l'habillement, à l'ameublement et à la bâtisse, qui ne sont préparées sous aucune de ces trois formes, mais qui sont encore dans les mains des producteurs, des manufacturiers, des merciers, des drapiers, des marchands de bois en gros, des charpentiers, des menuisiers, des maçons, etc.

4° Enfin, l'Ouvrage fait et parfait, mais qui est encore dans les mains du marchand ou manufacturier, et qui n'est pas encore débité ou distribué à celui qui doit en user ou le consommer; tels que ces ouvrages tout faits que nous voyons souvent exposés dans les boutiques du serrurier, du menuisier en meubles, de l'orfèvre, du joaillier, du faïencier, etc.

Ainsi, le Capital circulant se compose des Vivres, des Matières et de l'Ouvrage fait de toute espèce, tant qu'ils sont dans les mains de leurs marchands respectifs, et enfin de l'Argent qui est nécessaire pour la circulation de ces choses et pour leur distribution dans les mains de ceux qui doivent en définitive s'en servir ou les consommer.

De ces quatre articles, il y en a trois, les vivres, les matières et l'ouvrage fait, qui sont régulièrement, soit dans le cours de l'année, soit dans une période plus longue ou plus courte, retirés de ce capital circulant, pour être placés, ou en capital fixe, ou en fonds de consommation.

Tout capital fixe provient originairement d'un capital circulant, et a besoin d'être continuellement entretenu aux dépens d'un capital circulant. Toutes les machines utiles et instruments d'industrie sont, dans le principe, tirés d'un capital circulant, qui fournit les matières dont ils sont fabriqués et la subsistance des ouvriers qui les font. Pour les tenir constamment en bon état, il faut encore recourir à un capital du même genre.

Aucun capital fixe ne peut donner de revenu que par le moyen d'un capital circulant. Les machines et les instruments d'industrie les plus utiles ne produiront rien sans un capital circulant qui leur fournisse la matière qu'ils sont propres à mettre en oeuvre, et la subsistance des ouvriers qui les emploient. Quelque améliorée que soit la terre, elle ne rendra pas de revenu sans un capital circulant qui fasse subsister les ouvriers qui la cultivent et ceux qui recueillent son produit.

Les capitaux tant fixes que circulants n'ont pas d'autre but ni d'autre destination que d'entretenir et d'augmenter le fonds de consommation. C'est ce fonds qui nourrit, habille et loge le peuple. Les gens sont riches ou pauvres, selon que le fonds destiné à

servir immédiatement à leur consommation se trouve dans le cas d'être approvisionné, avec abondance ou avec parcimonie, par ces deux capitaux.

Puisqu'on retire continuellement une si grande partie du capital circulant pour être versée dans les deux autres branches du fonds général de la société, ce capital a besoin à son tour d'être renouvelé par des approvisionnements continuels, sans quoi il serait bientôt réduit à rien. Ces approvisionnements sont tirés de trois sources principales : le produit de la terre, celui des mines et celui des pêcheries. Ces sources ramènent continuellement de nouvelles provisions de vivres et de matières, dont une partie est ensuite convertie en ouvrage fait, et qui remplace ainsi ce qu'on puise continuellement de vivres, de matières et d'ouvrage fait, dans le capital circulant. C'est aussi des mines que l'on tire ce qui est nécessaire pour entretenir et pour augmenter cette partie du capital circulant, qui consiste dans ce qu'on nomme l'argent; car bien que, dans le cours ordinaire des affaires, cette partie ne soit pas, comme les trois autres, nécessairement retirée du capital circulant, pour être placée dans les deux autres branches du fonds général de la société, elle a toutefois le sort de toutes les autres choses, qui est de s'user et de se détruire à la fin et, en outre, elle est sujette à se perdre ou à être envoyée au-dehors et, par conséquent, il faut aussi qu'elle reçoive des remplacements continuels, quoique sans contredit dans une bien moindre proportion.

La terre, les mines et les pêcheries ont toutes besoin, pour être exploitées, de capitaux fixes et circulants, et leur produit remplace avec profit non seulement ces capitaux, mais tous les autres capitaux de la société. Ainsi, le fermier remplace annuellement au manufacturier les vivres que celui-ci a consommés et les matières qu'il a mises en oeuvre l'année précédente, et le manufacturier remplace au fermier l'ouvrage fait que celui-ci a usé ou détruit pendant le même temps. C'est là l'échange qui se fait réellement chaque année entre ces deux classes de producteurs, quoiqu'il arrive rarement que le produit brut de l'un et le produit manufacturé de l'autre soient troqués directement l'un contre l'autre, parce qu'il ne se trouve guère que le fermier vende son blé et son bétail, son lin et sa laine justement à la même personne chez laquelle il juge à propos d'acheter les habits, les meubles et les outils dont il a besoin. Il vend donc son produit brut pour de l'argent, moyennant lequel il peut acheter partout où bon lui semble le produit manufacturé qui lui est nécessaire. La terre elle-même remplace, au moins en partie, les capitaux qui servent à exploiter les mines et les pêcheries. C'est le produit de la terre qui sert à tirer le poisson des eaux, et c'est avec le produit de la surface de la terre qu'on extrait les minéraux de ses entrailles.

En supposant des terres, des mines et des pêcheries d'une égale fécondité, le produit qu'elles rendront sera en proportion de l'étendue des capitaux qu'on emploiera à leur culture et exploitation, et de la manière plus ou moins convenable dont ces capitaux seront appliqués. En supposant des capitaux égaux et également bien appliqués, ce produit sera en proportion de la fécondité naturelle des terres, des mines et des pêcheries.

Dans tous les pays où les personnes et les propriétés sont un peu protégées, tout homme ayant ce qu'on appelle le sens commun, cherchera à employer le fonds accumulé qui est à sa disposition, quel qu'il soit, de manière à en retirer, ou une jouissance pour le moment, ou un profit pour l'avenir. S'il l'emploie à se procurer une jouissance actuelle, c'est alors un fonds destiné à servir immédiatement à la consommation. S'il l'emploie à se procurer un profit pour l'avenir, il ne peut obtenir ce profit que de deux manières, ou en gardant ce fonds, ou en s'en dessaisissant. Dans le premier cas, c'est un capital fixe; dans le second, c'est un capital circulant. Dans un pays qui jouit de

quelque sécurité, il faut qu'un homme soit tout à fait hors de son bon sens, pour qu'il n'emploie pas, de l'une ou de l'autre de ces trois manières, tout le fonds accumulé qui est à sa disposition, soit qu'il l'ait en propre, soit qu'il l'ait emprunté d'un tiers.

A la vérité, dans ces malheureuses contrées où les hommes ont à redouter sans cesse les violences de leurs maîtres, il leur arrive souvent d'enfouir ou de cacher une grande partie des fonds accumulés, afin de les avoir en tout temps sous la main pour les emporter avec eux dans quelque asile, au moment où l'un de ces revers auxquels on se voit continuellement exposé, viendra à menacer l'existence.

Cette pratique est, dit-on, très commune en Turquie, dans l'Indoustan, et sans doute dans la plupart des autres gouvernements d'Asie. Il paraît qu'elle a été fort en vogue chez nos ancêtres, pendant les désordres du gouvernement féodal. Les trésors trouvés ne fournissaient pas alors une branche peu importante du revenu des plus grands souverains de l'Europe. On comprenait sous ce nom les trésors qu'on trouvait cachés en terre, et auxquels personne ne pouvait prouver avoir droit. Cet article formait une branche de revenu assez importante pour être toujours réputé appartenir au souverain et non pas à celui qui avait trouvé le trésor, ni au propriétaire de la terre, à moins que celui-ci, par une clause expresse de sa charte, n'eût obtenu la concession de ce droit régalien. La découverte des trésors était assimilée aux mines d'or et d'argent, qui, à moins d'une clause spéciale, n'étaient jamais censées comprises dans la cession générale de la terre, quoique les mines de plomb, de cuivre, d'étain et de charbon y fussent comprises, comme étant de moindre importance.

Chapitre II

De l'argent, considéré comme une branche particulière du capital général de la société, ou de la dépense qu'exige l'entretien du capital national

[Retour à la table des matières](#)

On a fait voir, dans le premier livre, que le prix de la plupart des marchandises se résout en trois parties qui ont concouru à produire la marchandise et à la mettre au marché, et que l'une paye les Salaires du travail, l'autre les Profits du capital, et la troisième la Rente de la terre; qu'il y a à la vérité quelques marchandises dont le prix se compose de deux de ces parties seulement, les salaires du travail et les profits du capital, et un très petit nombre dans lesquelles il consiste - mais que le entièrement en une seule, les salaires du travail ; prix de toute marchandise quelconque se résout nécessairement en l'une ou l'autre de ces parties, ou en toutes trois, puisque la portion de prix qui ne va ni à la rente ni aux salaires, va de toute nécessité au profit de quelqu'un.

On a observé que puisqu'il en était ainsi pour toute marchandise quelconque prise séparément, il fallait nécessairement qu'il en fût de même pour les marchandises qui composent la totalité du produit de la terre et du travail d'un pays, prises en masse. La somme totale du prix ou de la valeur échangeable de ce produit annuel doit se résoudre de même en ces trois parties et se distribuer entre les différents habitants du pays,

ou comme salaires de leur travail, ou comme profits de leur capital, ou comme rentes de leur terre.

Mais quoique la valeur totale du produit annuel des terres et du travail d'un pays soit ainsi partagée entre les différents habitants et leur constitue un revenu, cependant, de même que dans le revenu d'un domaine particulier nous distinguons le revenu brut et le revenu net, nous pouvons aussi faire une pareille distinction à l'égard du revenu de tous les habitants d'un grand pays.

Le revenu brut d'un domaine particulier comprend généralement tout ce que débourse le fermier; le revenu net est ce qui reste franc et quitte de toutes charges au propriétaire, après la déduction des frais de régie, des réparations et tous les autres prélèvements nécessaires, ou bien ce qu'il peut, sans nuire à sa fortune, placer dans le fonds qu'il destine à servir immédiatement à sa consommation, c'est-à-dire dépenser pour sa table, son train, les ornements et l'ameublement de sa maison, ses jouissances et amusements personnels. Sa richesse réelle n'est pas en proportion de son revenu brut, mais bien de son revenu net.

Le revenu brut de tous les habitants d'un grand pays comprend la masse totale du produit annuel de leur terre et de leur travail ; leur revenu net est ce qui leur reste franc et quitte, déduction faite de ce qu'il faut pour entretenir premièrement leur capital fixe ; secondement, leur capital circulant, ou bien ce qu'ils peuvent placer, sans empiéter sur leur capital, dans leur fonds de consommation, c'est-à-dire ce qu'ils peuvent dépenser pour leurs subsistance, commodités et amusements. Leur richesse réelle est aussi en proportion de leur revenu net, et non pas de leur revenu brut.

Il est évident qu'il faut retrancher du revenu net de la société toute la dépense d'entretien du capital fixe. Les matières nécessaires pour l'entretien des machines utiles, des instruments d'industrie, bâtiments d'exploitation, etc., pas plus que le produit du travail nécessaire pour donner à ces matières la forme convenable, ne peuvent jamais faire partie de ce revenu net. Le prix de ce travail, à la vérité, peut bien en faire partie, puisque les ouvriers qui y sont employés peuvent placer la valeur entière de leurs salaires dans leur fonds de consommation ; mais la différence consiste en ce que, dans les autres sortes de travail, et le prix et le produit vont l'un et l'autre à ce fonds; le prix va à celui des ouvriers, et le produit à celui d'autres personnes dont la subsistance, les commodités et les agréments se trouvent augmentés par le travail de ces ouvriers.

La destination du capital fixe est d'accroître la puissance productive du travail, ou de mettre le même nombre d'ouvriers à portée de faire une beaucoup plus grande quantité d'ouvrage. Dans une ferme où tous les bâtiments d'exploitation, où les clôtures, les cours d'eau, les communications, etc., sont dans le meilleur ordre possible, le même nombre d'ouvriers et les bestiaux de labour produiront une bien plus grande récolte que dans un terrain tout aussi bon et tout aussi étendu, mais qui ne sera pas pourvu des mêmes avantages. Dans des manufactures, le même nombre d'ouvriers, à l'aide des meilleures machines possibles, fournira une bien plus grande quantité de produits que s'ils avaient des outils moins perfectionnés. Ce qu'on dépense d'une manière judicieuse pour le placer dans un capital fixe quelconque est toujours remboursé avec un gros profit, et il ajoute au produit annuel une valeur bien supérieure à celle qu'exige l'entretien de ces sortes d'améliorations. Cet entretien cependant emporte nécessairement une portion du produit. Une certaine quantité de matières et

le travail d'un certain nombre d'ouvriers qui auraient pu l'un et l'autre être employés immédiatement à augmenter la quantité de vivres, habits et logements, à rendre plus abondantes la subsistance et les commodités de la société, se trouvent par là détournés vers un autre emploi extrêmement avantageux, il est vrai, mais toujours différent de celui-là. C'est sous ce rapport qu'on regarde toujours comme un grand avantage pour une société tous les nouveaux procédés en mécanique, qui mettent un même nombre d'ouvriers en état de faire la même quantité d'ouvrage avec des machines plus simples et moins coûteuses que celles dont on faisait usage précédemment. Il se trouve alors une certaine quantité de matériaux et un certain nombre d'ouvriers qui avaient été employés auparavant à entretenir des machines plus compliquées et plus dispendieuses, et qui maintenant peuvent l'être à augmenter la quantité de l'ouvrage pour lequel ces machines ou d'autres ont été faites. Si l'entrepreneur d'une grande manufacture qui dépense par an 1000 livres à l'entretien de ses machines peut trouver le moyen de réduire cette dépense à 500 livres, il emploiera naturellement les autres 500 livres à acheter une quantité additionnelle de matières pour être mises en oeuvre par un nombre additionnel d'ouvriers. Ainsi, la quantité de l'ouvrage particulier pour lequel ces machines ont été faites, et qui constitue toute leur utilité, se trouvera naturellement augmentée, ainsi que les commodités et les avantages que cet ouvrage peut procurer à la société.

La dépense d'entretien du capital fixe d'un grand pays peut très bien se comparer à celle des réparations d'un domaine particulier. La dépense des réparations peut souvent être nécessaire pour maintenir le produit du domaine et, par conséquent, pour conserver tant le revenu brut que le revenu net du propriétaire. Cependant, lorsqu'en la dirigeant d'une manière mieux entendue, on peut la diminuer sans donner lieu à aucune diminution de produit, le revenu brut reste tout au moins le même qu'auparavant, et le revenu net est nécessairement augmenté.

Mais, quoique toute la dépense d'entretien du capital fixe se trouve ainsi nécessairement retranchée du revenu net de la société, il n'en est pas de même à l'égard de la dépense d'entretien du capital circulant. On a déjà observé que, des quatre articles qui composent ce capital, qui sont l'argent, les vivres, les matières et l'ouvrage fait, les trois derniers en sont régulièrement retirés pour être versés, soit dans le capital fixe de la société, soit dans le fonds de consommation. De ces choses consommables, tout ce qui ne se trouve pas employé à l'entretien du premier de ces deux fonds, va en entier à l'autre, et fait partie du revenu net de la société; ainsi, l'entretien de ces trois parties du capital circulant ne retranche du revenu net de la société aucune autre portion du produit annuel que celle qui est nécessaire à l'entretien du capital fixe.

A cet égard, le capital circulant d'une société diffère de celui d'un individu. Celui d'un individu ne peut entrer pour la moindre partie dans son revenu net, qui se compose uniquement de ses profits. Mais, encore que le capital circulant de chaque individu fasse une partie de celui de la société dont il est membre, il ne s'ensuit pas que ce capital ne puisse de même entrer pour quelque chose dans le revenu net de la nation. Quoique les marchandises qui composent le fonds de boutique d'un marchand ne puissent nullement être versées dans son fonds de consommation, elles peuvent néanmoins aller à celui d'autres personnes qui, au moyen d'un revenu qu'elles tirent de quelque autre source, sont en état d'en remplacer régulièrement la valeur au marchand, ainsi que ses profits, sans qu'il en résulte aucune diminution ni dans le capital du marchand ni dans le leur.

L'argent est donc la seule partie du capital circulant d'une société dont l'entretien puisse occasionner quelque diminution dans le revenu net de la nation.

Le capital fixe et cette partie du capital circulant qui consiste en argent, ont une très grande ressemblance l'un avec l'autre, sous le rapport de leur influence sur le revenu de la société.

Premièrement, de même que les machines et instruments d'industrie, etc., exigent une certaine dépense, d'abord pour les fabriquer et ensuite pour les entretenir, lesquelles dépenses, bien qu'elles fassent partie du revenu brut de la société, sont l'une et l'autre des déductions à faire sur un revenu net, de même le fonds d'argent monnayé qui circule dans un pays exige une certaine dépense, d'abord pour le former, et ensuite pour l'entretenir, lesquelles dépenses sont aussi à déduire l'une et l'autre du revenu net de la société, bien qu'elles fassent partie de son revenu brut. Il se trouve une certaine quantité de matières très précieuses, l'or et l'argent, et une certaine quantité de travail d'une nature très industrielle, lesquelles, au lieu de servir à augmenter le fonds de consommation, à multiplier les subsistances, commodités et agréments des individus, sont employées à entretenir ce grand mais dispendieux instrument de commerce, au moyen duquel les subsistances, commodités et agréments de chaque individu dans la société lui sont régulièrement distribués dans les justes proportions auxquelles il a droit.

Secondement, de même que les machines et instruments d'industrie, etc., qui composent le capital fixe, soit d'un individu, soit d'une société, ne font partie ni du revenu brut ni du revenu net de l'un ou de l'autre, de même l'argent, au moyen duquel tout le revenu de la société est régulièrement distribué entre ses différents membres, ne fait nullement lui-même partie de ce revenu. La grande roue de la circulation est tout à fait différente des marchandises qu'elle fait circuler. Le revenu de la société se compose uniquement de ces marchandises, et nullement de la roue qui les met en circulation. Quand nous calculons le revenu brut et le revenu net d'une société, nous sommes toujours obligés de retrancher, de la masse totale d'argent et de marchandises qui compose sa circulation annuelle, la valeur entière de l'argent, dont il n'y a pas un seul écu qui puisse jamais faire partie de l'un ni de l'autre de ces revenus.

Il n'y a que l'ambiguïté du langage qui puisse faire paraître cette proposition douteuse ou paradoxale. Bien développée et bien entendue, elle est évidente par elle-même.

Quand nous parlons d'une somme d'argent particulière, quelquefois nous n'entendons autre chose que les pièces de métal qui la composent; quelquefois aussi nous renfermons dans la signification du mot un rapport confus aux choses qu'on peut avoir en échange pour cette somme, ou au pouvoir d'acheter que donne la possession de cet argent. Par exemple, quand nous disons que l'argent qui circule en Angleterre a été évalué à 18 millions sterl., nous voulons exprimer seulement le nombre des pièces de métal que quelques écrivains, d'après leurs calculs ou plutôt leur imagination, ont cru exister dans la circulation du pays. Mais quand nous disons qu'un homme a 50 ou 100 livres de rente, nous voulons ordinairement exprimer, non seulement le montant des pièces de métal qui lui sont payées annuellement, mais la valeur des choses qu'il peut acheter ou consommer annuellement. Nous entendons communément affirmer quelle est ou doit être sa manière de vivre, ou bien quelle est la quantité et qualité des choses propres aux besoins et commodités de la vie, dont il est maître de se procurer la jouissance.

Lorsque, par une certaine somme d'argent, nous voulons exprimer non seulement le montant des pièces de métal dont elle est composée, mais que nous entendons encore renfermer dans la signification du mot quelque rapport confus aux choses qu'on peut avoir en échange pour ces pièces, alors la richesse ou le revenu que cette somme indique dans ce cas, est égal seulement à une des deux valeurs qui se trouvent ainsi conjointes, par une sorte d'ambiguïté, dans le même mot, et plus promptement à la dernière qu'à la première, à ce que vaut l'argent, plutôt qu'à l'argent même.

Ainsi, si un particulier a une guinée de pension par semaine, il peut acheter avec, dans le cours d'une semaine, une certaine quantité de choses propres à sa subsistance, ses commodités et agréments. Sa richesse réelle, son revenu réel de la semaine sera grand ou petit, à proportion que sera grande ou petite la quantité de ces choses. Certainement, son revenu de la semaine n'est pas égal à la fois à la guinée et à ce qu'il peut acheter avec, mais seulement à l'une ou l'autre de ces deux valeurs égales, et plus proprement à la dernière qu'à la première; à ce que vaut la guinée, plutôt qu'à la guinée elle-même.

Si la pension de ce particulier, au lieu de lui être payée en or, lui était payée en un billet d'une guinée à toucher par semaine, à coup sûr ce serait bien moins ce morceau de papier que ce qu'il pourrait acquérir par ce moyen, qui constituerait proprement son revenu. Or, une guinée peut être regardée comme un billet au porteur sur tous les marchands du voisinage, payable en une certaine quantité de choses propres aux besoins et commodités de la vie. Le revenu de celui à qui on la paye consiste, à proprement parler, bien moins dans la pièce d'or que dans ce qu'il peut acheter avec ou dans ce qu'il peut avoir en échange. Si l'on ne pouvait l'échanger pour rien, elle serait comme un billet sur un banqueroutier, et n'aurait pas plus de valeur que le moindre chiffon de papier.

De même, quoique tous les différents habitants d'un pays puissent toucher ou touchent en effet le plus souvent en argent leur revenu de la semaine ou de l'année, néanmoins leur richesse réelle à tous, leur véritable revenu de la semaine ou de l'année, pris collectivement, sera toujours grand ou petit, en proportion de la quantité de choses consommables qu'ils peuvent tous acheter avec cet argent. Le revenu d'eux tous, pris collectivement, est évidemment égal, non pas à la fois à l'argent et aux choses consommables, mais seulement à l'une ou à l'autre de ces deux valeurs, et plus proprement à la dernière qu'à la première.

Ainsi, si nous exprimons souvent le revenu d'une personne par les pièces de métal qui lui sont payées annuellement, c'est parce que le montant de ces pièces détermine l'étendue de son pouvoir d'acheter ou la valeur des marchandises qu'elle est en état de consommer annuellement. Nous n'en considérons pas moins son revenu comme consistant dans cette faculté d'acheter ou de consommer, et non pas dans les pièces qui transportent cette faculté.

Mais si cette proposition est assez évidente à l'égard d'un individu, elle l'est encore bien plus à l'égard d'une société. Le montant des pièces de métal qui sont payées annuellement à un particulier est souvent précisément égal à son revenu et, sous ce rapport, il est la plus courte et la meilleure expression de la valeur de ce revenu. Mais le montant des pièces de métal qui circulent dans une société ne peut jamais être égal au revenu de tous ses membres. Comme la même guinée qui paye aujourd'hui à un homme sa pension de la semaine peut payer demain celle d'un autre, et après-demain

celle d'un troisième, il faut de toute nécessité que le montant des pièces de métal qui circulent annuellement dans un pays soit d'une bien moindre valeur que la totalité des pensions qui se payent annuellement avec. Mais le pouvoir d'acheter, mais les choses qui peuvent être achetées les unes après les autres avec la totalité de ces pensions en argent, à mesure que celles-ci sont payées les unes après les autres, doivent toujours être précisément de la même valeur que toutes ces pensions, comme l'est pareillement le revenu total des personnes à qui ces pensions sont payées. Par conséquent, ce revenu total ne peut consister dans ces pièces de métal dont le montant est si fort inférieur à sa valeur, mais il consiste dans la faculté d'acheter, dans les choses consommables qu'on peut acheter les unes après les autres avec ces pièces, à mesure qu'elles circulent de main en main.

Ainsi l'argent, cette grande roue de la circulation, ce grand instrument du commerce, tel que tous les autres instruments d'industrie, quoiqu'il compose une partie et une partie très précieuse du capital de la société à laquelle il appartient, n'entre pour rien absolument dans son revenu; et quoique ce soient les pièces de métal dont il est composé qui, dans le cours de leur circulation annuelle, distribuent tout juste à chacun la portion de revenu qui lui revient, elles ne font nullement elles-mêmes partie de ce revenu.

Troisièmement enfin, cette partie du capital circulant, qui consiste en argent, a encore une autre ressemblance avec les machines, instruments d'industrie, etc., qui composent le capital fixe; c'est que si toute épargne dans les frais de fabrication et d'entretien de ces machines, qui ne diminue pas la puissance productive du travail, est une amélioration dans le revenu net de la société, toute épargne dans la formation et l'entretien de cette partie du capital circulant, qui consiste en argent, est une amélioration exactement du même genre.

Il est assez évident (et d'ailleurs on l'a déjà expliqué en partie) que toute épargne dans la dépense d'entretien du capital fixe est une amélioration du revenu net de la société. La totalité du capital de l'entrepreneur d'un ouvrage quelconque est nécessairement partagée entre son capital fixe et son capital circulant. Tant que son capital total reste le même, plus l'une des deux parts est petite, plus l'autre sera nécessairement grande. C'est le capital circulant qui fournit les matières et les salaires du travail, et qui met l'industrie en activité. Ainsi, toute épargne dans la dépense d'entretien du capital fixe, qui ne diminue pas dans le travail la puissance productive, doit augmenter le fonds qui met l'industrie en activité et, par conséquent, accroître le produit annuel de la terre et du travail, *revenu réel* de toute société.

La substitution du *papier* à la place de la monnaie d'or et d'argent est une manière de remplacer un instrument de commerce extrêmement dispendieux, par un autre qui coûte infiniment moins, et qui est quelquefois tout aussi commode. La circulation s'établit ainsi sur une nouvelle roue qui coûte bien moins à la fois à fabriquer et à entretenir que l'ancienne. Mais comment cette opération se fait-elle, et de quelle manière tend-elle à augmenter ou le revenu brut, ou le revenu net de la société? C'est ce qui n'est pas tout à fait si évident au premier coup d'œil, et ce qui mérite une plus longue explication.

Il y a plusieurs sortes de *papier monnaie*; mais les billets circulants des banques et des banquiers sont l'espèce qui est la mieux connue et qui paraît la plus propre à remplir ce but.

Lorsque les gens d'un pays ont assez de confiance dans la fortune, la probité et la sagesse d'un banquier pour le croire toujours en état d'acquitter comptant et à vue ses billets et engagements, en quelque quantité qu'il puisse s'en présenter à la fois, alors ces billets finissent par avoir le même cours que la monnaie d'or et d'argent, en raison de la certitude qu'on a d'en faire de l'argent à tout moment.

Un banquier prête aux personnes de sa connaissance ses propres billets, jusqu'à concurrence, je suppose, de 100 mille livres. Ces billets faisant partout les fonctions de l'argent, les emprunteurs lui en payent le même intérêt que s'il leur eût prêté la même somme en argent. C'est cet intérêt qui est la source de son gain. Quoique sans cesse il y ait quelques-uns de ces billets qui lui reviennent pour le payement, il y en a toujours une partie qui continue de circuler pendant des mois et des années de suite. Ainsi, quoiqu'il ait en général des billets en circulation jusqu'à concurrence de 100 mille livres, cependant souvent 20 mille livres en or et argent se trouvent faire un fonds suffisant pour répondre aux demandes qui peuvent survenir. Par conséquent, au moyen de cette opération, 20 mille livres en or et argent font absolument la fonction de 100 mille. Les mêmes échanges peuvent se faire, la même quantité de choses consommables peut être mise en circulation et être distribuée aux consommateurs auxquels elle doit parvenir, par le moyen des billets de ce banquier, montant à 100 mille livres, tout comme cela se serait fait avec la même valeur en monnaie d'or et d'argent. On peut donc, de cette manière, faire une économie de 80 mille livres sur la circulation du pays, et si en même temps différentes opérations du même genre venaient à s'établir par plusieurs banques et banquiers différents, la totalité de la circulation pourrait ainsi être servie avec la cinquième partie seulement de l'or et de l'argent qu'elle aurait exigé sans cela.

Supposons, par exemple, que la masse totale d'argent circulant dans un pays, à une certaine époque, se monte à 1 million sterling, somme alors suffisante pour faire circuler la totalité du produit annuel de ses terres et de son travail.

Supposons encore que, quelque temps après, différentes banques et banquiers viennent à émettre des billets au porteur jusques à concurrence d'un million, en conservant dans leurs différentes caisses 200 mille livres pour répondre aux demandes qui peuvent survenir : il se trouverait donc alors dans la circulation 800 mille livres en or et argent, et un million de billets de banque, ou bien 1800 mille livres, tant en argent que papier. Or, 1 million seulement suffisait auparavant pour faire circuler et distribuer aux consommateurs tout le produit annuel des terres et du travail du pays, et ce produit ne peut pas se trouver augmenté tout d'un coup par ces opérations de banque. Un million suffira donc tout de même après pour le faire circuler. La quantité de marchandises qu'il s'agit de vendre et d'acheter étant la même qu'auparavant, il ne faudra que la même quantité d'argent pour toutes les ventes et tous les achats. Le canal de la circulation, si je puis me permettre cette expression, restera précisément le même qu'auparavant. Un million, d'après notre supposition, suffisait à remplir ce canal. Tout ce qu'on y versera donc au-delà de cette somme ne pourra y prendre son cours, mais sera forcé de déborder. Il se trouve qu'on y a versé 1800 mille livres; donc il y a 800 mille livres qui vont nécessairement déborder, cette somme étant l'excédent de ce que peut employer la circulation du pays. Mais si cette somme ne peut pas trouver à être employée au-dedans, elle est trop précieuse pour qu'on la tienne oisive. On l'enverra donc au-dehors pour y chercher cet emploi profitable qu'elle ne peut trouver au-dedans. Or, le papier ne peut aller hors du pays, parce qu'éloigné des banques qui l'ont émis et du pays où on peut recourir à la loi pour s'en faire payer, il

ne serait pas reçu dans les paiements ordinaires. L'or et l'argent seront donc envoyés au-dehors jusqu'à concurrence de 800 mille livres, et le canal de la circulation intérieure demeurera rempli avec un million en papier, au lieu du million en métal qui le remplissait auparavant.

Mais si une aussi forte somme d'or et d'argent est ainsi envoyée au-dehors, il ne faut pas s'imaginer qu'elle y soit envoyée pour rien, et que les propriétaires de cet argent en fassent présent aux nations étrangères. Ils l'échangeront contre des marchandises étrangères d'une espèce ou d'une autre, destinées à la consommation de quelque autre nation ou à celle de leur propre pays.

S'ils l'emploient à acheter des marchandises dans un pays étranger pour fournir à la consommation d'un autre, ou à faire ce qu'on appelle le commerce de transport, tout le profit qu'ils pourront faire sera autant d'ajouté au revenu net de leur propre pays. C'est comme un nouveau fondement créé pour servir de base à un nouveau commerce, les affaires domestiques se faisant maintenant avec le papier, et l'or et l'argent étant convertis en une matière qui fait le fondement de ce nouveau commerce.

S'ils l'emploient à acheter des marchandises étrangères pour la consommation intérieure, ou bien, en premier lieu, ils achèteront des marchandises de nature à être consommées par des gens oisifs qui ne produisent rien, telles que des vins étrangers, des soieries étrangères, etc., ou bien, en second lieu, ils achèteront un fonds additionnel de matières, d'outils et de vivres, destiné à entretenir et employer un nombre additionnel de ces gens industriels qui reproduisent, avec un profit, la valeur de leur consommation annuelle.

Employé de la première de ces deux manières, cet argent sert à développer la prodigalité; il augmente la dépense et la consommation sans rien ajouter à la production, ou sans établir un fonds permanent propre à entretenir cette dépense, et sous tous les rapports il tourne au préjudice de la société.

Employé de la seconde manière, il agrandit d'autant les bornes de l'industrie; et quoiqu'il augmente la consommation de la société, il ouvre une source permanente pour entretenir cette consommation, les gens qui consomment reproduisant avec un profit la valeur entière de leur consommation annuelle. Le revenu brut de la société, le produit annuel de ses terres et de son travail s'augmentent de toute la valeur que le travail de ces ouvriers ajoute aux matières sur lesquelles ils s'exercent, et son revenu net s'augmente de ce qui reste de cette valeur, déduction faite de ce qui est nécessaire à l'entretien des outils et instruments de leur industrie.

Il paraît non seulement probable, mais presque infaillible, que la majeure partie de l'or et de l'argent, chassée au-dehors par les opérations des banques, et employée à l'achat de marchandises étrangères pour la consommation intérieure, est et doit être employée à en acheter de la seconde de ces deux espèces. Quoiqu'il y ait bien quelques particuliers capables d'augmenter considérablement leur dépense sans que leur revenu ait augmenté de la moindre chose, cependant nous pouvons être assurés qu'il n'y a pas de classe ou d'ordre de personnes qui soit d'humeur à se conduire ainsi, parce que les principes de la prudence ordinaire, s'ils ne dirigent pas toujours la conduite de chaque individu, exercent constamment leur influence sur celle de la majorité d'une classe ou ordre de personnes quelconques. Or, le revenu de gens oisifs, en les considérant comme une classe ou ordre de gens, ne reçoit pas la plus légère augmentation par ces opérations de banque. Ainsi, ces opérations ne peuvent pas beaucoup

contribuer à augmenter en général leur dépense, quoique celle de quelques individus, parmi eux, puisse bien être augmentée et le soit en effet quelquefois. Par conséquent, la demande que les gens oisifs pourrait faire de marchandises étant la même ou à peu près la même qu'auparavant, il est vraisemblable qu'une très petite partie seulement de l'argent chassé au-dehors par l'effet des banques et employé à l'achat de marchandises étrangères pour la consommation intérieure, se trouvera employée à acheter de celles qui sont à leur usage. La majeure partie de cet argent sera naturellement destinée à fournir de l'emploi à l'industrie, et non pas des jouissances à la fainéantise.

Quand nous cherchons à calculer la quantité d'industrie que peut employer le capital circulant d'une société, il faut toujours n'avoir égard qu'aux trois parties seulement de ce capital, qui consistent en vivres, matières et ouvrage fait; il faut toujours en déduire l'autre, qui consiste en argent et ne sert qu'à faire circuler les trois premières. Pour mettre l'industrie en activité, trois choses sont nécessaires : des matières sur lesquelles on travaille, des outils avec lesquels on travaille, des salaires ou récompenses en vue desquelles on travaille. Or, l'argent n'est ni une matière à travailler ni un outil avec lequel on puisse travailler, et quoique pour l'ordinaire ce soit en argent que les salaires se payent à l'ouvrier, cependant le revenu réel de celui-ci, comme celui des autres personnes, ne consiste pas dans l'argent même, mais dans ce que vaut l'argent; non dans les pièces de métal, mais dans ce qu'on peut acheter avec.

La quantité d'industrie que peut mettre en oeuvre un capital doit évidemment être égale au nombre d'ouvriers auxquels il peut fournir des matériaux, des outils et une subsistance convenable à la nature de l'ouvrage. L'argent peut être nécessaire pour acheter les matériaux et les outils, aussi bien que la subsistance des ouvriers ; mais certainement la quantité d'industrie que la masse totale de ce capital peut mettre en activité n'égale pas à la fois et l'argent qui achète, et les matériaux, outils et subsistances qui sont achetés avec l'argent; elle égale seulement l'une ou l'autre de ces deux valeurs, et plus proprement la dernière que la première.

Quand le papier est substitué à la monnaie d'or et d'argent, la quantité de matières, d'outils et de subsistances que peut fournir la masse totale du capital circulant, peut être augmentée de toute la valeur de l'or et de l'argent qu'on avait coutume d'employer pour les acheter. La valeur entière de la grande roue de circulation et de distribution est ajoutée elle-même à la masse des marchandises qui circulaient et se distribuaient par son moyen. C'est en quelque sorte une opération semblable à celle de l'entrepreneur d'une grande fabrique, qui, par suite de quelque heureuse découverte en mécanique, réforme ses anciennes machines, et profite de la différence qui existe entre leur prix et celui des nouvelles, pour l'ajouter à son capital circulant à la masse où il puise de quoi fournir à ses ouvriers des matériaux et des salaires.

La proportion dans laquelle la somme d'argent en circulation dans un pays est à la valeur totale du produit annuel qu'elle fait circuler, est peut-être impossible à déterminer. Différents auteurs l'ont évaluée au cinquième, au dixième, au vingtième- et au trentième de cette valeur. Mais quelque petite qu'on suppose la proportion de la somme d'argent en circulation relativement à la somme du produit annuel, comme il n'y a jamais qu'une portion et souvent qu'une petite portion de ce produit qui soit destinée au soutien de l'industrie, la somme d'argent en circulation doit toujours se trouver très considérable, relativement à cette portion. Ainsi quand, au moyen de la substitution du papier, l'or et l'argent nécessaires à la circulation se trouvent réduits peut-être à un cinquième de la première somme qui en existait, n'y eût-il seulement que la valeur des quatre autres cinquièmes d'ajoutée au fonds destiné au soutien de l'industrie, ce doit

toujours être une addition très considérable à la quantité de cette industrie et, par conséquent, à la valeur du produit annuel de la terre et du travail.

Il s'est fait en Écosse, depuis vingt-cinq à trente ans, une opération de ce genre, au moyen de nouvelles compagnies de banque qui se sont établies dans presque toutes les villes un peu considérables, et même dans quelques villages. Les effets en ont été précisément ceux que je viens de décrire. Presque toutes les affaires du pays se font avec le papier de ces différentes compagnies de banque, qui sert communément aux achats et aux paiements de toute sorte. On ne voit presque point d'argent, si ce n'est pour changer un billet de banque de 20 schellings, et on voit encore bien moins d'or. Mais quoique la conduite de toutes ces différentes compagnies n'ait pas été irréprochable et qu'il ait fallu un acte du Parlement pour la régler, néanmoins le commerce du pays en a évidemment retiré de grands avantages. J'ai entendu assurer que le commerce de la ville de Glasgow avait doublé quinze ans environ après que les premières banques y ont été établies, et que le commerce d'Écosse avait plus que quadruplé depuis le premier établissement des deux banques publiques d'Édimbourg, dont l'une, appelée Banque d'Écosse, fut établie par acte du Parlement en 1695, et l'autre, appelée Banque royale, le fut par une charte du roi en 1727. Le commerce d'Écosse en général, ou celui de la ville de Glasgow en particulier, ont-ils augmenté réellement dans une proportion aussi forte pendant un temps aussi court, c'est ce que je ne prétends pas affirmer. Si l'un ou l'autre a fait un pas aussi rapide, l'effet paraît trop fort pour l'attribuer à l'action seule de cette cause. On ne saurait cependant douter que le commerce et l'industrie n'aient fait en Écosse, depuis cette époque, des progrès très considérables, et que les banques n'aient beaucoup contribué à ces progrès.

La valeur de la monnaie d'argent qui circulait en Écosse en 1707, avant l'union, et qui fut immédiatement après portée à la banque d'Écosse pour être refrappée, s'élevait à 411 117 livres 10 schellings 9 deniers sterling. On n'a pu avoir aucun état de la monnaie d'or; mais il paraît, par les anciens comptes de la direction des monnaies d'Écosse, que la valeur de l'or qu'on frappait annuellement excédait de quelque chose celle de l'argent¹. Il y eut aussi dans cette occasion un assez bon nombre de gens qui, craignant de ne pas être remboursés, ne portèrent pas leur argent à la banque; et en outre, il y avait dans la circulation un peu de monnaie anglaise qu'on n'était pas tenu d'y porter. On ne peut donc guère évaluer au-dessous d'un million sterling la somme totale d'or et d'argent qui circulait en Écosse avant l'union. Il paraît que cette somme faisait presque toute la circulation du pays; car, quoique le papier de la banque d'Écosse, qui n'avait point alors de rivale, fût en assez grande quantité, il paraît cependant qu'il ne faisait qu'une petite partie de la circulation totale. Actuellement, la circulation totale de l'Écosse ne peut être évaluée à moins de deux millions, dont très vraisemblablement la valeur d'or et d'argent ne forme pas un demi-million. Mais quoique pendant cette période l'Écosse ait éprouvé une si grande diminution dans la somme de ses espèces circulantes, elle ne paraît en avoir éprouvé aucune dans sa richesse et sa prospérité. Au contraire, il y a eu des progrès évidents dans son agriculture, ses manufactures et son commerce, dans le produit annuel de ses terres et de son travail.

C'est principalement en escomptant des lettres de change, c'est-à-dire en avançant sur elles de l'argent avant leur échéance, que la plupart des banques et banquiers mettent leurs billets en émission; et alors ils font, sur la somme qu'ils avancent, la

¹ Voyez la préface de Rudiman au *Recueil des Chartes d'Écosse (Scotiae Diplomata)*, par James Anderson, *Selectus diplomaticum et numismaticum Scotiae Thesaurus*, Edimbourg, 1739.

déduction de l'intérêt légal jusqu'à l'échéance de la lettre de change. Le paiement de la lettre, quand elle vient à échoir, fait rentrer à la banque le montant de ce qu'elle a avancé, avec le profit net de l'intérêt. Le banquier, qui n'avance ni or ni argent au négociant dont il escompte la lettre de change, mais qui lui avance seulement ses billets, a l'avantage de pouvoir étendre ses affaires d'escompte de tout le montant de la valeur des billets qu'il sait, par expérience, avoir communément dans la circulation; ce qui le met à même de faire le bénéfice net de l'intérêt sur une somme d'autant plus forte.,

Le commerce d'Écosse, qui n'est pas à présent fort étendu, l'était encore bien moins quand les deux premières compagnies de banque furent établies; et ces compagnies auraient fait très peu d'affaires si elles eussent borné leur négoce à l'escompte des lettres de change. Elles imaginèrent donc une autre méthode d'émettre des billets, en accordant ce qu'on nommait des comptes de caisse, c'est-à-dire en donnant crédit jusqu'à concurrence d'une certaine somme, de 2 ou 3 mille livres, par exemple, à tout particulier en état de présenter deux répondants bien solvables et propriétaires fonciers qui voulussent garantir que tout l'argent avancé à ce particulier, dans les limites de la somme pour laquelle était donné le crédit, serait remboursé à la première demande, avec l'intérêt légal. Les crédits de ce genre sont, je crois, d'un usage ordinaire dans les banques et chez les banquiers de toutes les différentes parties du monde; mais les facilités que les compagnies de banque d'Écosse donnent pour le remboursement sont, autant que je sache, particulières à ces compagnies, et sont peut-être la cause principale tant du grand commerce qu'elles font, que des grands avantages que le pays en a retirés.

Celui qui a un crédit de ce genre sur une de ces compagnies, et qui emprunte, par exemple, 1000 livres sur ce crédit, peut rembourser la somme petit à petit par 20 ou 30 livres à la fois, la compagnie lui faisant le décompte d'une partie proportionnée à l'intérêt de la somme principale, à partir de la date du paiement de chacun de ces acomptes, jusqu'à ce que le total soit ainsi remboursé. Aussi, tous les marchands et presque tous les gens d'affaires trouvent beaucoup d'avantage à ces comptes courants, et sont intéressés par là à soutenir le commerce de ces compagnies, en recevant leurs billets pour argent comptant dans tous les paiements, et en engageant tous ceux sur qui ils ont de l'influence à faire de même. En général, c'est avec leurs billets que les banques avancent de l'argent à leurs clients, quand celles-ci leur en demandent. Avec ces billets, les marchands payent aux fabricants leurs marchandises, les fabricants payent aux fermiers leurs matières et subsistances, les fermiers payent aux propriétaires leurs rentes, ceux-ci payent aux marchands les choses de commodité et de luxe dont ils se fournissent chez eux, et enfin les marchands reportent ces billets aux banques pour balancer leurs comptes courants ou pour rembourser ce qu'ils en ont emprunté, et ainsi presque tous les comptes d'argent se soldent dans le pays avec ces billets ; de là le grand commerce de ces compagnies.

Au moyen de ces comptes courants, un marchand peut, sans imprudence, étendre son commerce plus qu'il ne pourrait faire sans cela. En effet, qu'il y ait deux marchands, l'un à Londres, l'autre à Édimbourg, qui emploient des capitaux égaux dans la même branche de commerce, le marchand d'Édimbourg pourra sans imprudence faire un commerce plus étendu et donner de l'emploi à un plus grand nombre de gens que le marchand de Londres. Le marchand de Londres, pour faire face aux demandes qui peuvent lui survenir d'un moment à l'autre, pour le paiement des marchandises achetées à crédit, est obligé de garder par devers lui une somme d'argent considérable,

ou dans sa caisse ou dans celle de son banquier, qui ne lui en paye point d'intérêt. Supposons que cette somme s'élève à 500 livres, la valeur des marchandises qu'il a en magasin sera toujours de 500 livres moindre qu'elle n'eût été s'il n'avait pas été obligé de garder cette somme sans pouvoir l'employer. Supposons encore qu'en général la totalité de son capital lui rentre une fois par an, ou que les marchandises qui composent la valeur de tout son capital soient toutes débitées dans le cours d'une année; étant forcé de garder une si grosse somme sans emploi, nécessairement dans le cours d'une année il vendra pour 500 livres de moins de marchandises qu'il n'aurait fait sans cela. Ses profits annuels seront nécessairement moindres de tout ce que lui eût valu la vente de 500 livres de plus de marchandises; et le nombre de gens occupés à préparer et à mettre en état de vente ses marchandises sera aussi nécessairement moindre de toute la quantité qu'un capital de 500 livres aurait pu employer de plus. Le marchand d'Édimbourg, au contraire, ne gardera pas d'argent sans emploi pour faire face à ces demandes du moment. Quand elles lui surviennent, il y fait honneur sur son compte courant avec la banque, et il remplace successivement la somme empruntée avec l'argent ou le papier qui lui rentre de ses ventes journalières. Ainsi, avec un même capital, il peut avoir sans imprudence, dans tous les temps, en magasin, une plus grande quantité de marchandises que le marchand de Londres, et par ce moyen il peut à la fois faire personnellement un plus gros profit, et tenir encore constamment employés un plus grand nombre de travailleurs pour la préparation de ses marchandises; de là le grand avantage que le pays a retiré de ces sortes d'opérations.

On pourrait croire, en vérité, que la faculté qu'ont les négociants de Londres d'escompter les lettres de change leur procure le même avantage que les comptes courants aux négociants écossais. Mais il faut songer que les négociants d'Écosse ont, tout comme ceux de Londres, la facilité d'escompter et qu'ils ont, en outre, la commodité des comptes courants.

La masse totale de papier-monnaie de toute espèce qui peut circuler sans inconvénient dans un pays ne peut jamais excéder la valeur de la monnaie d'or et d'argent dont ce papier tient la place, ou qui y circulerait (le commerce étant supposé toujours le même) s'il n'y avait pas de papier-monnaie. Si les billets de 20 schellings, par exemple, sont le plus petit papier-monnaie qui ait cours en Écosse, la somme totale de ce papier qui puisse y circuler sans inconvénient ne peut pas excéder la somme d'or et d'argent qui serait nécessaire pour consommer tous les échanges de la valeur de 20 schellings et au-dessus, qui avaient coutume de se faire annuellement dans le pays. S'il arrivait une fois que le papier en circulation excédât cette somme, comme l'excédent ne pourrait ni être envoyé au-dehors ni rester employé dans la circulation intérieure, il reviendrait immédiatement aux banques, pour y être échangé en or ou en argent. Beaucoup de gens s'apercevraient bien vite qu'ils ont plus de ce papier que n'en exigent les affaires qu'ils ont à solder au-dedans et, ne pouvant le placer au-dehors, ils iraient aussitôt en demander aux banques le remboursement. Ce papier surabondant étant une fois converti en argent, ils trouveraient aisément à s'en servir en l'envoyant au-dehors, mais ils ne pourraient rien en faire tant qu'il resterait sous cette forme de papier. Il se ferait donc à l'instant un reflux de papier sur les banques, jusqu'à concurrence de cette surabondance, et même jusqu'à une concurrence encore plus forte, pour peu que le remboursement éprouvât de lenteur ou de difficulté; l'alarme qui en résulterait augmenterait nécessairement les demandes de remboursement.

En outre de toutes les dépenses qui lui sont communes avec tous les autres gens de commerce, tels que loyers de bâtiments, salaires de domestiques, commis, teneurs de livres, etc., les dépenses qui sont particulières à une maison de banque consistent

principalement en deux articles : 1° la dépense qu'il en coûte pour tenir constamment dans sa caisse, afin de faire face aux demandes éventuelles des porteurs de billets, une grosse somme d'argent dont on perd l'intérêt; 2° la dépense qu'il en coûte pour remplir la caisse sur-le-champ, à mesure qu'elle se vide en satisfaisant à ces demandes.

Une compagnie de banque qui met en émission plus de papier que n'en peut tenir employé la circulation du pays, et à qui l'excédent de son papier revient sans cesse à remboursement, doit augmenter la quantité d'or et d'argent qu'elle tient constamment en caisse, non seulement en proportion de ce surcroît d'émission surabondante, mais dans une proportion beaucoup plus forte, parce que ses billets lui reviennent à remboursement dans une proportion de vitesse beaucoup plus grande que l'excès de leur quantité. Ainsi, cette compagnie doit augmenter le premier article de dépense, non seulement en proportion de cette extension forcée qu'elle a donnée à ses affaires, mais dans une proportion beaucoup plus forte.

De plus, la caisse de cette compagnie, bien qu'il faille la tenir mieux garnie, se videra néanmoins beaucoup plus vite que si la compagnie eût resserré ses affaires dans des bornes plus raisonnables, et il faudra faire, pour la remplir, des efforts de dépense, non seulement plus grands en eux mêmes, mais encore plus répétés et plus constants. D'ailleurs, l'argent qui sort continuellement de sa caisse en si grandes quantités ne peut être employé dans la circulation du pays. Il vient prendre la place d'un papier qui excède ce que cette circulation peut contenir ; il excédera donc aussi lui-même ce que cette circulation peut employer. Mais comme cet argent n'est pas fait pour rester oisif, il faut bien que, sous une forme ou sous une autre, on l'envoie au-dehors pour y trouver l'emploi avantageux qu'il ne peut trouver à l'intérieur; et cette exportation continuelle d'or et d'argent doit augmenter nécessairement pour la banque la difficulté et, par conséquent, la dépense de se procurer de nouvelles espèces pour remplir cette caisse qui se vide avec tant de rapidité. Il faut donc que la compagnie, à mesure qu'elle donne cette extension forcée à son commerce, augmente le second article de dépense encore plus que le premier.

Supposons, en effet, une banque dont tout le papier (porté au maximum de ce que la circulation du pays en peut absorber sans inconvénient) s'élève précisément à 40 000 liv., et qui, pour faire face aux demandes éventuelles, est obligée de garder constamment en caisse un quart de son émission de billets, c'est-à-dire 10 000 liv. en espèces. Que cette banque essaye de porter son émission jusqu'à 44 000 liv., les 4 000 liv. qui sont au-delà de ce que la circulation du pays peut absorber et employer reviendront à la banque presque aussitôt après qu'elles auront été émises. Donc, pour faire face aux demandes qui surviendront, cette banque sera obligée de garder constamment en caisse, non pas seulement 11 000 liv., mais 14 000. Elle ne pourra donc faire aucun bénéfice sur l'intérêt de ces 4 000 liv. d'émission surabondante, et elle aura en pure perte toute la dépense de ramasser continuellement 4 000 liv. en or et en argent, qui sortiront de sa caisse aussi vite qu'on les y aura apportées.

Si chaque compagnie de banque eût toujours bien entendu et bien suivi ses intérêts, la circulation n'aurait jamais été surchargée de papier-monnaie; mais toutes les banques n'ont pas toujours bien vu et bien compris ce que leur intérêt exigeait d'elles, et il est arrivé souvent que le papier a obstrué la circulation.

La banque d'Angleterre, pour avoir émis une trop grande quantité de papier, dont l'excédent lui revenait continuellement à l'échange, a été obligée, pendant plusieurs années de suite, de faire battre de la monnaie d'or jusqu'à concurrence de 800 000 liv.

à 1 000 000 dans une seule année, ou en moyenne, jusqu'à environ 860 000 liv. par an. Pour fournir cette immense fabrication, la banque, à cause de l'état usé et dégradé où la monnaie d'or était depuis quelques années, se vit souvent obligée d'acheter, jusqu'au prix de 4 liv. l'once, l'or en lingot, qu'elle émettait bientôt après, sous forme de monnaie, à 3 liv. 17 schellings 10 deniers 112 l'once ; ce qui lui faisait une perte de 2 112 à 3 p. 100, sur la fabrication d'une somme aussi énorme. Ainsi, quoique la banque n'eût point de droit de seigneurage à payer, et quoique, à proprement parler, la dépense de fabrication fût au frais du gouvernement, cette libéralité du gouvernement ne l'a pas empêchée de faire beaucoup de dépense.

Par une suite d'un excès du même genre, les banques d'Écosse se virent toutes obligées d'entretenir constamment à Londres des agents occupés à leur chercher de l'argent qui leur coûtait rarement moins de 1 et demi ou 2 pour 100. Cet argent était envoyé par la messagerie et assuré par ceux qui se chargeaient du transport, ce qui faisait encore un surcroît de dépense de 3/4 pour 100 ou de 15 schellings par 100 liv. Ces agents ne pouvaient pas toujours suffire à remplir la caisse de leurs commettants aussi promptement qu'elle se vidait. Dans ces cas, les banques n'avaient d'autre ressource que de tirer, sur leurs correspondants à Londres, des lettres de change jusqu'à concurrence de la somme dont elles avaient besoin. Lorsque ensuite ces correspondants tiraient sur la banque pour le paiement de cette somme, avec l'intérêt et le droit de commission, quelques-unes de ces banques, dans l'embarras où les avait jetées leur émission excessive, n'avaient pas d'autre moyen de faire honneur à cette traite que de tirer elles-mêmes de secondes lettres de change, ou sur le même, ou sur quelque autre correspondant de Londres, et il se trouvait ainsi que la même somme, ou plutôt des lettres de change pour cette même somme, faisaient quelquefois plus de deux ou trois voyages, la banque débitrice payant toujours l'intérêt de la commission sur toute la somme accumulée. Celles mêmes des banques d'Écosse qui ne se sont pas fait remarquer par une extrême imprudence, ont quelquefois été obligées d'avoir recours à cette ressource ruineuse.

La monnaie d'or que la banque d'Angleterre ou les banques d'Écosse payaient en échange de cette partie de leur papier qui excédait ce qu'eût pu absorber la circulation du pays, se trouvant elle-même excéder ce que la circulation pouvait contenir, était quelquefois envoyée à l'étranger en espèces, quelquefois fondue et exportée en lingots, et quelquefois aussi fondue et revendue à la banque d'Angleterre, au prix énorme de 4 livres l'once. On avait bien soin de trier dans la monnaie les pièces les plus neuves et les plus pesantes, et c'étaient celles-là seulement qu'on choisissait pour exporter ou pour fondre. Dans l'intérieur, et tant qu'elles restaient sous forme de monnaie, ces pièces pesantes n'avaient pas plus de valeur que les plus légères; mais à l'étranger elles avaient plus de valeur, et à l'intérieur lorsqu'elles étaient fondues en lingots. La banque d'Angleterre voyait, à son grand étonnement, que malgré l'immense fabrication de monnaie qu'elle faisait annuellement, il y avait chaque année la même disette d'espèces que l'année précédente, et que, malgré la quantité de bonne monnaie toute neuve qu'elle répandait chaque année, l'état de la monnaie, loin de s'améliorer, ne faisait que se détériorer de plus en plus d'une année à l'autre. Chaque année, elle se trouvait dans la nécessité de faire frapper à peu près la même quantité d'or que celle qu'elle avait fait frapper l'année d'aparavant; et au moyen de la hausse continue du prix des lingots, résultant de la dégradation des espèces courantes, par le frai et les rognures, la dépense de cette énorme fabrication annuelle allait toujours en augmentant de plus en plus. Il faut observer que la banque d'Angleterre, en approvisionnant d'espèces sa propre caisse, est indirectement obligée d'en approvisionner tout le royaume, où cette caisse le verse continuellement par mille voies différentes.

Ainsi, tout ce qu'il fallait d'espèces pour soutenir cette circulation surabondante de papier-monnaie anglais et écossais, tous les vides que cet excès de papier occasionnait dans la quantité de monnaie d'or et d'argent aux besoins du royaume, c'était à la banque d'Angleterre à y suppléer. Les banques d'Écosse, sans nul doute, payent toutes fort chèrement leur propre défaut de prudence et d'attention; mais la banque d'Angleterre payait très chèrement non seulement sa propre imprudence, mais encore l'imprudence beaucoup plus grande de presque toutes les banques d'Écosse.

La cause originaire de cette émission surabondante de papier-monnaie, ce furent les entreprises immodérées de quelques faiseurs de projets dans l'un et dans l'autre des deux royaumes.

Ce qu'une banque peut avancer, sans inconvénient, à un négociant ou à un entrepreneur quelconque, ce n'est ni tout le capital avec lequel il commence, ni même une partie considérable de ce capital, mais c'est seulement cette part de son capital qu'il serait autrement obligé de garder par devers lui, sans emploi et en argent comptant, pour faire face aux demandes accidentelles. Si le papier-monnaie que la banque avance n'excède jamais cette valeur, alors il n'excédera pas la valeur de l'or et de l'argent qui circuleraient nécessairement dans le pays, supposé qu'il n'y eût pas de papier-monnaie; donc il n'excédera jamais la quantité que la circulation du pays peut aisément absorber et tenir employée.

Quand une banque escompte à un négociant une lettre de change réelle, tirée par un véritable créancier sur un véritable débiteur, et qui est réellement payée à son échéance par ce débiteur, elle ne fait que lui avancer une partie de la valeur qu'il aurait été sans cela obligé de garder sans emploi et en argent comptant, pour faire face aux demandes du moment. Le paiement de la lettre de change, à son échéance, remplace à la banque la valeur de ce qu'elle a avancé, y compris l'intérêt. La caisse de la banque, en tant qu'elle se borne à faire des affaires avec des personnes de ce genre, ressemble à un bassin dont il sort continuellement un courant d'eau, mais dans lequel il en entre aussi continuellement un autre parfaitement égal en volume à celui qui sort, de manière que, sans exiger d'autre soin ni d'attention, le bassin demeure toujours également plein ou à peu près. Pour tenir la caisse d'une telle banque toujours suffisamment remplie, il ne faut que peu ou point de dépense.

Sans excéder les bornes de son commerce, un négociant peut souvent avoir besoin d'une somme d'argent comptant, même sans avoir de lettre de change à escompter. Quand la banque, outre le service de lui escompter des lettres de change, lui fait encore dans ses besoins du moment l'avance de ces sommes sur son compte courant et en reçoit le remboursement petit à petit, à mesure que l'argent rentre à ce négociant par la vente journalière de ses marchandises, ainsi que les compagnies de banque écossaises en donnent la facilité, elle le dispense entièrement de la nécessité de garder par devers lui aucune partie de son capital sans emploi et en argent comptant, destinée à faire face aux demandes qui surviennent d'un instant à l'autre. Quand ces demandes se présentent, il trouve suffisamment de quoi y faire honneur dans la ressource de son compte courant avec la banque. Néanmoins, dans les affaires qu'elle fait avec de tels correspondants, la banque doit observer avec grande attention si, dans le cours d'un terme un peu court, comme de quatre, cinq, six ou huit mois, le montant des remboursements qu'ils lui font ordinairement est ou n'est pas absolument égal au montant des avances qu'elle leur fait de son côté. Si dans l'espace de ce court terme, le montant des remboursements que lui font certains de ses correspondants est, la plupart du temps, absolument égal au montant des avances, la banque peut en toute sûreté continuer de

faire affaire avec eux. Quoique, dans ce cas, le courant qui sort continuellement du bassin puisse être d'un fort gros volume, celui qui y rentre continuellement doit nécessairement être au moins aussi gros, de manière que, sans exiger plus de soin ni d'attention, il est vraisemblable que la caisse sera toujours également pleine, ou à bien peu de chose près, et qu'il n'y aura presque jamais besoin, pour la remplir, d'une dépense extraordinaire. Si, au contraire, le montant des acomptes que rapportent certains correspondants se trouve être ordinairement fort au-dessous des avances que leur fait la banque, il n'y aurait pas de sûreté pour elle à continuer de faire des affaires avec de tels clients, s'ils persévèrent dans une pareille conduite. Dans ce cas, le courant qui sort continuellement du bassin est nécessairement d'un beaucoup plus gros volume que celui qui y rentre, de manière qu'à moins de quelque grand et continu effort de dépense pour la tenir pleine, la caisse sera bientôt tout à fait épuisée.

En conséquence, les compagnies de banque écossaises furent pendant longtemps très attentives à exiger de tous leurs correspondants des remboursements fréquents et réguliers et, quelle que fût la fortune ou le crédit d'une personne, elles ne se souciaient pas de faire affaire avec elle, quand elle ne faisait pas avec la banque ce qu'on appelle des opérations fréquentes et régulières. Outre qu'avec cette attention elles s'épargnaient presque entièrement toutes dépenses extraordinaires pour tenir leur caisse pleine, elles y trouvaient encore deux autres avantages très importants.

En premier lieu, cette attention mettait la banque en état de porter un jugement assez certain sur la bonne ou mauvaise situation des affaires de ses débiteurs, sans avoir besoin de chercher d'autres renseignements que ceux qu'elle trouvait dans ses propres livres, les hommes mettant pour l'ordinaire plus ou moins de régularité dans leurs paiements selon que l'état de leurs affaires prospère ou décline. Un particulier qui prêtera son argent à une demi-douzaine ou à une douzaine de personnes peut bien faire par lui-même ou par ses agents des observations et des recherches exactes et suivies sur la conduite et la situation de chacun de ses débiteurs; mais une compagnie de banque, qui prête son argent à peut-être cinq cents personnes différentes, et qui a à donner une attention continuelle à des objets d'une tout autre nature, ne peut guère prendre d'autres informations, sur la conduite et l'état des affaires de la majeure partie de ses débiteurs, que celles qu'elle trouvera dans ses propres livres. C'est vraisemblablement cet avantage que les compagnies de banque écossaises avaient en vue en exigeant de tous leurs correspondants des remboursements fréquents et réguliers.

En second lieu, par cette précaution, les banques se garantissaient elles-mêmes de la possibilité d'émettre plus de papier-monnaie que n'en pouvait absorber aisément la circulation du pays. Quand elles observaient que, dans un espace de temps modéré, les remboursements d'un de leurs correspondants étaient, la plupart du temps, en balance exacte avec les avances qu'elles lui avaient faites, elles pouvaient être sûres que le papier qu'elles lui avaient avancé n'avait jamais excédé la quantité d'espèces qu'il eût été obligé sans cela de tenir en réserve pour faire face aux demandes du moment et que, par conséquent, le papier-monnaie qu'elles avaient mis en circulation par la voie de ce correspondant n'avait jamais excédé la quantité d'espèces qui aurait circulé dans le pays par la même voie, s'il n'y eût pas eu de papier-monnaie. La fréquence, la régularité et le montant des acomptes payés par ce négociant étaient une démonstration suffisante que le montant des avances des banques n'avait jamais excédé cette partie de son capital qu'il aurait été sans cela obligé de garder chez lui sans emploi et en argent comptant, pour satisfaire aux demandes du moment, c'est-à-dire pour le mettre en état de tenir constamment employé le reste de son capital. Il n'y a que cette partie du capital d'un négociant qui sorte et rentre sans cesse dans ses mains

dans de courts espaces de temps, sous la forme de monnaie, soit en espèces, soit en papier. Si les avances des banques eussent ordinairement excédé cette partie de son capital, le montant ordinaire de ses remboursements dans un court espace de temps n'aurait pu balancer le montant des avances à lui faites. Le courant qui serait entré continuellement dans le bassin par le canal particulier de ce négociant n'aurait pas été de volume égal au courant qui en serait sorti continuellement par le même canal. En excédant la quantité d'espèces qu'il aurait été obligé, sans le secours de ces avances, de réserver par devers lui pour faire face aux demandes du moment, les avances des banques auraient bientôt outrepassé la quantité d'espèces qui eût circulé dans le pays (le commerce étant supposé toujours le même) s'il n'y eût pas eu du papier-monnaie; et elles auraient, par conséquent, outrepassé la quantité que la circulation du pays était en état d'absorber ou de tenir employée sans inconvénient, et l'excédent de ce papier-monnaie aurait immédiatement reflué vers les banques, pour y être échangé contre de l'or et de l'argent. Ce second avantage, quoique tout aussi réel que le premier, ne fut peut-être pas aussi bien senti par toutes les différentes compagnies de banque écossaises.

Quand les négociants accrédités d'un pays, en partie par la facilité d'escompter leurs lettres de change, en partie par celle des comptes courants, peuvent se dispenser de l'obligation de garder par devers eux aucune partie de leur capital sans emploi et en argent comptant pour faire face aux demandes du moment, raisonnablement ils ne doivent pas attendre de secours plus étendu de la part des banques et des banquiers, qui, lorsqu'ils ont été une fois jusque-là, ne sauraient aller plus loin sans compromettre leur propre intérêt et leur propre sûreté. Une banque ne peut pas, sans aller contre ses propres intérêts, avancer à un négociant la totalité ni même la plus grande partie du capital circulant avec lequel il fait son commerce, parce que, encore que ce capital rentre et sorte continuellement de ses mains sous forme d'argent, cependant il y a un trop grand intervalle entre l'époque de la totalité des rentrées et celle de la totalité des sorties, et dès lors le montant de ses remboursements ne pourrait balancer le montant des avances qui lui seraient faites dans un espace de temps assez rapproché pour s'accommoder à ce qu'exige l'intérêt de la banque; bien moins encore une banque pourrait-elle suffire à lui avancer quelque partie considérable de son capital fixe; par exemple, du capital qu'un maître de forges emploie à la construction de sa forge, de son fourneau, de ses ateliers et magasins, logements de ses ouvriers, etc., du capital qu'un entrepreneur de mines emploie à construire des ouvrages pour soutenir les terres, à élever des machines pour épuiser les eaux, à faire ouvrir des routes et des communications pour les charrois, etc. ; du capital qu'un cultivateur emploie à défricher, dessécher, enclorre, fumer, marnier et labourer des terres incultes; à bâtir des fermes avec toutes leurs dépendances, étables, granges, etc. Les rentrées d'un capital fixe sont presque toujours beaucoup plus lentes que celles d'un capital circulant; et des dépenses de ce genre, en les supposant même dirigées avec toute l'intelligence et la sagesse possibles, ne rentrent guère à l'entrepreneur avant un intervalle de plusieurs années, terme infiniment trop éloigné pour convenir aux arrangements d'une banque. Des commerçants et des entrepreneurs peuvent bien sans doute très légitimement faire aller une partie considérable de leurs affaires et entreprises avec des fonds d'emprunts. Cependant, dans ce cas, il serait de toute justice que leur propre capital fût suffisant pour servir d'assurance, si je puis parler ainsi, au capital de leurs créanciers, ou pour que ces créanciers ne courussent presque aucune chance probable d'essuyer la moindre perte, quand même l'événement de l'entreprise se trouverait extrêmement au-dessous de l'attente des spéculateurs. Encore, même avec cette précaution, de l'argent

qu'on emprunte et qu'on n'espère pas pouvoir rendre avant un terme de plusieurs années, ne devrait pas être emprunté à une banque, mais emprunté par obligation sur hypothèque aux individus qui se proposent de vivre du revenu de leur argent sans se donner l'embarras d'employer eux-mêmes le capital, et qui pour cela seront disposés à prêter ce capital à des gens bien solvables, pour un terme de plusieurs années. Il est vrai qu'une banque qui prête son argent sans qu'on ait à faire aucune dépense de papier timbré ni d'honoraires de notaire pour l'obligation et l'hypothèque, et qui reçoit son remboursement avec ces facilités que donnent les compagnies de banque écossaises, serait sans contredit un créancier fort commode pour de pareils faiseurs de spéculations et d'entreprises; mais à coup sûr ces faiseurs de spéculations et d'entreprises seraient, pour une pareille banque, les débiteurs les plus incommodes.

Il y a aujourd'hui plus de vingt-cinq ans que le papier-monnaie mis en émission par les différentes compagnies de banque écossaises a atteint pleinement la mesure de ce que la circulation du pays peut aisément absorber ou tenir employé, et qu'il a même été de quelque chose au-delà de cette mesure. Ces compagnies avaient déjà, depuis un espace de temps aussi long, donné à tous les commerçants et entrepreneurs de l'Écosse des secours aussi étendus qu'il soit possible à des banques et à des banquiers d'en donner, sans compromettre leur intérêt personnel; elles avaient quelque peu dépassé les bornes de leur commerce, et elles s'étaient attiré cette perte, ou au moins cette diminution de profit qui, dans ce genre particulier de commerce, ne manque jamais d'être la suite du moindre pas qu'on fait au-delà des bornes. Ces commerçants et entrepreneurs, ayant tiré tant de secours des banques et des banquiers, cherchèrent à en tirer encore de plus étendus. Ils s'imaginèrent, à ce qu'il semble, que des banques pouvaient étendre leurs crédits à quelque somme que ce fût, selon le besoin qu'on en avait, sans s'exposer à d'autre dépense qu'à celle de quelques rames de papier. Ils se plainquirent des vues étroites et de la pusillanimité des directeurs de ces banques, qui ne savaient pas, disaient-ils, étendre leurs crédits à proportion de l'extension du commerce du pays; voulant dire sans doute, par l'extension du commerce, celle de leurs projets au-delà de ce qu'ils étaient en état d'entreprendre avec leurs propres fonds, ou avec ce que leur crédit leur permettait d'emprunter des particuliers par la voie ordinaire d'obligation ou d'hypothèque. Il paraît qu'ils s'étaient figuré que l'honneur de la banque l'obligeait à remplir ce déficit, et à leur fournir tout le capital dont ils avaient besoin pour leurs entreprises. Les banques toutefois furent d'une autre opinion, et sur le refus qu'elles firent d'étendre leurs crédits, quelques-uns de ces spéculateurs recoururent à un expédient qui remplit pour un temps leurs vues, à plus grands frais à la vérité, mais d'une manière aussi efficace qu'eût pu le faire l'extension la plus immodérée des crédits de la banque. Cet expédient n'était autre chose que la pratique bien connue de renouveler ses traites, c'est-à-dire, de tirer successivement des lettres de change l'un sur l'autre, pratique à laquelle ont quelquefois recours de malheureux négociants quand ils sont aux bords de la banqueroute. Cette manière de faire de l'argent est connue depuis longtemps en Angleterre, et on dit qu'elle a été portée extrêmement loin pendant le cours de la dernière guerre, où le taux élevé des produits du commerce donnait une grande tentation d'étendre ses affaires au-delà de ses forces. D'Angleterre, cette pratique s'introduisit en Écosse, où, en comparaison du commerce très borné de ce pays et de la modicité de son capital, elle fut bientôt portée beaucoup plus loin qu'elle n'avait jamais été en Angleterre.

La pratique de renouveler ses traites est si bien connue de tous les gens d'affaires, qu'on pourra peut-être regarder comme inutile d'en donner l'explication. Mais comme ce livre peut tomber entre les mains de beaucoup de personnes qui ne sont pas dans les affaires, et comme les effets de cette pratique sur le commerce de banque ne sont

peut-être pas généralement sentis, même par les gens qui sont dans les affaires, je vais tâcher de l'expliquer aussi clairement qu'il me sera possible.

Les coutumes établies entre marchands, qui prirent naissance dans le temps où la jurisprudence barbare de l'Europe ne donnait aucune force à l'exécution des contrats, et qui furent adoptées, pendant le cours des deux derniers siècles, dans la législation de toutes les nations européennes, ont attribué aux lettres de change des privilèges si extraordinaires, que l'on avance bien plus volontiers de l'argent sur ces sortes d'effets que sur toute autre espèce d'obligation, surtout quand les lettres de change sont payables à un court terme, comme deux ou trois mois. Si à l'échéance de la lettre l'accepteur ne la paye pas à l'instant de la présentation, il est dès lors en état de banqueroute. La lettre est protestée et revient sur le tireur, qui doit l'acquitter sur-le-champ, ou bien il est aussi pareillement réputé en banqueroute. Si avant de venir entre les mains de la personne qui la présente à l'accepteur pour être payée, elle a passé dans les mains d'autres personnes qui en aient successivement avancé la valeur les unes aux autres en argent ou en marchandises et qui, pour témoigner que chacune d'elles, à son tour, a reçu cette valeur, aient toutes à leur tour endossé la lettre, c'est-à-dire écrit leurs noms au dos, chaque endosseur devient, à son tour, garant du montant de la lettre envers le porteur et, faute de paiement, est aussi, dès ce moment, réputé en banqueroute. Quoiqu'il se puisse faire que le tireur, l'accepteur et les endosseurs de la lettre de chaque soient tous d'un crédit douteux, cependant la brièveté du terme de l'échéance donne toujours quelque confiance au porteur. Quand même il serait vraisemblable que toutes ces personnes finissent par faire banqueroute, ce serait grand hasard si dans un temps si court elles allaient toutes faillir. Le logement menace ruine, dit en soi-même un voyageur fatigué, et vraisemblablement il ne durera pas longtemps; mais il y aurait bien du malheur si on ne pouvait pas risquer d'y passer une nuit.

Supposons que A, négociant à Édimbourg, tire sur B de Londres une lettre de change payable à deux mois de date. Dans la réalité, B de Londres ne doit rien à A d'Édimbourg, mais il consent d'accepter la lettre de change de A, sous la condition qu'avant le terme du paiement il pourra tirer sur A d'Édimbourg une autre lettre de change de pareille somme, ensemble l'intérêt et le droit de commission, payables de même à deux mois de date. En conséquence, avant l'expiration des deux premiers mois, B tire cette lettre sur A d'Édimbourg, qui de nouveau, avant l'expiration des seconds deux mois, tire une seconde lettre sur B de Londres, payable pareillement à deux mois de date, et avant l'expiration de ce troisième terme de deux mois, B de Londres tire derechef sur A d'Édimbourg une autre lettre de change payable aussi à deux mois de date. Cette pratique a quelquefois ainsi continué, non seulement plusieurs mois, mais même plusieurs années de suite, la lettre de change revenant toujours sur A d'Édimbourg, chargée de l'intérêt et de la commission accumulée de toutes les lettres précédentes. L'intérêt était de 5 pour 100 par an, et la commission n'était jamais moins du 112 pour 100 pour chaque traite. La commission étant répétée plus de six fois par an, tout l'argent qu'a pu faire A par cet expédient lui doit nécessairement avoir coûté plus de 8 pour 100 par an, et quelquefois bien davantage, soit quand le prix de la commission s'est élevé, soit quand il a été obligé de payer l'intérêt de l'intérêt et de la commission des premières lettres de change. On appela cette manœuvre faire de l'argent par circulation.

Dans un pays où les profits ordinaires des capitaux, dans la majeure partie des affaires de commerce, sont censés rouler entre 6 et 10 pour 100, il faudrait une spéculation bien extraordinairement heureuse pour que ses rentrées pussent suffire, non seulement à rembourser les frais énormes auxquels on avait emprunté les fonds pour

la faire aller, mais à fournir encore un excédent pour le profit du spéculateur. Cependant beaucoup de projets très vastes et très étendus furent entrepris et suivis pendant plusieurs années, sans autres fonds pour les soutenir que ceux qu'on s'était procurés à de si gros frais. Sans doute que les faiseurs de projets, dans leurs beaux rêves, avaient vu ce grand profit le plus clairement du monde. Avec cela je crois qu'ils ont eu bien rarement le bonheur de le rencontrer au moment de leur réveil, soit que ce moment ait tardé jusqu'au terme de leurs projets, soit qu'il ait eu lieu quand ils se sont vus hors d'état de les pousser plus avant ¹.

A d'Édimbourg ne manquait pas de faire escompter régulièrement, deux mois avant leur échéance, les lettres de change qu'il tirait sur B de Londres, auprès de quelque banquier d'Édimbourg; et de son côté B de Londres ne manquait pas non plus de faire escompter aussi régulièrement à la banque d'Angleterre, ou chez quelque banquier de Londres, les lettres de change qu'il tirait ensuite sur A d'Édimbourg. Tout ce qui se trouvait avancé sur ces lettres de change circulantes était, à Édimbourg, avancé en papier des banques d'Écosse, et à Londres, quand elles étaient escomptées à la banque d'Angleterre, en papier de cette banque. Quoique les lettres sur lesquelles ce papier avait été avancé fussent toutes remboursées à leur tour à mesure de leurs échéances, cependant la valeur qui avait été réellement avancée sur la première lettre de change n'était jamais réellement rentrée à la banque qui l'avait avancée, parce qu'avant l'échéance de chaque lettre il y avait toujours eu une autre lettre de change de tirée pour une somme tant soit peu plus forte que la lettre qui était sur le point d'être payée, et il fallait de toute nécessité, pour le paiement de celle-ci, que l'autre lettre de change fût escomptée. Ce paiement était donc absolument illusoire. Il ne rentrait de fait dans le bassin de la banque aucun courant qui y remplaçât réellement ce qui s'en était d'abord écoulé par la voie de ces lettres de change circulantes.

¹ La méthode décrite dans le texte n'est ni la plus ordinaire ni la plus dispendieuse qu'employèrent ces gens à projets, pour lever de l'argent par circulation. Il arriva souvent que A d'Édimbourg voulait mettre B de Londres en état de payer la première lettre de change, et tirant, peu de jours avant l'échéance de celle-ci, une seconde lettre à trois mois de date, sur le même B de Londres. Cette lettre étant payable à l'ordre du tireur, A la négociait à Édimbourg, au pair, et avec le montant il achetait des lettres sur Londres, payables à vue à l'ordre de B, à qui il les faisait passer par la poste. Vers la fin de la dernière guerre, le change entre Édimbourg et Londres fut souvent à 3 p. 100 contre Édimbourg, et souvent A était obligé de payer cette prime en achetant ces lettres de change à vue. Cette opération donc, étant répétée quatre fois dans le cours de l'année, et chargée d'une commission d'au moins 112 p. 100 à chaque répétition, a dû coûter à A, à cette époque, au moins 14 p. 100 pour l'année. D'autres fois, A voulait mettre B en état d'acquitter la première lettre de change, en tirant, peu de jours avant l'échéance de celle-ci, une seconde lettre à deux mois de date, non sur B, mais sur quelque tierce personne, par exemple sur D de Londres. Cette autre lettre de change était faite payable à l'ordre de B, qui, après l'avoir fait accepter par C, l'escomptait auprès de quelque banquier de Londres, et A mettait C en état d'acquitter cette lettre, en tirant, quelques jours avant l'échéance, une troisième lettre, aussi à deux mois de date, tantôt sur son premier correspondant B, tantôt sur quelque quatrième ou cinquième personne, par exemple, sur D ou E. Cette troisième lettre était faite payable à l'ordre de C, lequel, aussitôt qu'elle était acceptée, la faisait escompter de la même manière chez quelque banquier de Londres. De telles opérations étant répétées au moins six fois dans le cours de l'année, et chargées d'un droit de commission d'au moins 1/2 p. 100 sur chaque renouvellement, y compris l'intérêt légal de 5 p. 100, cette méthode de faire de l'argent, de même que celle qui est décrite dans le texte, doit avoir coûté à A plus de 8 p. 100. Néanmoins, en épargnant le change d'entre Édimbourg et Londres, elle était moins dispendieuse que celle mentionnée dans la première partie de cette note; mais alors elle exigeait un crédit établi avec plus d'une seule maison de commerce à Londres, avantage que la plupart de ces faiseurs de projets ne pouvaient pas toujours aisément se procurer.

Le papier qui avait été émis sur ces lettres circulantes s'éleva, en plusieurs occasions, jusqu'à la totalité des fonds sur lesquels roulait quelque entreprise vaste et étendue d'agriculture, de commerce ou de manufacture; et il ne se bornait pas simplement à la seule partie de ces fonds que le faiseur de projets eût été obligé, sans l'aide du papier-monnaie, de garder par-devers lui, en espèces dormantes, pour répondre aux demandes du moment. Par conséquent, la plus grande partie de ce papier se trouvait être en excédent de la valeur des espèces qui eussent circulé dans le pays s'il n'y eût pas eu de papier-monnaie. Il était donc en excédent de ce que la circulation du pays pouvait aisément absorber et tenir employé et, par conséquent, il refluaît immédiatement vers les banques, pour y être échangé contre de l'or et de l'argent qu'il leur fallait trouver où elles pouvaient. C'était un capital que ces faiseurs de projets avaient eu l'art de soutirer très subtilement des banques, non seulement sans qu'elles y eussent donné un consentement formel et sans qu'elles en eussent eu connaissance, mais peut-être même encore sans qu'elles pussent avoir, pendant quelque temps, le moindre soupçon qu'elles avaient réellement fait cette avance.

Quand deux particuliers qui ont ainsi à tirer réciproquement des lettres de change successives l'un sur l'autre les font escompter toujours chez le même banquier, il découvre nécessairement bientôt leur manège, et s'aperçoit clairement qu'ils trafiquent avec les fonds qu'il leur avance, et non avec aucun capital qui soit à eux en propre. Mais cette découverte n'est pas tout à fait si aisée à faire quand ils font escompter leurs lettres de change tantôt chez un banquier, tantôt chez un autre, et quand ce ne sont pas les deux mêmes personnes qui tirent constamment et successivement l'une sur l'autre, mais, que leur manœuvre roule entre un grand cercle de faiseurs de projets, qui trouvent réciproquement leur compte à s'aider les uns les autres dans cette méthode de faire de l'argent, et qui s'arrangent entre eux en conséquence pour qu'il soit aussi difficile que possible de distinguer une lettre de change sérieuse; de reconnaître celle qui est tirée par un vrai créancier sur un vrai débiteur, d'avec celle dont il n'y a véritablement de créancier réel que la banque qui l'a escomptée, et de débiteur réel que le faiseur de projets, qui se sert de l'argent. Lors même qu'un banquier venait à découvrir ce manège, il pouvait se faire quelquefois qu'il le découvrit trop tard, et qu'il s'aperçût que, s'étant déjà avancé si loin avec ces gens à projets en escomptant leurs lettres de change, il les réduirait infailliblement à la nécessité de faire banque-roule, en refusant tout à coup de leur en escompter davantage, et qu'alors leur ruine pourrait peut-être aussi entraîner la sienne. Dans une position si critique, il se trouvait obligé, pour son intérêt et sa propre sûreté, de leur continuer le crédit pendant quelque temps encore, en tâchant néanmoins de se débarrasser petit à petit, et pour cela en faisant de jour en jour plus de difficultés sur les escomptes, afin de forcer par degrés ces emprunteurs à avoir recours ou à d'autres banquiers, ou à d'autres moyens de faire de l'argent, en sorte qu'il pût se dégager de leurs filets le plus tôt possible. Les difficultés donc que la banque d'Angleterre, que les principaux banquiers de Londres, et même que les banques écossaises les plus prudentes commencèrent à apporter aux escomptes, au bout d'un certain temps et après s'être déjà toutes trop aventurées, non seulement jetèrent l'alarme parmi les gens à projets, mais même excitèrent leur fureur au dernier point. Leur propre détresse, dont sans contredit la réserve prudente et indispensable des banques fut l'occasion immédiate, ils l'appelèrent détresse nationale, et cette détresse nationale, il ne fallait l'attribuer, disaient-ils, qu'à l'ignorance, à la pusillanimité et à la conduite malhonnête des banques qui refusaient de donner des secours assez étendus aux belles entreprises des hommes de génie, à des entreprises faites pour augmenter l'éclat, la prospérité, l'opulence nationale. Le devoir des banques.. à ce qu'ils semblaient s'être imaginé, était de leur prêter pour un aussi long temps et pour d'aussi fortes sommes qu'ils pouvaient désirer d'emprunter. Néanmoins

les banques, en refusant ainsi de donner plus de crédit à des gens à qui elles n'en avaient déjà que beaucoup trop accordé, prirent le seul moyen qui leur restât pour sauver ou leur propre crédit, ou le crédit public de leur pays.

Au milieu de cette détresse et de ces clameurs, il s'éleva en Écosse une banque nouvelle, établie exprès pour remédier aux maux dont le pays était menacé. Le dessein était généreux, mais l'exécution en fut imprudente, et on ne sentit peut-être pas très bien quelles étaient la nature et les causes des maux auxquels on voulait porter remède. Cette banque fut plus facile pour accorder des comptes courants ou pour escompter des lettres de change, qu'aucune banque ne l'avait jamais été. Quant à ces lettres, il paraît qu'elle ne faisait presque aucune différence entre les lettres de change sérieuses et les lettres circulantes, mais qu'elle les escomptait toutes indistinctement. Cette banque affichait hautement pour principe, d'avancer, sur des sûretés raisonnables, la totalité du capital des entreprises dont les rentrées sont les plus lentes et les plus éloignées, telles que celles qui consistent à améliorer des terres. On disait même que l'encouragement de pareilles améliorations était l'intention capitale de l'esprit de patriotisme qui avait dirigé l'institution de cette banque. Cette grande facilité à accorder des comptes courants et à escompter des lettres de change donna lieu, comme on peut croire, à une immense émission de billets. Mais ces billets étant, pour la plupart, en excédant de ce que la circulation du pays pouvait absorber et tenir employé, ils refluèrent vers la banque, pour y être convertis en or et en argent, tout aussi vite qu'ils étaient émis. Dès l'origine, la caisse de cette banque fut mal fournie. Le capital des actionnaires, réglé par deux souscriptions différentes, devait s'élever à une somme de 160000 livres; mais les fonds effectivement versés ne dépassèrent pas 80 pour 100 de cette somme. La souscription devait être payée par les soumissionnaires, en plusieurs paiements. Une grande partie de ceux-ci, en faisant leur premier paiement, ouvrirent un compte courant avec la banque, et les directeurs, se croyant obligés de traiter leurs propres capitalistes avec la même générosité qu'ils traitaient toutes les autres personnes, permirent à beaucoup d'entre eux d'emprunter sur leur compte courant ce qu'ils payaient à la banque pour les termes subséquents de leurs soumissions. Ainsi ces paiements ne faisaient que mettre dans un des coffres de la banque ce qu'on venait d'ôter d'un autre. Mais quand même les coffres de cette banque auraient été beaucoup mieux fournis, son excessive émission de papier les aurait si promptement vidés, qu'aucun expédient n'eût pu suffire à les tenir assez garnis, si ce n'est l'expédient ruineux de tirer sur Londres et, à l'échéance de la lettre, de la payer avec intérêts et commission, par le moyen d'une autre traite sur la même place. Les coffres de cette banque ayant été aussi peu remplis dès l'origine, on dit qu'elle s'est vue réduite à cette ressource très peu de mois après qu'elle eut commencé ses opérations. Les propriétés foncières des actionnaires de la banque valaient plusieurs millions, et au moyen de leur signature dans l'acte de société originaire de la banque, ces propriétés se trouvaient réellement hypothéquées à l'exécution de tous les engagements pris par elle. Le grand crédit que lui donna nécessairement une hypothèque aussi étendue la mit en état, malgré sa conduite trop facile, de tenir encore pendant plus de deux ans. Quand elle fut obligée d'arrêter ses opérations, elle avait pour environ 200 000 livres de ces billets en circulation. Pour soutenir la circulation de ces billets, qui lui revenaient sans cesse aussitôt qu'ils étaient émis, elle avait constamment fait usage de la pratique de tirer des lettres de change sur Londres, dont le nombre et la valeur allèrent toujours en augmentant, et qui s'élevaient, au moment où elle ferma, à plus de 600 000 livres. Ainsi, dans un espace d'un peu plus de deux ans, cette banque avança à différentes personnes au-delà de 800 000 livres à 5 pour 100. Sur les 200 000 livres qui circulaient en billets ces 5 pour 100 peuvent être regardés peut-être comme un gain net, sans autre déduction que les frais d'administration; mais sur plus de 600 000 livres,

pour lesquelles elle avait été sans cesse obligée de tirer des lettres sur Londres, elle avait à payer, en intérêts et en droits de commission, plus de 8 pour 100 et, par conséquent, elle se trouva en perte de plus de 3 pour 100 sur les trois quarts au moins des affaires qu'elle avait faites.

Les opérations de cette banque paraissent avoir produit les effets directement opposés à ceux que se proposaient les spéculateurs qui l'avaient projetée et établie. Leur intention, à ce qu'il semble, était de soutenir les belles et grandes entreprises (car ils les regardaient comme telles) qu'on avait formées à cette époque, en différents endroits du pays, et en même temps en attirant à eux la totalité des affaires de banque, de supplanter toutes les autres banques d'Écosse, et en particulier celle d'Édimbourg, qui avait excité du mécontentement par les difficultés qu'elle apportait à l'escompte des lettres de change. Cette banque donna sans contredit quelque soulagement momentané aux spéculateurs, et les mit à même de pousser leurs entreprises environ deux ans encore plus loin qu'ils n'auraient pu faire sans elle. Mais par là elle ne fit que leur donner le moyen de grossir d'autant la masse de leurs dettes, de manière que quand la crise arriva, le poids de ces dettes retomba avec une nouvelle charge sur eux et sur leurs créanciers. Ainsi les opérations de cette banque, loin d'alléger les maux que ces spéculateurs avaient attirés sur eux-mêmes et sur leur pays, ne fit dans la réalité que les aggraver, en en ralentissant l'effet. Il aurait beaucoup mieux valu, pour ces gens-là, pour leurs créanciers et pour leur pays, que la plupart d'entre eux eussent été obligés de s'arrêter deux ans plus tôt qu'ils ne le firent. Cependant le soulagement momentané que la banque offrit à ces mauvais débiteurs en apporta un réel et durable aux autres banques écossaises. Tous ces particuliers, qui travaillaient à l'aide de ces lettres de change circulantes que les autres banques commençaient pour lors à escompter de si mauvaise grâce, eurent recours à la nouvelle banque, qui les reçut à bras ouverts. Ainsi ces autres banques trouvèrent une issue pour se dégager en assez peu de temps à ce cercle fatal dont elles n'auraient pu guère sortir autrement, à moins de s'exposer à des pertes considérables, et peut-être même aussi de compromettre un peu leur crédit.

Ainsi, à la longue, les opérations de cette banque augmentèrent les véritables embarras du pays auquel elle prétendait porter du secours, et elles tirèrent réellement d'un très grand embarras les banques rivales qu'elle se flattait de supplanter.

Quand cette banque commença ses opérations, certaines personnes pensaient qu'avec quelque promptitude que ses coffres se vidassent, elle pourrait toujours les remplir aisément en faisant de l'argent sur les sûretés qu'elle s'était fait donner par ceux à qui elle avait avancé son papier. Mais je crois que l'expérience n'a pas tardé à les convaincre qu'une pareille méthode de faire de l'argent était infiniment trop lente pour un tel objet, et que pour tenir pleins des coffres qui avaient été si mal remplis dans l'origine, et qui se vidaient si rapidement, il n'y avait pas d'autre moyen que l'expédient ruineux de tirer les lettres de change sur Londres et, lors de l'échéance, de les payer avec l'intérêt et la commission accumulés, par le moyen d'autres traites sur la même place. Mais, quand même on supposerait que, par cette autre méthode d'emprunter sur des sûretés, la banque eût pu faire de l'argent aussi vite que ses besoins l'exigeaient, il en serait toujours résulté qu'au lieu de donner un profit, chacune de ces opérations aurait été pour elle un article de perte, de sorte qu'à la longue elle se serait nécessairement ruinée en tant que compagnie de commerce, quoique peut-être pas aussi promptement qu'en se servant de la pratique bien plus coûteuse encore des traites renouvelées. En effet, elle ne pouvait toujours rien gagner pour l'intérêt de son papier, puisque ce papier étant en excédent de ce que la circulation du pays pouvait

absorber et tenir employé, il lui serait toujours revenu, pour être converti en espèces, aussi vite qu'elle l'aurait émis, tandis que, pour satisfaire au remboursement de ce papier, elle aurait été obligée d'emprunter sans cesse de l'argent. Au contraire, toutes les charges de l'emprunt, la dépense des agents qu'elle aurait entretenus pour chercher des prêteurs, celle de la négociation avec ces prêteurs, le coût des actes et délégations convenables, tous ces frais seraient tombés sur elle, et auraient formé, dans la balance de ses comptes, autant d'articles à porter au compte des pertes. Le projet de remplir la caisse de la banque de cette manière pourrait se comparer à celui d'un homme qui aurait un bassin dont il sortirait continuellement un courant d'eau, sans aucun courant pareil qui s'y déchargeât, mais qui se proposerait de tenir son bassin toujours également plein, à l'aide d'une quantité de gens occupés à aller sans cesse tirer de l'eau à un puits, à quelques milles de distance.

Enfin, quand même une telle opération eût pu être non seulement praticable, mais même profitable à la banque en tant que compagnie de commerce, il n'en serait encore résulté aucun avantage pour le pays, mais au contraire il en aurait éprouvé une perte très considérable. Une pareille opération n'aurait certainement augmenté en rien la quantité d'argent à prêter. Elle n'aurait fait autre chose que d'ériger cette banque en une sorte de bureau général de prêt pour tout le pays. Ceux qui auraient eu besoin d'emprunter auraient été obligés de s'adresser à cette banque, au lieu de s'adresser directement aux capitalistes prêteurs de la banque. Mais une banque qui prête de l'argent à peut-être cinq cents personnes différentes, dont la plus grande partie ne peut être que très peu connue des directeurs, n'est vraisemblablement pas dans le cas de choisir plus judicieusement ses débiteurs, que ne le fera un particulier qui prête son argent dans un petit cercle de gens de sa connaissance, et à ceux en qui il voit une conduite sage et économe qui lui donne de justes motifs de confiance. Les débiteurs d'une banque telle que celle dont je viens d'exposer la conduite ne seraient vraisemblablement, pour la plupart, que des gens à projets chimériques, des tireurs de lettres de change circulantes, n'empruntant d'argent que pour l'employer en entreprises extravagantes que probablement ils ne seraient jamais en état de mettre à fin, quelque secours qu'on pût leur donner, et qui, en supposant même qu'elles fussent mises à fin, ne rendraient jamais la dépense qu'elles auraient coûtée, ne fourniraient jamais un fonds capable d'entretenir une aussi grande quantité de travail que celle qu'elles auraient consommée. Au contraire, les débiteurs sages et économes des particuliers seraient vraisemblablement disposés à employer l'argent par eux emprunté à des entreprises prudentes, proportionnées à leurs capitaux, et qui, tout en tenant moins du grand et du merveilleux, auraient offert plus de solidité et plus de bénéfice, qui auraient rendu avec un gros profit tout ce qu'on y aurait versé, et qui ainsi auraient fourni un fonds capable d'entretenir une beaucoup plus grande quantité de travail que celle qu'on aurait employée à les mettre à fin. Par conséquent, le succès d'une telle opération de la part de la banque, sans ajouter la plus petite chose au capital du pays, n'aurait fait qu'en détourner une grande partie, pour la verser dans des projets téméraires et désavantageux, au lieu de la laisser aller à des entreprises sages et profitables.

L'opinion du fameux Law était que l'industrie languissait en Écosse, faute d'argent pour la mettre en activité. Il proposa de remédier à ce manque d'argent par l'établissement d'une banque d'une espèce particulière, qui aurait, à ce qu'il paraît, émis du papier jusqu'à concurrence de la valeur de toutes les terres du pays. Il proposa d'abord son projet au parlement d'Écosse, qui ne jugea pas à propos de l'accueillir. Le duc d'Orléans, alors régent de France, l'adopta ensuite avec quelques modifications. L'idée

de la possibilité de multiplier le papier-monnaie presque sans bornes fut la véritable base de ce qu'on appela le *système du Mississipi*, le projet de banque et d'agiotage le plus extravagant peut-être qui ait jamais paru au monde. Les différentes opérations de ce système ont été développées avec tant de clarté et d'étendue, avec tant d'ordre et de sagacité par M. Duverney, dans son *Examen des réflexions politiques sur le commerce et les finances de M. Dutot*, que je n'en rendrai ici aucun compte. Les principes qui furent la base de ce système ont été exposés par M. Law lui-même, dans un *Discours sur le commerce et sur l'argent* qu'il publia en Écosse, quand il y proposa d'abord son projet. Les idées magnifiques mais imaginaires, qu'on trouve dans cet ouvrage et dans quelques autres, écrits dans les mêmes principes, font encore impression sur beaucoup de gens, et ont peut-être contribué en partie à cette fureur de faire la banque, dont on s'est plaint dernièrement en Écosse et ailleurs.

La plus grande banque de circulation de l'Europe, c'est la banque d'Angleterre. Elle a été érigée en corporation, en exécution d'un acte du Parlement, par une charte du grand sceau, en date du 27 juillet 1694. A cette époque elle avança au gouvernement une somme de 1 200 000 livres moyennant une annuité de 100 000 livres, c'est-à-dire, 96 000 livres d'intérêt annuel, sur le pied de 8 pour 100, et 4 000 livres par an pour frais de régie. Il est à croire que le nouveau gouvernement établi par la révolution, avait peu de crédit, pour être obligé d'emprunter à un si haut intérêt.

En 1697, il fut permis à la banque d'augmenter son capital d'un nouveau fonds de 1 100 171 livres 10 schellings. Ainsi son capital entier s'élevait, à cette époque, à 2 201 181 livres 10 schellings. Cette augmentation de fonds fut faite, dit-on, pour soutenir le crédit public. En 1696, les coupons avaient perdu 40, 50 et 60 pour 100, et les billets de banque 20 pour 100¹. Pendant la grande refonte de l'argent qui se faisait à cette époque, la banque avait jugé à propos de cesser le paiement de ses billets, ce qui nécessairement les avait discrédités.

En exécution du statut de la septième année de la reine Anne, ch. 7, la banque versa dans l'Échiquier, à titre d'avance, la somme de 400 000 livres, ce qui fit en tout 1 600 000 livres avancées sur son annuité originaire de 96 000 livres d'intérêt, et 4 000 livres pour frais de régie. Ainsi, en 1708, le crédit du gouvernement était aussi bon que celui des particuliers, puisqu'il pouvait emprunter à l'intérêt de 6 pour 100, taux légal et taux ordinaire de la place à cette époque. En exécution du même acte, la banque annula pour 1 775 027 livres 17 schellings 10 deniers 112 de billets de l'Échiquier moyennant un intérêt de 6 pour 100, et obtint en même temps la permission d'ouvrir des souscriptions pour doubler son capital. Ainsi, en 1708, le capital de la banque s'élevait à 4 402 343 livres sterling, et elle avait avancé au gouvernement la somme de 3 375 027 livres sterling 17 schellings 10 deniers 112.

Par un appel de fonds de 15 pour 100, en 1709, il lui fut versé 656 204 livres 1 schelling 9 deniers, et par un autre de 10 pour 100, en 1710, il lui fut versé 501 448 livres 12 schellings 11 deniers ; ainsi, en conséquence de ces deux appels de fonds, le capital de la banque se trouva élevé à 5 559 993 livres 14 schellings 8 deniers.

¹ *Histoire du Revenu public*, Londres, 1759 par James Postlethwaite, p. 301.

En exécution du statut de la troisième année de Georges 1er, ch. 8, la banque retira pour 2 millions de billets de l'Échiquier, qui furent éteints. Elle avait donc, à cette époque, avancé au gouvernement 5 375 027 livres 17 schellings 10 deniers 112.

En exécution du statut de la huitième année du même règne, ch. 21, la banque acheta une portion des fonds de la Compagnie de la Mer du Sud, s'élevant à 4 millions; et en 1722, par le fait des souscriptions qu'elle avait reçues pour se mettre en état de faire cette acquisition, son capital se trouva augmenté de 3 400 000 livres. A cette époque donc, la banque avait avancé à l'État 9 375 027 livres 17 schellings 10 deniers 112, et son capital ne s'élevait qu'à 8 959 995 livres 14 schellings 8 deniers. Ce fut dans cette occasion que la somme avancée à l'État par la banque, et dont elle recevait un intérêt, commença pour la première fois à excéder son capital ou la somme pour laquelle elle payait un dividende aux propriétaires des fonds de la banque, ou bien, en d'autres termes, que la banque commença à avoir un capital sans dividende, outre le capital qui en donnait un. Elle a toujours continué depuis à avoir ainsi un capital sans dividende. En 1746, la banque avait avancé à l'État, en différentes circonstances, 11 686 800 livres, et son capital à dividende avait été porté, par différents appels de fonds et souscriptions, à 10 780 000 livres. Ces deux sommes sont toujours restées depuis dans le même état. En exécution du statut de la quatrième année de Georges III, ch. 25, la banque a consenti à payer au gouvernement, pour le renouvellement de sa charte, 110 000 livres sans intérêt ni remboursement; ainsi cette somme n'a rien ajouté à aucune des deux sommes ci-dessus.

Le dividende de la banque a varié suivant les variations du taux de l'intérêt qu'elle a reçu à différentes époques, pour l'argent qu'elle avait avancé au gouvernement, ainsi que d'après d'autres circonstances. Le taux de cet intérêt a été successivement réduit de 8 à 3 pour 100. Pendant les dernières années, le dividende de la banque a été à 5 1/2 pour 100.

La banque d'Angleterre est aussi solide que le gouvernement lui-même. Il faut que tout ce qu'elle a avancé à l'État soit perdu avant que ses créanciers puissent avoir à craindre la moindre perte. Aucune autre compagnie de banque ne peut être établie en Angleterre par acte du Parlement, ou ne peut être composée de plus de six membres. Elle agit, non seulement comme une banque ordinaire, mais comme une grande machine de gouvernement. Elle reçoit et paye la majeure partie des annuités qui sont dues aux créanciers de l'État, elle met en circulation des billets de l'Échiquier, et elle avance au gouvernement le montant annuel de la taxe foncière et de la taxe sur la drèche, qui ne sont ordinairement acquittées que quelques années plus tard. Dans ces différentes opérations, ses engagements envers l'État ont pu quelquefois l'obliger à surcharger la circulation de papier-monnaie, sans qu'on puisse imputer aucune faute à ses directeurs. Elle escompte aussi les lettres de change du commerce, et elle a, en plusieurs occasions différentes, soutenu le crédit des principales maisons, non seulement d'Angleterre, mais de Hambourg et de Hollande. On dit qu'en 1763, elle avança pour cet objet, en une semaine, 1 600 000 livres, dont une grande partie en lingots. Je ne prétends cependant pas garantir l'exactitude du fait, quant au temps ni quant à la somme. Dans d'autres circonstances, cette grande compagnie s'est vue réduite à la nécessité de faire ses paiements en pièces de six pence.

Si les opérations les plus sages des banques peuvent augmenter l'industrie dans un pays, ce n'est pas qu'elles y augmentent le capital, mais c'est qu'elles rendent active et productive une plus grande partie de ce capital que celle qui l'aurait été sans elle. Cette portion de capital qu'un marchand est obligé de garder par devers lui, en

espèces dormantes, pour faire face aux demandes qui surviennent est un fonds mort qui, tant qu'il reste dans cet état, ne produit rien ni pour lui ni pour le pays. Les opérations d'une banque sage le mettent à portée de convertir ce fonds mort en un fonds actif et productif, en matières propres à exercer le travail, en outils pour le faciliter et l'abrégé, et en vivres et subsistances pour le salarier; en capital enfin qui produira quelque chose pour ce marchand et pour son pays. La monnaie d'or et d'argent qui circule dans ce pays, et par le moyen de laquelle le produit des terres et du travail de ce pays est annuellement mis en circulation et distribué aux consommateurs auxquels il appartient, est aussi, tout comme l'argent comptant du négociant, un fonds mort en totalité. C'est une partie très précieuse du capital du pays, qui n'est point productive.

Les opérations d'une banque sage, en substituant du papier à la place d'une grande partie de cet or et de cet argent, donnent le moyen de convertir une grande partie de ce fonds mort en un fonds actif et productif, en un capital qui produira quelque chose au pays. L'or et l'argent qui circulent dans un pays peuvent se comparer précisément à un grand chemin qui, tout en servant à faire circuler et conduire au marché tous les grains et les fourrages du pays, ne produit pourtant pas lui-même ni un seul grain de blé ni un seul brin d'herbe. Les opérations d'une banque sage, en ouvrant de quelque manière, si j'ose me permettre une métaphore aussi hardie, une espèce de grand chemin dans les airs, donnent au pays la facilité de convertir une grande partie de ses grandes routes en bons pâturages et en bonnes terres à blé, et d'augmenter par là, d'une manière très considérable, le produit annuel de ses terres et de son travail. Il faut pourtant convenir que si le commerce et l'industrie d'un pays peuvent s'élever plus haut à l'aide du papier-monnaie, néanmoins, suspendus ainsi, si j'ose dire, sur ces ailes d'Icare, ils ne sont pas tout à fait aussi assurés dans leur marche que quand ils portent sur le terrain solide de l'or et de l'argent.

Outre les accidents auxquels les expose l'impéritie des directeurs de ce papier-monnaie, ils sont encore sujets à en essayer plusieurs autres dont la prudence ou l'habileté de ces directeurs ne saurait les garantir.

Par exemple, une guerre malheureuse dans laquelle l'ennemi se rendrait maître de la capitale, et par conséquent de ce trésor qui soutenait le crédit du papier-monnaie, occasionnerait de bien plus grands désordres dans un pays où toute la circulation serait établie sur du papier, que dans un pays où la plus grande partie le serait sur l'or et l'argent. L'instrument habituel du commerce ayant perdu sa valeur, on ne pourrait plus faire d'échanges que par troc ou à crédit. Tous les impôts ayant été payés habituellement en papiers, le prince n'aurait plus de fonds pour payer ses troupes ni pour approvisionner ses magasins, et le pays se trouverait dans une situation bien plus désespérée que si la plus grande partie de sa circulation eût consisté en or et en argent. Un prince jaloux de maintenir, dans tous les temps, ses États dans la position où il peut le plus facilement les défendre, doit, sous ce point de vue, les tenir en garde, non seulement contre cette multiplication excessive de papier-monnaie, qui est funeste, même aux banques qui l'ont produite, mais même contre ce degré de multiplication qui les met à même de remplir avec du papier la majeure partie de la circulation du pays.

On peut regarder la circulation d'un pays comme divisée en deux branches différentes : la circulation qui se fait entre commerçants seulement, et la circulation entre les commerçants et les consommateurs. Quoique les mêmes pièces de monnaie, soit papier, soit métal, puissent être employées tantôt dans l'une de ces deux branches

de circulation et tantôt dans l'autre, cependant, comme ces deux branches marchent constamment en même temps, chacune d'elles exige un certain fonds de monnaie, d'une espèce ou de l'autre, pour la faire marcher. La valeur des marchandises qui circulent entre les différents commerçants ne peut jamais excéder la valeur de celles qui circulent entre les commerçants et les consommateurs, tout ce qui est acheté par les gens de commerce étant en définitive destiné à être vendu aux consommateurs. La circulation des gens de commerce entre eux, portant sur des ventes en gros, exige en général une somme bien plus grosse pour chaque transaction particulière. Celle entre les commerçants et les consommateurs, au contraire, portant en général sur des ventes en détail, n'exige fort souvent que de très petites sommes, un schelling, ou même -un demi-penny étant quelquefois tout ce qu'il faut. Or, les petites sommes circulent beaucoup plus vite que les grosses. Un schelling change plus souvent de maître qu'une guinée, et un demi-penny plus souvent qu'un schelling. Ainsi, quoique les achats annuels de tous les consommateurs soient au moins égaux en valeur à ceux de tous les gens de commerce, néanmoins ils peuvent, en général, se faire avec une masse de monnaie beaucoup plus petite, les mêmes pièces, au moyen d'une circulation plus rapide, servant d'instruments à beaucoup plus d'achats de la première espèce que de la seconde.

On peut régler le papier-monnaie de manière, ou à le restreindre presque tout à fait à la seule circulation entre les différents commerçants, ou à l'étendre à une grande partie de celle qui a lieu entre les commerçants et les consommateurs. Quand il ne circule pas de billet de banque au-dessous de la valeur de 10 livres, comme à Londres, le papier-monnaie se trouve presque absolument restreint à la circulation entre les commerçants. Quand un billet de banque de 10 livres vient dans les mains d'un consommateur, celui-ci est en général obligé de le changer à la première boutique où il aura occasion d'acheter pour 5 schellings de marchandise, de manière que souvent ce billet revient dans les mains d'un commerçant avant que le consommateur ait dépensé la quarantième partie de la somme. Quand il y a en circulation des billets de très petites sommes, des billets de 20 schellings, comme en Écosse, le papier-monnaie se répand dans une grande partie de la circulation entre les commerçants et les consommateurs, Il en remplissait encore une bien plus grande partie avant l'acte du Parlement qui a arrêté la circulation des billets de 10 et de 5 schellings. Dans la monnaie courante de l'Amérique septentrionale, il y avait communément en émission du papier de petites sommes jusqu'à un schelling, et il remplissait presque la totalité de la circulation. Il en a circulé même de 6 pence dans quelques monnaies de papier du comté d'York.

Lorsque les billets de sommes aussi petites sont autorisés dans la circulation et sont d'un usage commun, beaucoup de gens du peuple ont l'envie et la possibilité de se faire banquiers. Tel particulier dont les billets pour 5 livres ou même pour 20 schellings ne seraient reçus de personne, viendra à bout de les passer aisément quand ils seront émis pour une somme aussi petite que 6 pence. Mais les banqueroutes fréquentes qui doivent arriver dans une classe de banquiers aussi misérables peuvent donner lieu à de grands inconvénients, et quelquefois même causer de très grandes calamités parmi beaucoup de pauvres gens qui ont reçu de tels billets en payement.

Il serait peut-être mieux que, dans aucun endroit du royaume, on ne laissât mettre en émission aucun billet de banque au-dessous de 5 livres sterling. Alors, vraisemblablement, par tout le royaume le papier-monnaie se trouverait renfermé dans la circulation entre les différentes personnes employées au commerce, comme il l'est présentement à Londres, où il ne circule pas de billet de banque au-dessous de 10 livres; 5

livres dans la majeure partie du royaume étant une somme à laquelle on regarde autant et qu'on dépense aussi rarement en une fois, que 10 livres à Londres, vu la profusion et la grande dépense qui règnent dans cette ville, quoique peut-être ces 5 livres, dans le reste du royaume, n'achètent guère pour cela plus de moitié des marchandises que 10 livres achètent à Londres.

Il faut observer que, partout où le papier-monnaie est à peu près concentré dans la circulation de commerçant à commerçant, comme à Londres, il y a toujours abondance d'or et d'argent. Partout où ce papier se répand dans la circulation du commerçant au consommateur, comme cela est en Écosse et encore plus dans l'Amérique septentrionale, il chasse presque tout à fait l'or et l'argent du pays, presque toutes les affaires du commerce intérieur allant ainsi avec du papier. La suppression des billets de banque de 10 et de 5 schellings en Écosse a un peu diminué la rareté des espèces, et une suppression des billets de 20 schellings l'aurait vraisemblablement diminuée encore plus. On dit que l'or et l'argent sont devenus plus abondants en Amérique depuis la suppression de quelques-uns des papiers circulants de ce pays, et on dit qu'aussi ces métaux y étaient plus abondants avant l'établissement de ces sortes de papiers.

En réglant le papier-monnaie de manière à le concentrer presque en entier dans la circulation de commerçant à commerçant, les banques et les banquiers n'en seront pas moins à portée de prêter à peu près les mêmes secours à l'industrie et au Commerce du pays, qu'ils peuvent le faire quand ce papier remplit presque la totalité de la circulation. L'argent comptant qu'un homme de commerce est obligé de garder par devers lui pour faire face aux demandes du moment, est entièrement destiné à la circulation qui se fait entre lui et les autres gens de commerce dont il achète des marchandises. Il n'a besoin de garder aucun argent comptant pour la circulation qui se fait entre lui et les consommateurs qui se fournissent chez lui, ceux-ci lui apportant de l'argent comptant au lieu de lui en ôter. Ainsi, quand même on ne permettrait d'émettre du papier-monnaie qu'en billets de sommes assez fortes pour restreindre ce papier presque entièrement à la circulation de commerçant à commerçant, cependant les banques et les banquiers, en partie par l'escompte des lettres de change sérieuses, et en partie par des avances sur comptes courants, pourraient toujours être dans le cas de soulager la majeure partie de ces commerçants de l'obligation de garder par devers eux une partie un peu importante de leur capital, en espèces dormantes, pour faire face aux demandes du moment. Les banques seraient toujours dans le cas de donner aux gens de commerce, de quelque genre qu'ils soient, tous les secours que ceux-ci peuvent raisonnablement attendre des banques et des banquiers.

Mais, pourra-t-on dire, empêcher des particuliers de recevoir en paiement les billets d'un banquier, de quelque somme qu'ils soient, grande ou petite, quand ils veulent bien les accepter, ou bien empêcher un banquier de mettre en émission de pareils billets, quand tous ses voisins consentent à les recevoir, c'est une atteinte manifeste à cette liberté naturelle que la loi a pour objet principal de protéger et non pas d'enfreindre. Sans contredit les règlements de ce genre peuvent être regardés, à quelques égards, comme une atteinte à la liberté naturelle; mais l'exercice de la liberté naturelle de quelques individus, qui pourrait compromettre la sûreté générale de la société, est et doit être restreint par les lois, dans tout gouvernement possible, dans le plus libre comme dans le plus despotique. L'obligation imposée de bâtir des murs mitoyens pour empêcher la communication du feu, est une violation de la liberté naturelle, précisément du même genre que les règlements que nous proposons ici pour le

Un papier-monnaie qui consiste en billets de banque émis par des gens du crédit le plus solide, payables à la première demande et sans condition quelconque, et payés effectivement toujours comptant à l'instant de la présentation, est à tous égards d'une valeur égale à la monnaie d'or et d'argent, puisqu'à tout moment on peut en faire de la monnaie d'or et d'argent. Tout ce qui se vend ou s'achète avec ce papier doit nécessairement se vendre et s'acheter à aussi bon marché qu'avec de l'or et de l'argent.

L'augmentation de monnaie résultant du papier, a-t-on dit, en multipliant la quantité de monnaie courante et conséquemment, en diminuant la valeur de la masse totale de cette monnaie, augmente nécessairement le prix pécuniaire des marchandises. Mais, comme la quantité d'or et d'argent qu'on ôte de la circulation est toujours égale à la quantité de papier qu'on y ajoute, le papier-monnaie n'augmente pas nécessairement la somme de monnaie courante. Depuis le commencement du siècle dernier jusqu'à aujourd'hui, les vivres n'ont jamais été en Écosse à aussi bon marché qu'en 1759, quoiqu'il y eût alors dans le pays plus de papier-monnaie qu'à présent, à cause de la circulation des billets de banque de 10 et de 5 schellings. La proportion du prix des vivres entre l'Écosse et l'Angleterre est aujourd'hui la même qu'elle était avant que les compagnies de banque se fussent si fort multipliées en Écosse. Le blé est presque toujours à tout aussi bon marché en Angleterre qu'en France, quoiqu'il y ait en Angleterre une très grande quantité de papier-monnaie, et qu'il n'y en ait presque pas en France. En 1751 et 1752, quand M. Hume publia ses Discours politiques, et peu de temps après la grande multiplication du papier-monnaie en Écosse, les vivres avaient haussé dans ce pays d'une manière très sensible, vraisemblablement à cause des mauvaises années, et non point à cause de la multiplication du papier-monnaie.

A la vérité, il en serait autrement d'un papier-monnaie qui consisterait en billets dont le paiement immédiat dépendrait en partie quelconque, soit de la bonne volonté de ceux qui les auraient émis, soit d'une condition que le porteur n'aurait pas toujours la possibilité de remplir, ou enfin dont le paiement ne serait exigible qu'au bout d'un certain nombre d'années, et qui en attendant ne porteraient pas d'intérêt; sans doute, un pareil papier-monnaie tomberait plus ou moins au-dessous de la valeur de l'or et de l'argent, suivant qu'on supposerait plus ou moins de difficulté ou d'incertitude à en obtenir le paiement immédiat, ou suivant le plus ou moins d'éloignement du terme auquel le paiement serait exigible.

Il y a quelques années que les différentes compagnies de banque d'Écosse étaient dans l'usage d'insérer dans leurs billets de banque ce qu'elles appelaient une clause d'option, par laquelle elles promettaient payer au porteur ou au moment de la présentation, ou, à l'option des directeurs, six mois après la présentation, avec l'intérêt légal pendant ledit terme de six mois. Quelquefois, les directeurs de la banque se servaient de cette clause d'option; quelquefois, quand on leur demandait à échanger en or et en argent une quantité considérable de leurs billets, ils menaçaient les porteurs de se servir contre eux de la clause, à moins qu'ils ne voulussent se contenter d'une partie seulement de la somme demandée. Les billets de ces banques formaient alors la plus grande partie de la monnaie courante d'Écosse, et celle-ci baissa, à cause de l'incertitude du paiement, au-dessous de la valeur de la monnaie d'or et d'argent. Tant que dura cet abus, qui régna principalement en 1762, 1763 et 1764, le change, qui entre Londres et Carlisle était alors au pair, se trouvait quelquefois en même temps, entre Londres et Dumfries, à 4 pour 100 contre Dumfries, quoique cette ville ne soit pas à trente milles de Carlisle. Mais à Carlisle, les lettres de change se payaient en espèces, tandis qu'à Dumfries elles étaient acquittées en billets des banques d'Écosse, et c'était l'incertitude de pouvoir échanger ces billets contre des espèces qui les avait ainsi fait

baisser au-dessous de la monnaie d'or et d'argent. Le même acte du Parlement, qui supprima les billets de banque de 10 et de 5 schellings, supprima aussi cette clause d'option, et rétablit par là le change entre l'Angleterre et l'Écosse à son taux naturel, ou à celui auquel il devait se fixer d'après le cours du commerce et l'état des remises entre ces deux places.

Dans les monnaies de papier du comté d'York, le paiement d'un aussi petit billet qu'un billet de 6 pence dépendait quelquefois de la condition que le porteur du billet apporterait à la personne qui l'avait émis de quoi changer une guinée ; condition qui pouvait être souvent fort difficile à remplir pour les porteurs de ces billets, et qui a dû faire baisser cette monnaie au-dessous de la monnaie effective. Aussi, un acte du Parlement déclara-t-il toutes ces clauses illégales, et supprima, comme on l'avait fait en Écosse, tout billet payable au porteur, au-dessous de 20 schellings.

Le papier circulant dans l'Amérique septentrionale ne consistait pas en billets de banque payables au porteur à sa demande, mais en papier d'État, dont le paiement n'était exigible que plusieurs années après la date de l'émission; et quoique le gouvernement de la colonie ne payât point d'intérêt aux porteurs de ce papier, il le déclara et le rendit de fait une offre légale de paiement pour la valeur entière pour laquelle il avait été créé. Mais en supposant la garantie du gouvernement la meilleure possible, 100 livres payables à quinze ans de terme, par exemple, dans un pays où l'intérêt est à 6 pour 100, ne valent guère plus de 40 livres argent comptant. Ainsi, forcer un créancier à recevoir un pareil effet comme parfait paiement pour une dette de 100 livres qui avaient été avancées en argent comptant, c'était une injustice aussi criante peut-être qu'en eût jamais osé risquer tout autre gouvernement ayant quelque prétention à la liberté. Un tel acte d'autorité porte bien les marques évidentes de l'origine que lui donne le sage et honnête docteur Douglas, qui nous assure que ce fut un projet imaginé par des débiteurs de mauvaise foi pour duper leurs créanciers. A la vérité, le gouvernement de Pennsylvanie, à la première émission qu'il fit de papier-monnaie en 1722, prétendit rendre son papier de valeur égale à celle de l'or et de l'argent, en portant des peines contre tous ceux qui feraient quelque différence de prix dans leurs marchandises pour le cas de vente en papier de la colonie, ou de vente en espèces ; règlement tout aussi tyrannique que celui qu'il avait pour objet de soutenir, mais infiniment moins efficace. Une loi positive peut bien faire qu'un schelling soit une offre valable pour le paiement d'une dette d'une guinée, parce que cette loi peut enjoindre aux cours de justice de prononcer la décharge du débiteur qui aura fait une telle offre; mais il n'y a pas de loi positive capable d'obliger un particulier qui vend sa marchandise et qui est maître de la vendre ou de ne la pas vendre, comme il lui plaît, à recevoir, en échange de cette marchandise, un schelling pour l'équivalent d'une guinée. Le change avec la Grande-Bretagne fit bien voir, en dépit de tous les règlements de cette espèce, que 100 livres sterling étaient, suivant les circonstances, regardées comme valant 130 livres dans certaines colonies, et même la somme énorme de 1100 livres de la monnaie courante de quelques autres ; cette différence dans la valeur provenant de la différence dans la quantité de papier émis par les diverses colonies, ainsi que de l'époque plus ou moins éloignée et plus ou moins probable de son remboursement définitif.

Il n'y a donc pas de loi plus équitable que l'acte du Parlement, dont on se plaint si injustement dans les colonies, qui déclara qu'aucun papier qui pourrait être émis par la suite n'aurait la force de monnaie légale dans les paiements.

La Pennsylvanie mit toujours plus de modération que nos autres colonies dans l'émission de son papier-monnaie. Aussi dit-on que son papier circulant ne baissa jamais au-dessous de la valeur de la monnaie d'or et d'argent qui avait cours dans la colonie avant la première émission de papier. Avant cette émission, la colonie avait haussé la dénomination de sa monnaie courante, et avait statué, par acte de son assemblée, que 5 schellings sterling passeraient dans la colonie pour 6 schellings 3 deniers, et ensuite pour 6 schellings 8 deniers. En conséquence, 1 livre courante, argent des colonies, même quand la monnaie y était en or et en argent, était de plus de 30 p. 100 au-dessous de la valeur d'une livre sterling, et quand la monnaie courante y fut convertie en papier, elle ne se trouva guère plus de 30 p. 100 au-dessous de cette même valeur. Le prétexte qui engagea à élever ainsi la dénomination de la monnaie, ce fut de prévenir l'exportation de l'or et de l'argent, en faisant passer dans la circulation de la colonie la même quantité de métal pour une somme plus forte que celle pour laquelle cette quantité circulait dans la mère patrie. Il arriva toutefois que le prix de toutes les marchandises venant de la mère patrie augmentât précisément dans la même proportion que les colons avaient élevé la dénomination de leurs monnaies, de manière que leur or et leur argent s'exportent aussi vite qu'auparavant.

Le papier des colonies étant reçu en paiement des taxes provinciales pour toute la valeur pour laquelle il avait été créé, il en résulta nécessairement un surcroît de valeur à celle qu'il aurait eue d'après l'éloignement réel ou présumé du terme de son acquittement ou rachat définitif. Ce surcroît de valeur était plus ou moins grand, selon que la quantité de papier en émission se trouvait être plus ou moins au-dessus de ce qui pouvait être employé au paiement des taxes de la colonie particulière qui l'avait émis. Dans toutes les colonies, il excéda de beaucoup la quantité qui pouvait être employée de cette manière.

Un prince qui statuerait qu'une certaine portion de l'impôt serait payée en un papier-monnaie d'une certaine espèce, pourrait par là ajouter une valeur à ce papier, quand même le terme de son acquittement et rachat définitif dépendrait entièrement de la volonté du prince. Si la banque qui aurait émis ce papier avait soin d'en tenir toujours la quantité un peu au-dessous de ce qui pourrait aisément être employé de cette manière, la demande en pourrait être telle qu'il gagnât même une prime ou qu'il se vendît au marché quelque chose de plus que la somme numérique pour laquelle il aurait été créé. Il y a quelques personnes qui expliquent d'après ce principe ce qu'on nomme agio dans la banque d'Amsterdam, ou la supériorité qu'a l'argent de banque sur l'espèce courante, quoique cet argent de banque ne puisse, à ce qu'elles prétendent, être retiré de la banque à la volonté du propriétaire. La plus grande partie des lettres de change étrangères doivent être acquittées en argent de banque, c'est-à-dire en un transfert sur les livres de banque, et les directeurs de la banque, disent-elles, ont soin de tenir la somme totale de l'argent de banque toujours au-dessous de la demande que cette forme de paiement occasionne. C'est pour cela, prétendent-elles, que l'argent de banque se vend moyennant une prime, ou qu'il gagne un agio de 4 à 5 pour 100 au-dessus de la même somme nominale en espèces courantes du pays. Cependant, je ferai voir par la suite que cette explication sur la banque d'Amsterdam est en grande partie imaginaire.

Un papier circulant, qui tombe au-dessous de la valeur de la monnaie d'or et d'argent, ne fait pas baisser par là la valeur de l'or et de l'argent, et il ne fait pas que des quantités pareilles de ces métaux viennent pour cela à s'échanger contre une moindre quantité de toute autre marchandise. La proportion entre la valeur de l'or et de l'argent et celle des marchandises de toute autre espèce ne dépend nullement de la

nature ou de la quantité de quelque papier-monnaie que ce soit qui circule dans un pays, mais elle dépend toujours de l'état de richesse ou de pauvreté des mines qui se trouvent, à une époque quelconque, approvisionner de ces métaux le grand marché du monde commerçant. Elle dépend de la proportion qui se trouve entre la quantité de travail nécessaire pour faire venir au marché une certaine quantité de ces métaux, et celle qui est nécessaire pour y faire venir une certaine quantité de toute autre espèce de marchandise.

En empêchant les banquiers d'émettre aucun billet de banque circulant ou billet au porteur au-dessous d'une certaine somme, et en les assujettissant à l'obligation d'acquiescer ces billets immédiatement et sans aucune espèce de condition, à l'instant de la présentation, on peut après cela, sans craindre de compromettre la sûreté générale, laisser à leur commerce, à tous autres égards, la plus grande liberté possible.

La multiplication récente de compagnies de banque, dans toutes les parties des royaumes unis, événement qui a si fort alarmé beaucoup de gens, bien loin de diminuer la sûreté du public, ne fait que l'augmenter. Elle oblige tous ces banquiers à mettre plus de circonspection dans leur conduite; elle les empêche d'étendre leur émission de billets au-delà de la proportion que comporte l'état de leur caisse, afin de se tenir en garde contre ce reflux de papier que leur suscite malicieusement la rivalité de tant de concurrents toujours prêts à leur nuire; elle circonscrit la circulation de chaque compagnie particulière dans un cercle plus étroit, et elle restreint leurs billets circulant à un plus petit nombre.

En tenant ainsi la circulation divisée en plus de branches différentes, elle fait que la faillite de l'une de ces compagnies, événement qui doit arriver quelquefois dans le cours ordinaire des choses, devient un accident d'une moins dangereuse conséquence pour le public.

Cette libre concurrence oblige aussi les banquiers à traiter avec leurs correspondants d'une manière plus libérale et plus facile, de peur que leurs rivaux ne les leur enlèvent. En général, dès qu'une branche de commerce ou une division du travail quelconque est avantageuse au public, elle le sera toujours d'autant plus, que la concurrence y sera plus librement et plus généralement établie.

Chapitre III

Du travail productif et du travail non productif, de l'accumulation du capital

[Retour à la table des matières](#)

Il y a une sorte de travail qui ajoute à la valeur de l'objet sur lequel il s'exerce; il y en a un autre qui n'a pas le même effet. Le premier, produisant une valeur, peut être appelé *travail productif*; le dernier, *travail non productif*¹.

Ainsi, le travail d'un ouvrier de manufacture ajoute, en général, à la valeur de la matière sur laquelle travaille cet ouvrier, la valeur de sa subsistance et du profit de son maître. Le travail d'un domestique, au contraire, n'ajoute à la valeur de rien. Quoique le premier reçoive des salaires que son maître lui avance, il ne lui coûte, dans le fait, aucune dépense, la valeur de ces salaires se retrouvant en général avec un profit de plus dans l'augmentation de valeur du sujet auquel ce travail a été appliqué. Mais la subsistance consommée par le domestique ne se trouve nulle part. Un particulier s'enrichit à employer une multitude d'ouvriers fabricants; il s'appauvrit à entretenir une multitude de domestiques. Le travail de ceux-ci a néanmoins sa valeur, et mérite sa récompense aussi bien que celui des autres. Mais le travail de l'ouvrier se fixe et se réalise sur un sujet quelconque, ou sur une chose vénale qui dure au moins quelque

¹ Quelques auteurs français de beaucoup d'esprit et de savoir ont employé ces termes dans un autre sens. Je tenterai de faire voir dans le dernier chapitre du livre IV, que le sens qu'ils leur ont donné, est un sens impropre.

temps après que le travail a cessé. C'est, pour ainsi dire, une quantité de travail amassé et mis en réserve, pour être employé, s'il est nécessaire, dans quelque autre occasion. Cet objet, ou ce qui est la même chose, le prix de cet objet peut ensuite, s'il en est besoin, mettre en activité une quantité de travail égale à celle qui l'a produit originairement. Le travail du domestique, au contraire, ne se fixe ou ne se réalise sur aucun objet, sur aucune chose qu'on puisse vendre ensuite. En général, ses services périssent à l'instant même où il les rend, et ne laissent presque jamais après eux aucune trace ou aucune valeur qui puisse servir par la suite à procurer une pareille quantité de services.

Le travail de quelques-unes des classes les plus respectables de la société, de même que celui des domestiques, ne produit aucune valeur; il ne se fixe ni ne se réalise sur aucun objet ou chose qui puisse se vendre, qui subsiste après la cessation du travail et qui puisse servir à procurer par la suite une pareille quantité de travail. Le souverain, par exemple, ainsi que tous les autres magistrats civils et militaires qui servent sous lui, toute l'armée, toute la flotte, sont autant de travailleurs non productifs. Ils sont les serviteurs de l'État, et ils sont entretenus avec une partie du produit annuel de l'industrie d'autrui. Leur service, tout honorable, tout utile, tout nécessaire qu'il est, ne produit rien avec quoi on puisse ensuite se procurer une pareille quantité de services. La protection, la tranquillité, la défense de la chose publique, qui sont le résultat du travail d'une année, ne peuvent servir à acheter la protection, la tranquillité, la défense qu'il faut pour l'année suivante. Quelques-unes des professions les plus graves et les plus importantes, quelques-unes des plus frivoles, doivent être rangées dans cette même classe : les ecclésiastiques, les gens de loi, les médecins et les gens de lettres de toute espèce, ainsi que les comédiens, les farceurs, les musiciens, les chanteurs, les danseurs d'Opéra, etc. Le travail de la plus vile de ces professions a sa valeur qui se règle sur les mêmes principes que toute autre sorte de travail; et la plus noble et la plus utile ne produit par son travail rien avec quoi on puisse ensuite acheter ou faire une pareille quantité de travail. Leur ouvrage à tous, tel que la déclamation de l'acteur, le débit de l'orateur ou les accords du musicien, s'évanouit au moment même qu'il est produit.

Les travailleurs productifs et les non productifs, et ceux qui ne travaillent pas du tout, sont tous également entretenus par le produit annuel de la terre et du travail du pays. Ce produit, quelque grand qu'il puisse être, ne saurait être infini, et a nécessairement ses bornes. Suivant donc que, dans une année, une portion plus ou moins grande de ce produit est employée à entretenir des gens non productifs, plus ou moins grande sera la portion qui restera pour les gens productifs, et plus ou moins grand sera, par conséquent, le produit de l'année suivante; la totalité du produit annuel, à l'exception des productions spontanées de la terre, étant le fruit du travail productif.

Quoique la totalité du produit annuel des terres et du travail d'un pays soit, sans aucun doute, destinée en définitive à fournir à la consommation de ses habitants et à leur procurer un revenu, cependant, à l'instant où il sort de la terre ou des mains des ouvriers productifs, il se divise naturellement en deux parties. L'une d'elles, et c'est souvent la plus forte, est, en premier lieu, destinée à remplacer un capital ou à renouveler la portion de vivres, de matières ou d'ouvrage fait qui a été retirée d'un capital; l'autre est destinée à former un revenu, ou au maître de ce capital, comme profit, ou à quelque autre personne comme rente de sa terre. Ainsi, du produit de la terre, une partie remplace le capital du fermier; l'autre paye son profit et la rente du propriétaire, et forme ainsi un revenu, et au maître de ce capital, comme profit de ses fonds, et à quelque autre personne, comme rente de sa terre. De même, du produit d'une grande

manufacture, une partie, et c'est toujours la plus forte, remplace le capital de l'entrepreneur, l'autre paye son profit et forme ainsi un revenu au maître de ce capital.

Cette partie du produit annuel de la terre et du travail d'un pays qui remplace un capital n'est jamais immédiatement employée à entretenir d'autres salariés que des salariés productifs; elle ne paye de salaires qu'au travail productif seulement. Celle qui est destinée à former immédiatement un revenu, soit comme profit, soit comme rente, peut indifféremment entretenir des salariés productifs ou des salariés non productifs.

Toute partie de ses fonds qu'un homme emploie comme capital, il s'attend toujours qu'elle lui rentrera avec un profit. Il ne l'emploie donc qu'à entretenir des salariés productifs; et, après avoir fait, à son égard, office de capital, cette même partie de fonds forme un revenu à ces travailleurs. Toutes les fois qu'il emploie une partie de ces mêmes fonds à entretenir des salariés non productifs, de quelque espèce que ce soit, dès ce moment cette partie se trouve retirée de son capital et versée dans le fonds réservé pour servir immédiatement à sa consommation.

Les travailleurs non productifs et les gens qui ne travaillent pas du tout sont tous entretenus par un revenu : soit, en premier lieu, par cette partie du produit annuel qui est, dès l'origine, destinée à former un revenu à quelques personnes particulières, ou comme rente de terre, ou comme profit de capital; soit, en second lieu, par cette autre partie qui, bien qu'elle soit destinée à remplacer un capital et à n'entretenir que des ouvriers productifs, néanmoins, quand elle est une fois venue dans les mains de ceux-ci, pour tout ce qui excède leur subsistance nécessaire, peut être employée indifféremment à l'entretien de gens qui produisent ou de gens qui ne produisent pas. Ainsi, le simple ouvrier, si ses salaires sont élevés, peut, tout comme un grand propriétaire ou comme un riche marchand, entretenir un domestique à son service personnel, ou bien il peut aller quelquefois à la comédie ou aux marionnettes, et par là contribuer pour sa part à l'entretien d'une classe de travailleurs non productifs ; ou enfin, il peut payer quelque impôt, et par là concourir à l'entretien d'une autre classe plus honorable et plus utile à la vérité, mais également non productive. Néanmoins, de cette partie du produit de la terre, destinée originairement à remplacer un capital, il n'en passe jamais aucune portion à l'entretien de salariés non productifs, qu'après avoir mis en activité sa mesure complète de travail productif, ou tout ce qu'elle pouvait en mettre en activité, de la manière dont elle pouvait être employée. Il faut que l'ouvrier ait pleinement gagné son salaire par de l'ouvrage fait, avant qu'il puisse en dépenser la moindre chose en travail non productif. Ce qu'il dépense ainsi, d'ailleurs, ne peut être, en général, que peu de chose. Ce ne peut être que l'épargne faite sur son revenu, épargne qui n'est jamais bien grande chez les ouvriers productifs. Ils en font pourtant généralement quelque-une, et dans le paiement des impôts la modicité de chaque contribution se trouve, en quelque sorte, bien compensée par le nombre des cotes.

La rente de la terre et les profits des capitaux sont donc partout les principales sources où les salariés non productifs puisent leur subsistance. Ce sont les deux sortes de revenu qui donnent à leurs maîtres le plus de matière à faire des épargnes. L'un et l'autre de ces revenus peuvent indifféremment entretenir des salariés productifs et des salariés non productifs; ils semblent pourtant avoir toujours pour les derniers quelque prédilection. La dépense d'un grand seigneur fait vivre, en général, plus de gens oisifs que de gens laborieux. Quoique le riche commerçant n'emploie son capital qu'à entretenir des gens laborieux seulement, néanmoins sa dépense, c'est-à-dire l'emploi de son

revenu, nourrit ordinairement des gens de la même espèce que ceux que nourrit le grand seigneur.

Ainsi, ce qui contribue beaucoup à déterminer dans tout pays la proportion entre les gens productifs et les gens non productifs, c'est principalement la proportion qui s'y trouve entre cette partie du produit annuel, qui, au sortir même de la terre ou des mains des ouvriers qui l'ont produite, est destinée à remplacer un capital, et cette autre partie qui est destinée à former un revenu soit comme rente, soit comme profit. Or, cette proportion est très différente, dans les pays riches, de ce qu'elle est dans les pays pauvres.

Ainsi, de notre temps, chez les nations opulentes de l'Europe, une très forte partie, et souvent la plus forte du produit de la terre, est destinée à remplacer le capital d'un fermier riche et indépendant; l'autre, à payer ses profits et la rente du propriétaire. Mais anciennement, sous l'empire du gouvernement féodal, une très petite portion du produit suffisait à remplacer le capital employé à la culture. Ce capital consistait ordinairement en quelques chétifs bestiaux entretenus en entier par le produit spontané des terres incultes, et qu'on pourrait, en conséquence, regarder eux-mêmes comme faisant partie de ce produit. En général aussi, ils appartenaient au propriétaire, et celui-ci les avançait aux gens qui faisaient valoir la terre. Tout le reste du produit lui appartenait encore, soit comme rente de sa terre, soit comme profit de son mince capital. Les cultivateurs de la terre, en général, étaient des serfs, dont les personnes et les effets composaient aussi sa propriété. Ceux qui n'étaient pas serfs étaient des tenanciers à volonté, et, quoique la rente par eux payée ne fût nominale ment guère plus qu'un simple cens, elle n'en égalait pas moins réellement la totalité du produit de la terre. En tout temps, leur seigneur pouvait leur commander du travail pendant la paix, et du service pendant la guerre. Quoiqu'ils vécussent loin de sa maison, ils dépendaient autant de lui que les gens de sa suite, vivant chez lui. Or, sans contredit, celui qui peut disposer du travail et du service de tous ceux qu'une terre fait subsister, a bien la totalité du produit de cette terre. Mais, dans l'état actuel de l'Europe, la part du propriétaire ne va guère au-delà du tiers de la totalité du produit, quelquefois pas au quart. La rente de la terre, néanmoins, a dans le fait triplé et quadruplé depuis ces anciens temps, dans toutes les parties de la campagne qui ont été améliorées ; et ce tiers ou quart du produit annuel est, à ce qu'il paraît, trois ou quatre fois plus grand que n'était auparavant le total. A mesure des progrès que fait l'amélioration, la rente augmente bien relativement à l'étendue de la terre, mais elle diminue dans sa proportion avec le produit.

Chez les peuples opulents de l'Europe, on emploie à présent de grands capitaux dans le commerce et les manufactures. Dans l'ancien état de ces pays, le faible et étroit commerce qui s'y faisait, et le petit nombre de fabriques simples et grossières qui y étaient établies, n'exigeaient que de très minces capitaux. Il fallait pourtant que ces capitaux rendissent de très gros profits. Nulle part l'intérêt n'était au-dessous de 10 pour 100, et il fallait bien que les profits des fonds pussent suffire à payer un intérêt aussi fort. A présent, dans les pays de l'Europe qui ont fait quelques progrès vers l'opulence, le taux de l'intérêt n'est nulle part plus élevé que 6 pour 100, et dans quelques-uns des plus riches, il est même tombé jusqu'à 4, 3 et 2 pour 100. Si cette partie du revenu des habitants, qui provient de profits, est toujours beaucoup plus grande dans les pays riches que dans les pays pauvres, c'est parce que le capital y est beaucoup plus considérable; mais les profits y sont en général dans une proportion beaucoup moindre, relativement au capital.

Ainsi cette partie du produit annuel qui, au sortir de la terre ou des mains des ouvriers productifs, est destinée à remplacer un capital, est non seulement beaucoup plus grande dans les pays riches que dans les pays pauvres, mais encore elle s'y trouve dans une proportion bien plus forte, relativement à la partie destinée immédiatement à former un revenu, soit comme rente, soit comme profit. Le fonds qui est destiné à fournir de la subsistance au travail productif est non seulement bien plus abondant dans les premiers de ces pays qu'il ne l'est dans les autres, mais il l'est encore dans une grande proportion, relativement au fonds qui, pouvant être employé à entretenir des salariés productifs aussi bien que des salariés non productifs, a néanmoins toujours, en général, plus de prédilection pour les derniers.

La proportion qui se trouve entre ces deux différentes espèces de fonds détermine nécessairement, dans un pays, le caractère général des habitants, quant à leur penchant à l'industrie ou à la paresse. Si nous sommes plus portés au travail que nos ancêtres, c'est parce qu'à présent le fonds destiné à l'entretien du travail se trouve relativement au fonds qui a de la tendance à aller à l'entretien de la classe fainéante, beaucoup plus grand qu'il ne l'était il y a deux ou trois siècles. Nos pères étaient paresseux faute d'avoir de quoi encourager suffisamment l'industrie. Il vaut mieux, dit le proverbe, jouer pour rien, que de travailler pour rien. Dans les villes manufacturières et commerçantes, où les classes inférieures du peuple subsistent principalement par des capitaux employés, il est en général laborieux, frugal et économe, comme dans beaucoup de villes d'Angleterre et dans la plupart de celles de la Hollande. Mais dans ces villes qui se soutiennent principalement par la résidence permanente ou temporaire d'une cour, et dans lesquelles les classes inférieures du peuple tirent surtout leur subsistance de dépenses de revenu, il est, en général, paresseux, débauché et pauvre, comme à Rome, Versailles, Compiègne et Fontainebleau. Si vous en exceptez Rouen et Bordeaux, on ne trouve dans toutes les villes de parlement, en France, que peu de commerce et d'industrie, et les classes inférieures du peuple, qui y vivent principalement sur la dépense des officiers des cours de justice et de ceux qui viennent y plaider, sont, en général, paresseuses et pauvres. Rouen et Bordeaux semblent devoir absolument à leur situation leur grand commerce. Rouen est nécessairement l'entrepôt de presque toutes les marchandises que les pays étrangers ou les provinces maritimes de France fournissent à la consommation immense de Paris. Bordeaux est de même l'entrepôt des vins récoltés le long de la Garonne et des rivières qui se jettent dans ce fleuve, l'un des vignobles les plus riches du monde, et qui paraît produire le vin le plus propre à l'exportation ou le plus conforme au goût des nations étrangères. Des situations aussi avantageuses attirent nécessairement un grand capital par le grand emploi qu'elles lui offrent, et l'emploi de ce capital est la source de l'industrie qui règne dans ces villes. Dans les autres villes de parlement en France, il paraît qu'on n'y emploie guère plus de capital que ce qu'il en faut pour entretenir la consommation du lieu, c'est-à-dire guère plus que le moindre capital possible. On peut dire la même chose de Paris, de Madrid et de Vienne : de ces trois villes, Paris est sans contredit la plus industrielle; mais Paris est lui-même le principal marché de toutes ses manufactures, et sa propre consommation est le grand objet de tout le commerce qui s'y fait. Londres, Lisbonne et Copenhague sont peut-être les trois seules villes de l'Europe qui, étant la résidence permanente d'une cour, puissent en même temps être regardées comme villes commerçantes ou comme villes faisant le commerce, non seulement pour leur propre consommation, mais encore pour celle des autres villes et des autres pays.

Leur situation à toutes trois est extrêmement avantageuse, et est naturellement propre à en faire des entrepôts pour une grande partie des marchandises destinées à la

consommation des pays éloignés. Dans une ville où se dépensent de gros revenus, il sera probablement plus difficile d'employer avantageusement un capital en entreprises étrangères à la consommation du lieu, qu'il ne le sera dans une ville où les classes inférieures du peuple vivent uniquement de l'emploi des capitaux de cette espèce. Dans la première de ces villes, la fainéantise qu'y contracte la majeure partie du peuple, en vivant sur des dépenses de revenus, corrompt nécessairement l'industrie de ceux qu'entreprendrait l'emploi d'un capital, et fait qu'il y a moins d'avantages qu'ailleurs à y employer des fonds. Il y avait à Édimbourg, avant l'union, peu de commerce et d'industrie. Quand le parlement d'Écosse ne s'assembla plus dans cette ville, quand elle cessa d'être la résidence nécessaire de la haute et de la petite noblesse d'Écosse, elle commença à avoir quelque commerce et quelque industrie. Elle continue cependant d'être encore la résidence des principales cours de justice d'Écosse, des chambres de la douane et de l'accise. Il s'y dépense donc encore une masse considérable de revenus; aussi est-elle fort inférieure en commerce et en industrie à Glasgow, dont les habitants vivent principalement sur des emplois de capitaux. On a remarqué quelquefois que les habitants d'un gros bourg, après de grands progrès dans l'industrie manufacturière, avaient tourné ensuite à la fainéantise et à la pauvreté, parce que quelque grand seigneur avait établi son séjour dans leur voisinage.

C'est donc la proportion existante entre la somme des capitaux et celle des revenus qui détermine partout la proportion dans laquelle se trouveront l'industrie et la fainéantise ; partout où les capitaux l'emportent, c'est l'industrie qui domine; partout où ce sont les revenus, la fainéantise prévaut. Ainsi, toute augmentation ou diminution dans la masse des capitaux tend naturellement à augmenter ou à diminuer réellement la somme de l'industrie, le nombre des gens productifs et, par conséquent, la valeur échangeable du produit annuel des terres et du travail du pays, la richesse et le revenu réel de tous ses habitants.

Les capitaux augmentent par l'économie; ils diminuent par la prodigalité et la mauvaise conduite.

Tout ce qu'une personne épargne sur son revenu, elle l'ajoute à son capital; alors, ou elle l'emploie elle-même à entretenir un nombre additionnel de gens productifs, ou elle met quelque autre personne en état de le faire, en lui prêtant ce capital moyennant un intérêt, c'est-à-dire une part dans les profits. De même que le capital d'un individu ne peut s'augmenter que par le fonds que cet individu épargne sur son revenu annuel ou sur ses gains annuels, de même le capital d'une société, lequel n'est autre chose que celui de tous les individus qui la composent, ne peut s'augmenter que par la même voie.

La cause immédiate de l'augmentation du capital, c'est l'économie, et non l'industrie. A la vérité, l'industrie fournit la matière des épargnes que fait l'économie; mais, quelques gains que fasse l'industrie, sans l'économie qui les épargne et les amasse, le capital ne serait jamais plus grand.

L'économie, en augmentant le fonds destiné à l'entretien des salariés productifs, tend à augmenter le nombre de ces salariés, dont le travail ajoute à la valeur du sujet auquel il est appliqué; elle tend donc à augmenter la valeur échangeable du produit annuel de la terre et du travail du pays; elle met en activité une quantité additionnelle d'industrie, qui donne un accroissement de valeur au produit annuel.

Ce qui est annuellement épargné est aussi régulièrement consommé que ce qui est annuellement dépensé, et il l'est aussi presque dans le même temps; mais il est consommé par une autre classe de gens. Cette portion de son revenu qu'un homme riche dépense annuellement, est le plus souvent consommée par des bouches inutiles et par des domestiques, qui ne laissent rien après eux en retour de leur consommation. La portion qu'il épargne annuellement, quand il l'emploie immédiatement en capital pour en tirer un profit, est consommée de même et presque en même temps que l'autre, mais elle l'est par une classe de gens différente, par des ouvriers, des fabricants et artisans qui reproduisent avec profit la valeur de leur consommation annuelle. Supposons que le revenu de cet homme riche lui soit payé en argent. S'il l'eût dépensé en entier, tout ce que ce revenu aurait pu acheter en vivres, vêtements et logements, aurait été distribué parmi la première de ces deux classes de gens. S'il en épargne une partie, et que cette partie soit immédiatement employée comme capital, soit par lui-même, soit par quelque autre, alors ce qu'on achètera avec en vivres, vêtements et logement, sera nécessairement réservé pour l'autre classe. La consommation est la même, mais les consommateurs sont différents.

Un homme économe, par ses épargnes annuelles, non seulement fournit de l'entretien à un nombre additionnel de gens productifs pour cette année ou pour la suivante, mais il est comme le fondateur d'un atelier public, et établit en quelque sorte un fonds pour l'entretien à perpétuité d'un même nombre de gens productifs. A la vérité, la destination et l'emploi à perpétuité de ce fonds ne sont pas toujours assurés par une loi expresse, une substitution ou un acte d'amortissement. Néanmoins, un principe très puissant en garantit l'emploi : c'est l'intérêt direct et évident de chaque individu auquel pourra appartenir dans la suite quelque partie de ce fonds. Aucune partie n'en pourra plus à l'avenir être détournée à un autre emploi qu'à l'entretien des salariés productifs, sans qu'il en résulte une perte évidente pour la personne qui en changerait ainsi la véritable destination.

C'est ce que fait le prodigue. En ne bornant pas sa dépense à son revenu, il entame son capital. Comme un homme qui dissipe à quelque usage profane les revenus d'une fondation pieuse, il paye des salaires à la fainéantise avec ces fonds que la frugalité de nos pères avait, pour ainsi dire, consacrés à l'entretien de l'industrie. En diminuant la masse des fonds destinés à employer le travail productif, il diminue nécessairement, autant qu'il est en lui, la somme de ce travail qui ajoute une valeur au sujet auquel il est appliqué et, par conséquent, la valeur du produit annuel de la terre et du travail du pays, la richesse et le revenu réel de ses habitants. Si la prodigalité de quelques-uns n'était pas compensée par la frugalité des autres, tout prodigue, en nourrissant ainsi la paresse avec le pain de l'industrie, tendrait, par sa conduite, à appauvrir son pays.

Quand même toute la dépense du prodigue serait en consommation de marchandises faites dans le pays et nullement en marchandises étrangères, ses effets sur les fonds productifs de la société seraient toujours les mêmes. Chaque année, il y aurait une certaine quantité de vivres et d'habits qui auraient dû entretenir les salariés productifs, et qui auraient été employés à nourrir et vêtir des salariés non productifs. Chaque année, par conséquent, il y aurait quelque diminution dans la valeur qu'aurait eue sans cela le produit annuel de la terre et du travail du pays.

On peut dire, à la vérité, que cette dépense n'étant pas faite en denrées étrangères, et n'occasionnant aucune exportation d'or ni d'argent, il resterait dans le pays la même quantité d'espèces qu'auparavant; mais si cette quantité de vivres et d'habits ainsi

consommés par des gens non productifs eût été distribuée entre des gens productifs, ceux-ci auraient reproduit, avec un profit en plus, la valeur entière de leur consommation. Dans ce cas comme dans l'autre, la même quantité d'argent serait également restée dans le pays, et de plus il y aurait eu une reproduction d'une valeur égale en choses consommables ; il y aurait eu deux valeurs dans ce dernier cas; dans l'autre, il n'y en aura qu'une.

D'ailleurs, il ne peut pas rester longtemps la même quantité d'argent dans un pays où la valeur du produit annuel va en diminuant. L'argent n'a d'autre fonction que de faire circuler les choses consommables. C'est par son moyen que les *vivres*, les *matières* et *l'ouvrage fait* se vendent et s'achètent, et qu'ils vont se distribuer à leurs consommateurs. Ainsi, la quantité d'argent qui peut annuellement être employée dans un pays est nécessairement déterminée par la valeur des choses consommables qui y circulent annuellement. Celles-ci consistent ou en produit immédiat de la terre et du travail du pays même, ou en quelque chose qui a été acheté avec partie de ce produit. Ainsi, leur valeur doit diminuer à mesure que diminue celle de ce produit et, avec leur valeur encore, la quantité d'argent qui peut être employée à les faire circuler. Mais l'argent qui, au moyen de cette diminution annuelle de produit, est annuellement jeté hors de la circulation intérieure ne restera pas inutile pour cela; l'intérêt de quiconque le possède est qu'il soit employé. Or, n'ayant pas d'emploi au-dedans, il sera envoyé à l'étranger en dépit de toutes les lois et prohibitions, et il sera employé à y acheter des choses consommables qui puissent être de quelque usage dans l'intérieur. Son exportation annuelle continuera à ajouter ainsi, pendant quelque temps, à la consommation annuelle du pays, quelque chose au-delà du produit annuel du même pays. Ce qui avait été épargné sur ce produit annuel, dans les jours de prospérité, et employé à acheter de l'or et de l'argent, contribuera pour quelque peu de temps à soutenir la consommation du pays dans les jours d'adversité; dans ce cas, l'exportation de l'or et de l'argent n'est pas la cause, mais l'effet de la décadence du pays, et cette exportation peut même soulager pendant quelque temps sa misère au moment de sa décadence.

Au contraire, à mesure qu'augmente la valeur du produit annuel d'un pays, la quantité d'argent doit naturellement y augmenter aussi. La valeur des choses consommables qui doivent circuler annuellement dans la société étant plus grande, il faudra une plus grande somme d'argent pour les faire circuler. Ainsi, une partie de ce surcroît de produit sera naturellement employée à acheter, partout où l'on pourra s'en procurer, la quantité additionnelle d'or et d'argent nécessaire pour faire circuler le reste. L'augmentation de ces métaux sera, dans ce cas, l'effet et non la cause de la prospérité générale. Partout, l'or et l'argent s'achètent de la même manière. Au Pérou comme en Angleterre, le prix qu'on paye pour en avoir représente la nourriture, le vêtement et le logement, en un mot, le revenu et la subsistance de tous ceux dont le travail ou le capital s'emploie à les faire venir de la mine au marché. Le pays qui a de quoi payer ce prix ne sera jamais longtemps sans avoir la quantité de ces métaux dont il a besoin, et jamais aucun pays n'en retiendra longtemps la quantité qui ne lui est pas nécessaire.

Ainsi, de quelque manière que nous concevions la richesse et le revenu réel d'un pays, soit que nous les fassions consister, comme le simple bon sens paraît le dicter, dans la valeur du produit annuel de ses terres et de son travail, soit, comme le supposent les préjugés vulgaires, que nous les fassions consister dans la quantité de métaux précieux qui y circulent; sous l'un ou l'autre de ces points de vue, tout prodigue paraît être un ennemi du repos public, et tout homme économe un bienfaiteur de la société.

Les effets d'une conduite peu sage sont souvent les mêmes que ceux de la prodigalité. Tout projet imprudent et malheureux en agriculture, en mines, en pêcheries, en commerce ou manufactures, tend de même à diminuer les fonds destinés à l'entretien du travail productif. Quoique dans un projet de cette nature le capital ne soit consommé que par des gens productifs seulement, cependant, comme la manière imprudente dont on les emploie fait qu'ils ne reproduisent point la valeur entière de leur consommation, il résulte toujours quelque diminution dans ce qu'aurait été sans cela la masse des fonds productifs de la société.

Il est rare, à la vérité, que la prodigalité ou la conduite imprudente des individus dans leurs affaires puisse jamais beaucoup influencer sur la fortune d'une grande nation, la profusion ou l'imprudence de quelques-uns se trouvant toujours plus que compensée par l'économie et la bonne conduite des autres.

Quant à la profusion, le principe qui nous porte à dépenser, c'est la passion pour les jouissances actuelles, passion qui est, à la vérité, quelquefois très forte et très difficile à réprimer, mais qui est, en général, passagère et accidentelle. Mais le principe qui nous porte à épargner, c'est le désir d'améliorer notre sort; désir qui est en général, à la vérité, calme et sans passion, mais qui naît avec nous et ne nous quitte qu'au tombeau. Dans tout l'intervalle qui sépare ces deux termes de la vie, il n'y a peut-être pas un seul instant où un homme se trouve assez pleinement satisfait de son sort, pour n'y désirer aucun changement ni amélioration quelconque. Or, une augmentation de fortune est le moyen par lequel la majeure partie des hommes se propose d'améliorer son sort; c'est le moyen le plus commun et qui leur vient le premier à la pensée; et la voie la plus simple et la plus sûre d'augmenter sa fortune, c'est d'épargner et d'accumuler, ou régulièrement chaque année, ou dans quelques occasions extraordinaires, une partie de ce qu'on gagne. Ainsi, quoique le principe qui porte à dépenser l'emporte chez presque tous les hommes en certaines occasions, et presque en toutes occasions chez certaines personnes, cependant chez la plupart des hommes, en prenant en somme tout le cours de leur vie, il semble que le principe qui porte à l'économie, non seulement prévaut à la longue, mais prévaut même avec force.

A l'égard de la conduite des affaires, le nombre des entreprises sages et heureuses est partout beaucoup plus considérable que celui des entreprises imprudentes et malheureuses. Malgré toutes nos plaintes sur la fréquence des banqueroutes, les malheureux qui tombent dans ce genre d'infortune ne sont qu'en bien petit nombre, comparés à la masse des personnes engagées dans le commerce et dans les affaires de toute espèce; ils ne sont peut-être pas plus d'un sur mille. La banqueroute est peut-être la plus grande calamité et la plus forte humiliation à laquelle puisse être exposé un innocent. Aussi, la majeure partie des hommes prennent-ils bien leurs précautions pour l'éviter. A la vérité, il y en a quelques-uns qui ne l'évitent pas, comme il y en a aussi quelques-uns qui ne peuvent venir à bout d'éviter la potence.

Les grandes nations ne s'appauvrissent jamais par la prodigalité et la mauvaise conduite des particuliers, mais quelquefois bien par celles de leur gouvernement.

Dans la plupart des pays, la totalité ou la presque totalité du revenu public est employée à entretenir des gens non productifs. Tels sont les gens qui composent une cour nombreuse et brillante, un grand établissement ecclésiastique, de grandes flottes et de grandes armées qui ne produisent rien en temps de paix, et qui, en temps de

guerre, ne gagnent rien qui puisse compenser la dépense que coûte leur entretien, même pendant la durée de la guerre. Les gens de cette espèce, ne produisant rien par eux-mêmes, sont tous entretenus par le produit du travail d'autrui. Ainsi, quand ils sont multipliés au-delà du nombre nécessaire, ils peuvent, dans une année, consommer une si grande part de ce produit, qu'ils n'en laissent pas assez de reste pour l'entretien des ouvriers productifs, qui devraient le reproduire pour l'année suivante. Le produit de l'année suivante sera donc moindre que celui de la précédente, et si le même désordre allait toujours continuant, le produit de la troisième serait encore moindre que celui de la seconde. Ces hommes non productifs, qui ne devaient être entretenus que sur une partie des épargnes des revenus des particuliers, peuvent quelquefois consommer une si grande portion de la totalité de ces revenus, et par là forcer tant de gens à entamer leurs capitaux et à prendre sur le fonds destiné à l'entretien du travail productif, que toute la frugalité et la sage conduite des individus ne puissent jamais suffire à compenser les vides et les dommages qu'occasionne, dans le produit annuel, cette dissipation violente et forcée des capitaux.

L'expérience semble pourtant nous faire voir que, dans presque toutes les circonstances, l'économie et la sage conduite privées suffisent, non seulement pour compenser l'effet de la prodigalité et de l'imprudence des particuliers, mais même pour balancer celui des profusions excessives du gouvernement. Cet effort constant, uniforme et jamais interrompu de tout individu pour améliorer son sort; ce principe, qui est la source primitive de l'opulence publique et nationale, aussi bien que de l'opulence privée, a souvent assez de puissance pour maintenir, en dépit des folies du gouvernement et de toutes les erreurs de l'administration, le progrès naturel des choses vers une meilleure condition. Semblable à ce principe inconnu de vie, que portent avec elles les espèces animales, il rend souvent à la constitution de l'individu la santé et la vigueur, non seulement malgré la maladie, mais même en dépit des absurdes ordonnances du médecin,

Pour augmenter la valeur du produit annuel de la terre et du travail dans une nation, il n'y a pas d'autres moyens que d'augmenter, quant au nombre, les ouvriers productifs, ou d'augmenter, quant à la puissance, la faculté productive des ouvriers précédemment employés. A l'égard du nombre des ouvriers productifs, il est évident qu'il ne peut jamais beaucoup s'accroître que par suite d'une augmentation des capitaux ou des fonds destinés à les faire vivre. Quant à la puissance de produire, elle ne peut s'augmenter dans un même nombre d'ouvriers, qu'autant que l'on multiplie ou que l'on perfectionne les machines et instruments qui facilitent et abrègent le travail, ou bien qu'autant que l'on établit une meilleure distribution ou une division mieux entendue dans le travail. Dans l'un et l'autre cas, il faut presque toujours un surcroît de capital. Ce n'est qu'à l'aide d'un surcroît de capital que l'entrepreneur d'un genre d'ouvrage quelconque pourra pourvoir ses ouvriers de meilleures machines ou établir entre eux une division de travail plus avantageuse. Quand l'ouvrage à faire est composé de plusieurs parties, pour tenir chaque ouvrier constamment occupé à la tâche particulière, il faut un capital beaucoup plus étendu que lorsque chaque ouvrier est employé indifféremment à toutes les parties de l'ouvrage, à mesure qu'elles sont à faire. Ainsi, lorsque nous comparons l'état d'une nation à deux périodes différentes, et que nous trouvons que le produit annuel de ses terres et de son travail est évidemment plus grand à la dernière de ces deux périodes qu'à la première, que ses terres sont mieux cultivées, ses manufactures plus multipliées et plus florissantes, son commerce plus étendu, nous pouvons être certains que, pendant l'intervalle qui a séparé ces deux

périodes, son capital a nécessairement augmenté, et que la bonne conduite de quelques personnes y a plus ajouté que la mauvaise conduite des autres ou les folies et les erreurs du gouvernement n'en ont retranché. Or, nous verrons que telle a été la marche de presque toutes les nations, dans les temps où elles ont joui de quelque paix et de quelque tranquillité, même pour celles qui n'ont pas eu le bonheur d'avoir le gouvernement le plus prudent et le plus économe. A la vérité, pour porter là-dessus un jugement un peu sûr, il faut comparer l'état du pays à des périodes assez éloignées l'une de l'autre. Les progrès s'opèrent si lentement pour l'ordinaire, que dans des périodes rapprochées, non seulement l'avancement n'est pas sensible, mais que souvent le déclin de quelque branche particulière d'industrie, ou de certaine localité du pays (choses qui peuvent quelquefois arriver dans le temps même où le pays en général est dans une grande prospérité), pourrait faire soupçonner que les richesses et l'industrie générales sont en train de déchoir.

En Angleterre, par exemple, le produit de la terre et du travail est certainement beaucoup plus grand qu'il ne l'était, il y a un peu plus d'un siècle, à la restauration de Charles II. Quoique aujourd'hui il y ait, à ce que je présume, très peu de gens qui révoquent ce fait en doute, cependant, pendant le cours de cette période-là, il ne s'est guère écoulé cinq années de suite dans lesquelles on n'ait pas publié quelque livre ou quelque pamphlet, écrit même avec assez de talent pour faire impression dans le public, où l'auteur prétendait démontrer que la richesse de la nation allait rapidement vers son déclin, que le pays se dépeuplait, que l'agriculture était négligée, les manufactures tombées et le commerce ruiné; et ces ouvrages n'étaient pas tous des libelles enfantés par l'esprit de parti, cette malheureuse source de tant de productions vénales et mensongères. Beaucoup d'entre eux étaient écrits par des gens fort intelligents et de bonne foi, qui n'écrivaient que ce qu'ils pensaient, et uniquement parce qu'ils le pensaient.

En Angleterre encore, le produit annuel de la terre et du travail était certainement beaucoup plus grand à la restauration que nous ne le pouvons supposer, environ cent ans auparavant, à l'avènement d'Élisabeth. A cette dernière époque encore, il y a tout lieu de présumer que le pays était beaucoup plus avancé en amélioration, qu'il ne l'avait été environ un siècle auparavant, vers la fin des querelles entre les maisons d'York et de Lancastre. Alors même, il était vraisemblablement en meilleure situation qu'il n'avait été à l'époque de la conquête normande, et à celle-ci encore, que durant les désordres de l'heptarchie saxonne. Enfin, à cette dernière période, c'était un pays assurément plus avancé que lors de l'invasion de Jules César, où les habitants étaient à peu près ce que sont les sauvages du nord de l'Amérique.

Dans chacune de ces périodes cependant, il y eut non seulement beaucoup de prodigalité particulière et générale, beaucoup de guerres inutiles et dispendieuses, de grandes quantités du produit annuel détournées de l'entretien des gens productifs, pour en entretenir de non productifs, mais il y eut même quelquefois, dans les désordres des guerres civiles, une destruction et un anéantissement si absolus des capitaux, qu'on peut croire que non seulement l'accumulation des richesses en a été retardée, comme il n'y a pas à en douter, mais que même le pays en est resté à la fin de cette période, plus pauvre qu'il n'était au commencement. Même dans la plus heureuse et plus brillante de toutes ces périodes, celle qui s'est écoulée depuis la restauration, combien n'est-il pas survenu de troubles et de malheurs qui, si l'on eût pu les prévoir, auraient paru devoir entraîner à leur suite non seulement l'appauvrissement du pays, mais même sa ruine totale! L'incendie et la peste de Londres, les deux

guerres de Hollande, les troubles de la révolution, la guerre d'Irlande, les quatre guerres si dispendieuses avec la France en 1688, 1701, 1742, 1756 et, en outre, les deux rébellions de 1715 et 1745. Dans le cours des quatre guerres de France, la nation a contracté plus de 145 millions de liv. sterling de dettes, outre toutes les autres dépenses extraordinaires que ces guerres ont occasionnées annuellement, de manière qu'on ne peut pas compter pour le tout moins de 200 millions de liv. sterling.

Cette immense portion du produit annuel des terres et du travail du pays a été employée, en différentes circonstances, depuis la révolution, à entretenir un nombre extraordinaire de salariés non productifs. Or, si toutes ces guerres n'eussent pas fait prendre cette direction particulière à un aussi énorme capital, la majeure partie en aurait été naturellement consacrée à l'entretien de bras productifs, dont le travail aurait remplacé, avec un profit en plus, la valeur totale de leur consommation. Chaque année, la valeur du produit annuel des terres et du travail du pays en aurait considérablement augmenté, et l'augmentation de chaque année aurait contribué à augmenter encore davantage le progrès de l'année suivante. On aurait bâti plus de maisons, on aurait amélioré plus de terres, et celles qui étaient déjà améliorées auraient été mieux cultivées; il se serait établi un plus grand nombre de manufactures, et celles déjà établies auparavant auraient fait plus de progrès; enfin, il n'est peut-être pas très facile d'imaginer jusques à quel degré d'élévation se fussent portés la richesse et le revenu réel du pays.

Mais, quoique les profusions du gouvernement aient dû, sans contredit, retarder le progrès naturel de l'Angleterre vers l'amélioration et l'opulence, elles n'ont pu néanmoins venir à bout de l'arrêter. Le produit annuel des terres et du travail y est aujourd'hui indubitablement beaucoup plus grand qu'il ne l'était ou à l'époque de la restauration, ou à celle de la révolution. Il faut donc, par conséquent, que le capital qui sert annuellement à cultiver ces terres et à maintenir ce travail soit aussi beaucoup plus grand. Malgré toutes les contributions excessives exigées par le gouvernement, ce capital s'est accru insensiblement et dans le silence par l'économie privée et la sage conduite des particuliers, par cet effort universel, constant et non interrompu de chacun d'eux pour améliorer leur sort individuel. C'est cet effort sans cesse agissant sous la protection de la loi, et que la liberté laisse s'exercer dans tous les sens et comme il le juge à propos; c'est lui qui a soutenu les progrès de l'Angleterre vers l'amélioration et l'opulence, dans presque tous les moments, par le passé, et qui fera de même pour l'avenir, à ce qu'il faut espérer. Et pourtant, si l'Angleterre n'a jamais eu le bonheur d'avoir un gouvernement très économe, l'économie n'a jamais été non plus dans aucun temps la vertu dominante de ses habitants.

C'est donc une souveraine inconséquence et une extrême présomption, de la part des princes et des ministres, que de prétendre surveiller l'économie des particuliers et restreindre leur dépense par des lois somptuaires ou par des prohibitions sur l'importation des denrées étrangères de luxe. Ils sont toujours, et sans exception, les plus grands dissipateurs de la société. Qu'ils surveillent seulement leurs propres dépenses, et ils pourront s'en reposer sans crainte sur chaque particulier pour régler la sienne. Si leurs propres dissipations ne viennent pas à bout de ruiner l'État, certes celles des sujets ne le ruineront jamais.

Si l'économie augmente la masse générale des capitaux, et si la prodigalité la diminue, la conduite de ceux qui dépensent tout juste leur revenu, sans rien amasser ni sans entamer leurs fonds, ne l'augmente ni ne la diminue. En outre, il y a certaines

manières de dépenser, qui semblent contribuer plus que d'autres à l'accroissement de l'opulence générale.

Le revenu d'un particulier peut se dépenser, ou en choses qui se consomment immédiatement et pour lesquelles la dépense d'un jour ne peut être ni un soulagement ni une augmentation pour celle d'un autre jour, ou bien en choses plus durables et qui, par conséquent, peuvent s'accumuler, et pour lesquelles la dépense de chaque jour peut, au choix du maître, ou alléger la dépense du jour suivant, ou la relever et la rendre plus apparente et plus magnifique. Par exemple, un homme riche peut dépenser son revenu à tenir une table abondante et somptueuse, à entretenir un grand nombre de domestiques, à avoir une multitude de chiens et de chevaux; ou bien, en se contentant d'une table frugale et d'un domestique peu nombreux, il peut employer la plus grande partie de son revenu à embellir ses maisons de ville et de campagne, à élever des bâtiments pour son agrément ou sa commodité, à acheter des meubles pour l'usage ou pour la décoration, à faire des collections de livres, de statues, de tableaux. Il peut dépenser ce revenu en choses plus frivoles, en bijoux, en colifichets ingénieux de différentes espèces et, enfin, dans la plus vaine de toutes les frivolités, en une immense garde-robe de magnifiques habits, comme le ministre et le favori d'un grand prince mort depuis peu d'années. Que deux hommes égaux en fortune dépensent chacun leur revenu, l'un de la première de ces deux manières, l'autre de la seconde, la magnificence de celui dont la dépense aurait consisté surtout en choses durables, irait continuellement en augmentant, parce que la dépense de chaque jour contribuerait en quelque chose à rehausser et à agrandir l'effet de la dépense du jour suivant; la magnificence de l'autre, au contraire, ne serait pas plus grande à la fin de sa carrière qu'au commencement. Le premier se trouverait aussi, à la fin, le plus riche des deux. Il se trouverait avoir un fonds de richesses d'une espèce ou d'une autre, qui, sans valoir ce qu'elles auraient coûté, ne laisseraient pas cependant de valoir toujours beaucoup. De la dépense de l'autre, il ne resterait ni indices ni vestiges quelconques, et l'effet de dix ou de vingt ans de profusion serait aussi complètement anéanti que si elles n'eussent jamais eu lieu.

Si l'une de ces deux manières de dépenser est plus favorable que l'autre à l'opulence de l'individu, elle l'est pareillement à celle du pays. Les maisons, les meubles, les vêtements du riche, au bout de quelque temps, servent aux classes moyennes ou inférieures du peuple. Celles-ci sont à même de les acheter quand la classe supérieure est lasse de s'en servir; quand cette manière de dépenser devient générale parmi les gens de haute fortune, la masse du peuple se trouve successivement mieux fournie de tous les genres de commodités. Il n'est pas rare de voir, dans les pays qui ont été longtemps riches, les classes inférieures du peuple en possession de logements et de meubles encore bons et entiers, qui n'auraient jamais été ni construits ni fabriqués pour l'usage de ceux qui les possèdent. Ce qui était autrefois un château de la famille de Seymour est à présent une auberge sur la route de Bath. Le lit de noces de Jacques 1^{er}, roi d'Angleterre, qui lui fut apporté de Danemark par la reine son épouse, comme un présent digne d'être offert à un souverain par un autre souverain, servait d'ornement, il y a quelques années, dans un cabaret à bière de Dumferline. Dans quelques anciennes villes, dont l'état a été longtemps stationnaire ou a été quelque peu en déclinant, vous trouverez quelquefois à peine une seule maison qui ait pu être bâtie pour l'espèce de gens qui l'habitent. Si vous entrez aussi dans ces maisons, vous y trouverez encore fort souvent d'excellents meubles, quoique de forme antique, mais très bons pour le service, et qui n'ont pas été faits pour ceux qui s'en servent. De superbes palais, de magnifiques maisons de campagne, de grandes bibliothèques, de riches collections de statues, de tableaux et d'autres curiosités de l'art et de

la nature, font souvent l'ornement et la gloire, non seulement de la localité qui les possède, mais même de tout le pays. Versailles embellit la France et lui fait honneur, comme Stowe et Wilton à l'Angleterre. L'Italie attire encore en quelque sorte les respects du monde par la multitude de monuments qu'elle possède en ce genre, quoique l'opulence qui les a fait naître ait bien déchu et que le génie qui les a créés semble tout à fait éteint, peut-être faute de trouver autant d'emploi.

De plus, la dépense qu'on place en choses durables est favorable, non seulement à l'accumulation des richesses, mais encore à l'économie. Si la personne qui fait cette dépense la portait une fois jusqu'à l'excès, elle peut aisément se réformer sans s'exposer aux critiques du public. Mais réduire de beaucoup le nombre de ses domestiques, réformer une table somptueuse pour en tenir une simple et frugale, mettre bas l'équipage après l'avoir eu quelque temps, tous ces changements ne peuvent manquer d'être observés par les voisins, et ils semblent porter avec eux un aveu tacite qu'on s'est précédemment conduit avec peu de sagesse. Aussi, parmi ceux qui ont été une fois assez imprudents pour se laisser emporter trop loin dans ce genre de dépense, y en a-t-il bien peu qui aient par la suite le courage de revenir sur leurs pas avant d'y être contraints par la banqueroute et le désastre complet de leur fortune. Mais qu'une personne se soit une fois laissée aller à de trop fortes dépenses en bâtiments, en meubles, en livres ou en tableaux, elle pourra très bien changer de conduite, sans qu'on en infère pour cela qu'elle ait jamais manqué de prudence. Ce sont des choses dans lesquelles la dépense précédemment faite est une raison pour qu'il soit inutile d'en faire davantage; et quand une personne s'arrête tout à coup dans ce genre de dépense, rien n'annonce que ce soit pour avoir dépassé les bornes de sa fortune, plutôt que pour avoir satisfait ce genre de fantaisie.

D'un autre côté, la dépense consacrée à des choses durables fait vivre ordinairement une bien plus grande quantité de gens que celle qu'on emploie à tenir la table la plus nombreuse. Sur deux ou trois cents livres pesant de vivres qui seront quelquefois servies dans un grand repas, la moitié peut-être est jetée, et il y en a toujours une grande quantité dont on fait abus ou dégât. Mais si la dépense de ce festin eût servi à faire travailler des maçons, des charpentiers, des tapissiers, des artistes, la même valeur en vivres se serait trouvée distribuée entre un bien plus grand nombre de gens qui les eussent achetés livre par livre, et n'en auraient ni gâté ni laissé perdre une once. D'ailleurs, une dépense ainsi faite entretient des gens productifs; faite de l'autre manière, elle nourrit des gens inutiles. Par conséquent, l'une augmente la valeur échangeable du produit annuel des terres et du travail du pays, et l'autre ne l'augmente pas.

Il ne faut pourtant pas croire que je veuille dire par là que l'un de ces genres de dépense annonce plus de générosité et de noblesse dans le caractère que l'autre. Quand un homme riche dépense principalement son revenu à tenir grande table, il se trouve qu'il partage la plus grande partie de son revenu avec ses amis et les personnes de sa société; mais quand il l'emploie à acheter de ces choses durables dont nous avons parlé, il le dépense alors souvent en entier pour sa propre personne, et ne donne rien à qui que ce soit sans recevoir l'équivalent. Par conséquent, cette dernière façon de dépenser, quand elle porte sur des objets de frivolité, sur de petits ornements de parure et d'ameublement, sur des bijoux, des colifichets et autres bagatelles, est souvent une indication non seulement de légèreté dans le caractère, mais même de mesquinerie et d'égoïsme. Tout ce que j'ai prétendu dire, c'est que l'une de ces manières

res de dépenser, occasionnant toujours quelque accumulation de choses précieuses, étant plus favorable à l'économie privée et, par conséquent, à l'accroissement du capital de la société; enfin, servant à l'entretien des gens productifs, plutôt que des non productifs, tendait plutôt que l'autre à l'augmentation et aux progrès de la fortune publique.

Chapitre IV

Des fonds prêtés à intérêt

[Retour à la table des matières](#)

Les fonds prêtés à intérêt sont toujours regardés par le prêteur comme un capital.

Il s'attend qu'à l'époque convenue ces fonds lui seront rendus et qu'en même temps l'emprunteur lui payera une certaine rente annuelle pour les avoir eus à sa disposition. L'emprunteur peut disposer de ses fonds ou comme d'un capital, ou comme de fonds destinés à servir immédiatement à sa consommation : s'il s'en sert comme d'un capital, il les emploie à faire subsister des ouvriers productifs qui en reproduisent la valeur avec un profit; dans ce cas, il peut et rendre le capital et payer l'intérêt, sans aliéner ou sans entamer aucune autre source de revenu; s'il s'en sert comme de fonds destinés immédiatement à sa consommation, il agit en prodigue et dissipe en subsistances données à la fainéantise ce qui était destiné à l'entretien de l'industrie; dans ce cas, il ne peut ni rendre le capital ni payer l'intérêt, sans aliéner ou entamer quelque autre source de revenu, telle qu'une propriété ou une rente de terre.

Les fonds prêtés à intérêt sont sans contredit employés, suivant les circonstances, tant de l'une que de l'autre de ces deux manières, mais bien plus fréquemment de la première que de la seconde. Celui qui emprunte pour dépenser sera bientôt ruiné et celui qui prête aura lieu, en général, de se repentir de son imprudence; ainsi, dans tous les cas où il n'est pas question de prêt à usure, il est contre l'intérêt des deux

parties d'emprunter, comme de prêter, pour une pareille destination; et quoique sans doute il y ait des gens à qui il arrive quelquefois de faire l'un et l'autre, toutefois, d'après l'attention que tout homme porte à ses intérêts, nous pouvons être bien sûrs que cela n'arrive pas aussi souvent que nous pourrions nous l'imaginer. Demandez à tout homme riche qui ne sera pas plus imprudent qu'un autre, à qui de ces espèces de gens il a prêté le plus de ses fonds, ou à ceux qu'il jugeait avoir intention d'en faire un emploi profitable, ou à ceux qui étaient dans le cas de les dépenser en pure perte; à coup sûr il trouvera votre question fort étrange. Ainsi, même parmi les emprunteurs, qui ne forment pas la classe d'hommes où il faille chercher l'économie, le nombre des économes et des laborieux surpasse de beaucoup celui des prodigues et des fainéants.

Les seules gens à qui on prête communément des fonds, sans qu'on s'attende qu'il en feront un emploi très profitable, ce sont les propriétaires ruraux qui empruntent par hypothèque; encore n'empruntent-ils presque jamais purement en vue de dépenser; on peut dire que ce qu'ils empruntent est ordinairement dépensé avant qu'ils l'empruntent. C'est, en général, pour avoir consommé trop de marchandises qui leur ont été avancées à crédit par des fournisseurs ou des artisans, qu'ils se voient enfin dans la nécessité d'emprunter à intérêt pour s'acquitter. Le capital emprunté remplace les capitaux de ces fournisseurs et de ces artisans, que jamais ces propriétaires n'auraient pu remplacer avec les rentes de leurs domaines; il n'est pas proprement emprunté pour être dépensé, mais pour remplacer un capital déjà dépensé.

Presque tous les prêts à intérêt sont faits en argent, soit papier, soit espèces; mais la chose dont vraiment l'emprunteur a besoin, celle que le prêteur lui fournit réellement, ce n'est pas l'argent, c'est la valeur de l'argent; ce sont les marchandises qu'on peut acheter avec. Si l'emprunteur entend se servir de l'argent comme fonds destiné immédiatement à sa consommation, il n'y a que ces marchandises qui soient de nature à être mises à cet usage; s'il en a besoin comme d'un capital pour faire aller quelque genre d'industrie, il n'y a encore que ces marchandises qui puissent servir aux gens de travail, comme outils, matières et subsistances pour exécuter leur ouvrage. Par le prêt, le prêteur délègue, pour ainsi dire, à l'emprunteur son droit à une certaine portion du produit annuel de la terre et du travail du pays, pour en user comme il lui plait.

Ce qui détermine donc la quantité de fonds, ou, comme on dit communément, d'argent qui peut être prêtée à intérêt dans un pays, ce n'est pas la valeur de l'argent, papier ou espèces, qui sert d'instrument aux différents prêts qui se font dans le pays, mais c'est la valeur de cette portion du produit annuel qui, au sortir de la terre ou des mains des ouvriers productifs, est non seulement destinée à remplacer un capital, mais encore un capital que le possesseur ne se soucie pas de prendre la peine d'employer lui-même. Comme ces capitaux sont ordinairement prêtés et remboursés en argent, ils constituent ce qu'on nomme intérêt de l'argent. Cet intérêt est différent, non seulement de celui que donnent les fonds de terre, mais encore de celui que rendent les entreprises de commerce et de manufactures, lorsque dans celles-ci les propriétaires des capitaux en font eux-mêmes l'emploi. Cependant, même dans l'intérêt de l'argent, l'argent n'est, pour ainsi dire, que le contrat de délégation qui transporte d'une main dans une autre ces capitaux que les possesseurs ne se soucient pas d'employer eux-mêmes. Ces capitaux peuvent être infiniment plus grands que la somme d'argent qui sert comme d'instrument pour en faire le transport; les mêmes pièces de monnaie servant successivement pour plusieurs différents prêts, tout comme elles servent pour plusieurs différents achats. Par exemple, A prête à X, 1000 livres, avec lesquelles X achète immédiatement de B pour la valeur de 1000 livres de marchandises. B n'ayant pas besoin de cet argent pour lui-même, prête identiquement les mêmes pièces à Y,

avec lesquelles Y achète aussitôt de C pour 1000 livres d'autres marchandises, C de même, et pour la même raison, prête cet argent à Z, qui en achète aussi d'autres marchandises de D. Par ce moyen, les mêmes pièces, soit de métal, soit de papier, peuvent, dans le courant de quelques jours, servir d'instrument à trois différents prêts et à trois différents achats, chacun desquels est de valeur égale au montant total de ces pièces. Ce que les trois capitalistes A, B, C, transportent aux trois emprunteurs X, Y, Z, c'est le pouvoir de faire ces achats; c'est dans ce pouvoir que consistent la valeur du prêt et son utilité. Le capital prêté par ces trois capitalistes est égal à la valeur des marchandises qu'on peut acheter avec, et il est trois fois plus grand que la valeur de l'argent avec lequel se font les achats. Cependant, ces prêts peuvent être tous parfaitement bien assurés; les marchandises achetées par les différents débiteurs étant employées de manière à rendre, au terme convenu, une valeur égale en argent ou en papier, avec un profil en plus. Si ces mêmes pièces de monnaie peuvent ainsi servir d'instrument à différents prêts pour trois fois et, par la même raison, pour trente fois leur valeur, elles peuvent pareillement servir autant de fois successivement d'instrument de remboursement.

De cette manière, on peut regarder un capital prêté à intérêt comme une délégation, faite par le prêteur à l'emprunteur, d'une portion quelconque du produit annuel, sous la condition qu'en retour l'emprunteur lui délèguera annuellement, pendant tout le temps de la durée du prêt, une portion plus petite, appelée l'intérêt et, à l'échéance du prêt, une portion pareille à celle qui a été originairement déléguée; ce qui s'appelle le remboursement. Quoique l'argent, soit papier, soit espèces, serve en général d'instrument de délégation, tant pour la petite portion que pour la grande, il n'en est pas moins tout à fait distinct de la chose qu'on délègue par son moyen.

A mesure que s'augmente dans un pays cette partie du produit annuel qui, au sortir de la terre ou des mains des ouvriers productifs, est destinée à remplacer un capital, ce qu'on appelle capitaux pécuniaires ou argent à prêter, y grossit en même temps. L'accroissement de ces fonds particuliers dont les possesseurs veulent tirer un bénéfice, sans prendre la peine de les employer eux-mêmes, est une suite naturelle de l'accroissement de la masse générale des capitaux, ou, pour parler autrement, à mesure que les capitaux se multiplient, la quantité de fonds à prêter à intérêt devient successivement de plus en plus grande.

A mesure que la quantité des fonds à prêter à intérêt vient à augmenter, l'intérêt ou le prix qu'il faut payer pour l'usage du capital va nécessairement en diminuant, non seulement en vertu de ces causes générales qui font que le prix de marché de toutes choses diminue à mesure que la quantité de ces choses augmente, mais encore en vertu d'autres causes particulières à ce cas-ci. A mesure que les capitaux se multiplient dans un pays, le profit qu'on peut faire en les employant diminue nécessairement; il devient successivement de plus en plus difficile de trouver dans ce pays une manière profitable d'employer un nouveau capital. En conséquence, il s'élève une concurrence entre les différents capitaux, le possesseur d'un capital faisant tous ses efforts pour s'emparer de l'emploi qui se trouve occupé par un autre. Mais le plus souvent, il ne peut espérer d'obtenir l'emploi de cet autre capital, à moins d'offrir à de meilleures conditions. Il se trouve obligé, non seulement de vendre la chose sur laquelle il commerce un peu meilleur marché, mais encore, pour trouver occasion de la vendre, il est quelquefois aussi obligé de l'acheter plus cher. Le fonds destiné à l'entretien du travail productif grossissant de jour en jour, la demande qu'on fait de ce travail devient aussi de jour en jour plus grande; les ouvriers trouvent aisément de l'emploi, mais les possesseurs de capitaux ont de la difficulté à trouver des ouvriers à

employer. La concurrence des capitalistes fait hausser les salaires du travail et fait baisser les profits. Or, lorsque le bénéfice qu'on peut retirer de l'usage d'un capital se trouve, pour ainsi dire, rogné à la fois par les deux bouts, il faut bien nécessairement que le prix qu'on peut payer pour l'usage de ce capital diminue en même temps que ce bénéfice.

MM. Locke, Law et Montesquieu, ainsi que plusieurs autres écrivains, paraissent s'être imaginé que l'augmentation survenue dans la quantité de l'or et de l'argent, conséquence de la découverte des Indes occidentales espagnoles, était la vraie cause qui avait fait baisser le taux de l'intérêt dans la majeure partie de l'Europe. Ces métaux, disent-ils, ayant baissé de valeur en eux-mêmes, l'usage d'une portion quelconque de ces métaux eut aussi moins de valeur et, par conséquent, le prix qu'il fallait payer pour avoir droit à cet usage dut aussi baisser. Cette idée, qui semble tout à fait plausible au premier coup d'œil, a été si bien approfondie par M. Hume, qu'il est peut-être superflu d'en rien dire. Cependant, un raisonnement très court et très simple peut servir encore à faire voir plus clairement l'erreur qui semble avoir fait illusion à ces écrivains.

Il paraît qu'avant la découverte des Indes occidentales espagnoles, le taux ordinaire de l'intérêt dans la majeure partie de l'Europe était à 10 pour 100. Depuis cette époque il est tombé, dans différents pays, à 6, 5, 4 et 3 pour 100. Supposons que dans chaque pays en particulier la valeur de l'argent ait baissé exactement dans la même proportion que le taux de l'intérêt, et que dans le pays, par exemple, où l'intérêt a été réduit de 10 pour 100 à 5, la même quantité d'argent puisse maintenant acheter tout juste en marchandises la moitié de ce qu'elle en aurait acheté auparavant. Je ne crois pas que nulle part on trouve cette supposition conforme à la vérité des choses, mais elle est la plus favorable à l'opinion que nous avons à examiner; cependant, dans cette supposition même, il est absolument impossible que la baisse de la valeur de l'argent ait la moindre tendance à faire baisser le taux de l'intérêt. Si dans ces pays-là 100 livres aujourd'hui n'ont pas plus de valeur que 50 livres n'en avaient alors, nécessairement aussi, 10 livres n'y ont pas aujourd'hui plus de valeur que 5 n'en avaient alors. Quelles que soient les causes qui fassent baisser la valeur du capital, il faut de toute nécessité qu'elles fassent baisser en même temps celle de l'intérêt, et précisément dans la même proportion. La proportion entre la valeur du capital et celle de l'intérêt sera toujours restée la même, si l'on ne change rien au taux de l'intérêt. En changeant le taux, au contraire, la proportion entre ces deux valeurs se trouve nécessairement changée. Si aujourd'hui 100 livres ne valent pas plus que 50 livres ne valaient alors, 5 livres aujourd'hui ne vaudront pas plus que ne valaient alors 2 livres 10 sous. Ainsi, en réduisant le taux de l'intérêt de 10 pour 100 à 5, nous donnons, pour l'usage d'un capital qu'on suppose égal à la moitié de sa première valeur, un intérêt qui ne vaut plus que le quart du premier intérêt.

Toute augmentation survenue dans la quantité de l'argent, tant que la quantité des marchandises qu'il fait circuler reste la même, ne pourrait produire d'autre effet que de diminuer la valeur de ce métal. La valeur nominale de toute espèce de choses serait plus grande, mais leur valeur réelle serait précisément la même qu'auparavant. Elles s'échangeraient contre un plus grand nombre de pièces d'argent qu'auparavant, mais la quantité de travail qu'elles pourraient commander, le nombre de gens qu'elles pourraient faire subsister et tenir employés, serait toujours précisément le même. Le capital du pays serait toujours le même, encore que, pour en transporter la même portion

d'une main à l'autre, il fallût un plus grand nombre de pièces d'argent. Les instruments de la délégation, semblables aux actes d'un notaire diffus dans son style, seraient plus volumineux, mais la chose déléguée serait toujours exactement la même qu'auparavant, et ne pourrait toujours produire que le même effet. Le fonds destiné à l'entretien du travail productif étant le même, la demande qu'on ferait de ce travail serait toujours la même. Ainsi, son prix ou son salaire, quoique nominale plus grand, serait le même quant à sa valeur réelle. On le payerait, à la vérité, avec une plus grande quantité de pièces d'argent, mais il n'achèterait toujours que la même quantité de choses. Les profits des capitaux seraient toujours les mêmes, réellement et même nominale, car le salaire du travail se compte ordinairement par la quantité d'argent qu'on paye à l'ouvrier ; ainsi, quand cette quantité augmente, le salaire semble en apparence avoir augmenté, quoiqu'il ne soit pas pour cela quelquefois plus fort qu'auparavant; au lieu que les profits des capitaux ne se comptent pas par le nombre de pièces d'argent avec lequel on les paye, mais par la proportion qu'il y a entre ces pièces et le capital employé. Ainsi, on dira que, dans tel endroit, le salaire du travail est communément de 5 schellings par semaine, et les profits des capitaux de 10 pour 100. Or, la masse totale des capitaux du pays étant toujours la même qu'auparavant, la concurrence entre les différents capitaux des particuliers dans les mains desquels cette masse est répandue sera aussi la même. Les avantages et désavantages des différents emplois de capitaux seront ce qu'ils étaient auparavant. Par conséquent, le capital et l'intérêt resteront en général, l'un à l'égard de l'autre, dans la même proportion où ils étaient, et dès lors l'intérêt ordinaire de l'argent sera toujours le même; ce qu'on peut communément donner pour avoir l'usage de l'argent se réglant nécessairement sur ce qu'on peut communément faire de profit en l'empruntant.

Toute augmentation qui surviendrait dans la quantité des marchandises qui circulent annuellement dans un pays, tant que la quantité d'argent qui les fait circuler reste la même, produirait, au contraire, plusieurs autres effets importants, outre celui de faire hausser la valeur de l'argent. Le capital du pays, quoiqu'il pût être le même nominale, serait dans la réalité augmenté. On pourrait bien continuer à en exprimer la valeur par la même quantité de pièces d'argent; mais, dans le fait, il commanderait une plus grande quantité de travail. La quantité de travail productif qu'il pourra faire subsister et tenir employé se trouverait augmentée et, par conséquent, on demanderait une plus grande quantité de ce travail. Le salaire de ce travail hausserait naturellement en raison de la multiplication des demandes, et malgré cela il pourrait en apparence sembler avoir baissé. Il se pourrait qu'on le payât avec une moindre quantité d'argent, mais cette moindre quantité achèterait plus de marchandises que la plus grande quantité n'eût pu en acheter auparavant. Les profits des capitaux baisseraient aussi bien en réalité qu'en apparence. La masse générale des capitaux du pays étant augmentée, la concurrence entre les différents capitaux qui la composent augmenterait naturellement avec elle. Les possesseurs de ces capitaux particuliers seraient bien obligés de se contenter d'une plus petite portion dans le produit du travail que mettraient en activité leurs capitaux respectifs. Par ce moyen, l'intérêt de l'argent, qui suit toujours le cours du profit des capitaux, pourrait se trouver extrêmement réduit, encore que la valeur de l'argent, c'est-à-dire la quantité de choses qu'une somme donnée d'argent pourrait acheter, fût très augmentée.

Dans certains pays, la loi a prohibé l'intérêt de l'argent; mais comme partout l'usage de l'argent est bon à quelque chose, partout on payera quelque chose pour se le procurer. L'expérience a fait voir que de telles lois, au lieu de prévenir le mai de

l'usure, ne faisaient que l'accroître; le débiteur étant alors obligé de payer, non seulement pour l'usage de l'argent, mais encore pour le risque que court le créancier en acceptant une indemnité qui est le prix de l'usage de son argent. Le débiteur se trouve obligé, pour ainsi dire, d'assurer son créancier contre les peines de l'usure.

Dans les pays où l'intérêt est permis, la loi en général, pour empêcher les exactions de l'usure, fixe le taux le plus élevé qu'on puisse exiger, sans encourir de peine. Ce taux devrait être toujours un peu au-dessus du taux le plus bas de la place ou du prix qui se paye couramment pour l'usage de l'argent, par ceux qui peuvent donner les plus grandes sûretés. Si l'on fixait ce taux légal au-dessous du taux le plus bas de la place, les effets de cette fixation seraient à peu près les mêmes que ceux d'une prohibition absolue de l'intérêt. Le créancier ne voudrait pas prêter pour moins que ne vaut l'usage de son argent, et le débiteur serait obligé de l'indemniser du risque qu'il courrait en acceptant le prix de cet usage dans toute sa valeur. S'il est fixé précisément au taux le plus bas de la place, alors tous ceux qui ne sont pas en état d'offrir les meilleures de toutes les sûretés ne peuvent plus obtenir de crédit auprès des honnêtes gens qui respectent les lois de leur pays, et ils sont obligés d'avoir recours aux usuriers. Dans un pays tel que la Grande-Bretagne, où l'on prête au gouvernement à 3 pour 100, et aux particuliers, sur de bonnes sûretés, à 4 et 4 1/2, le taux légal actuel de l'intérêt à 5 pour 100 est peut-être le plus convenable qu'on puisse fixer.

Il est à observer que si le taux légal doit être un peu au-dessus du taux courant de la place, il ne faut pas qu'il soit non plus trop au-dessus. Si, par exemple, en Angleterre, le taux légal de l'intérêt était fixé à 8 ou 10 pour 100, la plus grande partie de l'argent qui se prêterait serait prêtée à des prodigues ou à des faiseurs de projets, la seule classe de gens qui voulût consentir à payer l'argent aussi cher. Les gens sages qui ne veulent donner pour l'usage de l'argent qu'une partie du profit qu'ils espèrent en retirer, n'iraient pas risquer de se mettre en concurrence avec ceux-là. Ainsi, une grande partie du capital du pays se trouverait, par ce moyen, enlevée aux mains les plus propres à en faire un usage profitable et avantageux, et jetée dans celles qui sont les plus disposées à la dissiper et à l'anéantir. Lorsque, au contraire, le taux légal n'est fixé que très peu au-dessus du taux courant, les gens sages sont généralement préférés, pour les placements, aux prodigues et aux faiseurs de projets. Le capitaliste peut retirer des premiers un intérêt à peu de chose près aussi élevé que celui qu'il pourrait risquer de demander aux seconds, et son argent se trouve bien plus assuré dans les mains de l'une de ces classes de gens que dans celles de l'autre. Par là, une grande partie du capital du pays se verse dans des mains dont on n'a plus lieu d'espérer qu'elles l'emploieront d'une manière avantageuse.

Il n'y a pas de loi qui puisse réduire effectivement le taux ordinaire de l'intérêt au-dessous du taux courant le plus bas, à l'époque où elle est portée. Malgré l'édit de 1766, par lequel le roi de France tâcha de réduire le taux de l'intérêt de 5 pour 100 à 4, on continua toujours de prêter en France à 5 pour 100, et on trouva bien des moyens d'éluder la loi.

Il est à remarquer que partout le prix courant des terres dépend du taux courant de l'intérêt. Celui qui a un capital dont il désire retirer un revenu sans prendre la peine de l'employer lui-même, délibère s'il en achètera une terre, ou s'il le prêtera à intérêt. La sûreté la plus grande du placement, et puis quelques autres avantages qui accompagnent presque partout cette espèce de propriété, le disposeront naturellement à se contenter d'un revenu moindre, en terre, que celui qu'il pourrait se procurer en prêtant son argent à intérêt. Ces avantages suffisent pour compenser une certaine différence

dans le revenu, et si la rente de la terre tombait au-dessous de l'intérêt de l'argent plus bas que cette différence, personne ne voudrait acheter des terres ; ce qui réduirait bientôt leur prix courant. Au contraire, si les avantages faisaient beaucoup plus que compenser la différence, tout le monde voudrait acheter des terres ; ce qui en relèverait encore bientôt le prix courant. Quand l'intérêt était à 10 pour 100, les terres se vendaient communément pour le montant de dix à douze années de leur revenu, c'est-à-dire du denier dix au denier douze. A mesure que l'intérêt vint à baisser à 6,5 et 4 pour 100, le prix des terres s'éleva au denier vingt, vingt-cinq et trente. Le taux courant de l'intérêt est plus haut en France qu'en Angleterre, et le prix commun des terres y est plus bas. Elles se vendent communément en Angleterre au denier trente, et en France au denier vingt.

Chapitre V

DES DIFFÉRENTS EMPLOIS DES CAPITAUX

[Retour à la table des matières](#)

Quoique tous les capitaux soient destinés à l'entretien du travail productif seulement, cependant la quantité de ce travail que des capitaux égaux sont capables de mettre en activité, varie extrêmement d'après la nature différente de l'emploi qu'on leur donne, et il y a la même variation dans la valeur que cet emploi ajoute au produit annuel des terres et du travail du pays.

Il y a quatre manières différentes d'employer un capital.

On peut l'employer : 1° à fournir à la société le produit brut qu'il lui faut pour son usage et sa consommation annuelle; - ou bien, 2° à manufacturer et à préparer ce produit brut, pour qu'il puisse immédiatement servir à l'usage et à la consommation de la société; - ou, 3° à transporter, soit le produit brut, soit le produit manufacturé, des endroits où ils abondent à ceux où ils manquent; - ou, 4° enfin, à diviser des portions de l'un et de l'autre de ces produits en parcelles assez petites pour pouvoir s'accommoder aux besoins journaliers des consommateurs.

C'est de la première manière que sont employés les capitaux de tous ceux qui entreprennent la culture, l'amélioration ou l'exploitation des terres, mines et pêcheries ; c'est de la seconde que le sont ceux de tous les maîtres manufacturiers et fabri-

cants; - c'est de la troisième que le sont ceux de tous les marchands en gros; - et c'est de la quatrième que le sont ceux de tous les marchands en détail. Il est difficile d'imaginer, pour un capital, un genre d'emploi qui ne puisse être classé sous l'une ou l'autre de ces quatre divisions.

Chacun de ces quatre moyens d'employer un capital est essentiellement nécessaire, tant à l'existence ou à l'extension des trois autres genres d'emploi, qu'à la commodité générale de la société.

A moins qu'il n'y ait un capital employé à fournir le produit brut dans un certain degré d'abondance, les manufactures et le commerce d'aucun genre ne pourraient exister.

A moins qu'il n'y ait un capital employé à manufacturer cette partie du produit brut qui exige un certain degré de préparation avant d'être propre à l'usage et à la consommation, cette partie du produit brut ne serait jamais produite, parce qu'il n'y en aurait point de demande ; ou, si elle était produite spontanément, elle n'aurait aucune valeur échangeable et n'ajouterait rien à la richesse de la société.

A moins qu'il n'y ait un capital employé à transporter le produit brut ou manufacturé des endroits où il est abondant, à ceux où il manque, on ne produirait plus ni de l'un ni de l'autre au-delà de ce qui serait nécessaire pour la consommation locale seulement. Le capital du marchand, en échangeant le superflu d'un pays contre le superflu d'un autre, encourage l'industrie des deux pays et multiplie leurs jouissances.

A moins qu'il n'y ait un capital employé à morceler et à diviser des portions du produit brut ou manufacturé, en parcelles assez petites pour s'accommoder aux demandes actuelles des consommateurs, chaque personne serait obligée d'acheter les marchandises qu'il lui faut, en plus grande quantité que ne l'exigent ses besoins du moment. Par exemple, s'il n'y avait pas de commerce, tel que celui de boucher, chacun serait obligé d'acheter un bœuf entier ou un mouton à la fois. Ce serait, en général, un très grand inconvénient pour les riches, et un beaucoup plus grand encore pour les pauvres. Si un pauvre artisan était obligé d'acheter à la fois des vivres pour un mois ou pour six, il y aurait une grande partie des fonds qu'il emploie, comme capital, en instruments de son métier ou pour garnir sa boutique, et qui lui rapportent un revenu, qu'il serait forcé de placer dans la partie de ses fonds réservée pour servir immédiatement à sa consommation, et qui ne lui rapporte aucun revenu. Il n'y a rien de plus commode, pour un homme de cette classe, que de pouvoir acheter sa subsistance d'un jour à l'autre ou même d'heure en heure, à mesure qu'il en a besoin. Il se trouve par là en état d'employer presque tous ses fonds comme capital; il peut, par ce moyen, fournir à ses pratiques pour une plus grande valeur d'ouvrage, et le profit qu'il y fait compense et bien au-delà le surcroît de prix dont les marchandises qu'il achète se trouvent chargées par le profit du détaillant.

Les préventions de certains écrivains politiques contre les petits détaillants et ouvriers en boutique sont tout à fait mal fondées. Tant s'en faut qu'il soit nécessaire d'en restreindre le nombre ou de les gêner par des impositions, qu'au contraire ils ne sauraient jamais se multiplier de manière à nuire au public, bien qu'ils le puissent assez pour se nuire les uns aux autres. La quantité de marchandises, d'épicerie, par exemple, qui peut se vendre dans une ville, est limitée par la demande de cette ville et de ses environs. Ainsi, le capital qu'on peut employer au commerce d'épicerie ne saurait excéder ce qu'il faut pour acheter cette quantité. Si ce capital se trouve partagé

entre deux différents épiciers, la concurrence fera que chacun d'eux vendra à meilleur marché que si le capital eût été dans les mains d'un seul; et s'il est divisé entre vingt, la concurrence en sera précisément d'autant plus active, et il y aura aussi d'autant moins de chance qu'ils puissent se concerter entre eux pour hausser le prix de leurs marchandises. La concurrence pourra bien peut-être en ruiner quelqu'un, mais c'est l'affaire des parties intéressées d'y prendre garde, et on peut, en toute sûreté, s'en rapporter là-dessus à leur prudence. Le consommateur ni le producteur ne pourront jamais y perdre; au contraire, les détaillants seront dans le cas de vendre meilleur marché, et d'acheter en même temps plus cher que si tout le commerce du même genre était accaparé par une ou deux personnes qui pourraient en faire monopole. Il pourra peut-être bien arriver une fois que quelqu'un d'eux trompe quelque chaland trop facile, et lui fasse acheter des choses dont celui-ci n'a pas besoin. Mais c'est là un trop petit inconvénient pour mériter l'attention du gouvernement, et ce ne serait pas un moyen sûr de l'empêcher, que de restreindre le nombre de ces petits marchands; car pour prendre un exemple dans la classe la plus suspecte, ce n'est pas la multitude des cabarets qui engendre une disposition générale à l'ivrognerie parmi les gens du peuple, mais c'est cette disposition même, produite par d'autres causes, qui fait qu'une multitude de cabarets peut trouver de l'emploi.

Les personnes dont les capitaux sont employés de l'une de ces quatre manières sont elles-mêmes des ouvriers productifs. Leur travail, quand il est convenablement dirigé, se fixe et se réalise dans l'objet ou la chose vénale sur laquelle il est appliqué et, en général, il ajoute au prix de cette chose la valeur au moins de leur subsistance et consommation personnelle. Les profits du fermier, du manufacturier, du marchand, du détaillant, sont tous tirés du prix des marchandises que produisent les deux premiers, et dont trafiquent les deux autres. Cependant des capitaux égaux, selon qu'ils seront employés de l'une ou de l'autre de ces quatre manières différentes, mettront en activité des quantités très différentes de travail productif, et augmenteront aussi, dans des proportions très différentes, la valeur du produit annuel des terres et du travail de la société à laquelle ils appartiennent.

Le capital du détaillant remplace, avec un profit en sus, le capital du marchand dont il achète des marchandises, et met par là ce marchand à portée de continuer son commerce. Ce capital n'emploie pas d'autre ouvrier productif que la personne du détaillant lui-même. C'est dans le profit de celui-ci que consiste toute la valeur que le capital ainsi employé ajoute au produit annuel de la terre et du travail de la société.

Le capital du marchand en gros ou en magasin remplace avec leurs profits les capitaux des fermiers et des manufacturiers dont il achète le produit brut et le produit manufacturé sur lesquels il commerce, et par là il les met les uns et les autres en état de continuer leurs travaux respectifs. C'est principalement par ce service qu'il contribue indirectement à soutenir le travail productif de la société, et à augmenter la valeur du produit annuel de ce travail. Son capital emploie aussi les voituriers et matelots qui transportent ses marchandises d'un lieu dans un autre, et augmente le prix de ces marchandises de la valeur des salaires de ces ouvriers, aussi bien que de celle de ses propres profits. C'est là tout le travail productif que ce capital met immédiatement en activité, et toute la valeur qu'il ajoute immédiatement au profit annuel. Sous ces deux points de vue, ses opérations sont beaucoup au-dessus de celles du capital du détaillant.

Une partie du capital du maître manufacturier est employée comme capital fixe dans les instruments de son industrie, et remplace, avec un profit en plus, le capital de

quelque autre ouvrier dont il les achète. Une partie de son capital circulant est employée à acheter des matières, et remplace, avec leurs profits en sus, les capitaux des fermiers et des entrepreneurs des mines, qui lui vendent ces matières. Mais une grande partie de ce même capital se distribue toujours annuellement, ou dans une période beaucoup plus courte, entre les différents ouvriers qu'emploie le maître. Ce capital ajoute à la valeur des matières celle des salaires des ouvriers et celle des profits du maître sur la totalité du fonds de salaires, de matières et d'instruments de fabrique employés dans l'entreprise. Ainsi, il met en activité une bien plus grande quantité de produit productif, et ajoute une bien plus grande valeur au produit annuel des terres et du travail de la société, que ne ferait un pareil capital entre les mains de quelque marchand en gros que ce fût.

Mais aucun capital, à somme égale, ne met en captivité plus de travail productif que celui du fermier. Ce sont non seulement ses valets de ferme, mais ses bestiaux de labour et de charroi qui sont autant d'ouvriers productifs. D'ailleurs, dans la culture de la terre, la nature travaille conjointement avec l'homme; et quoique son travail ne coûte aucune dépense, ce qu'il produit n'en a pas moins sa valeur, aussi bien que ce que produisent les ouvriers les plus chers. Les opérations les plus importantes de l'agriculture semblent moins avoir pour objet d'accroître la fertilité de la nature (quoiqu'elles y parviennent aussi), que de diriger cette fertilité vers la production des plantes les plus utiles à l'homme. Un champ couvert de ronces et de bruyères produit souvent une aussi grande quantité de végétaux que la vigne ou la pièce de blé la mieux cultivée. Le cultivateur qui plante et qui sème excite souvent moins l'active fécondité de la nature, qu'il ne la détermine vers un objet, et après qu'il a terminé tous ses travaux, c'est à elle que la plus grande partie de l'ouvrage reste à faire. Ainsi les hommes et les bestiaux employés aux travaux de la culture, non seulement comme les ouvriers des manufactures, donnent lieu à la reproduction d'une valeur égale à leur consommation ou au capital qui les emploie, en y joignant de plus les profits des capitalistes, mais ils produisent encore une bien plus grande valeur. Outre le capital du fermier et tous ses profits, ils donnent lieu à la reproduction régulière d'une rente pour le propriétaire. On peut considérer cette rente comme le produit de cette puissance de la nature, dont le propriétaire prête l'usage au fermier. Ce produit est plus ou moins grand, selon qu'on suppose à cette puissance plus ou moins d'étendue, ou, en d'autres termes, selon qu'on suppose à la terre plus ou moins de fertilité naturelle ou artificielle. C'est l'œuvre de la nature qui reste après qu'on a fait la déduction ou la balance de tout ce qu'on peut regarder comme l'œuvre de l'homme. Ce reste fait rarement moins du quart, et souvent plus du tiers du produit total. jamais une pareille quantité de travail productif, employé en manufactures, ne peut occasionner une aussi riche reproduction. Dans celles-ci, la nature ne fait rien; la main de l'homme fait tout, et la reproduction doit toujours être nécessairement en raison de la puissance de l'agent. Ainsi, non seulement le capital employé à la culture de la terre met en activité une plus grande quantité de travail productif que tout autre capital pareil employé en manufactures, mais encore, à proportion de la quantité de travail productif qu'il emploie, il ajoute une beaucoup plus grande valeur au produit annuel des terres et du travail du pays, à la richesse et au revenu réel de ses habitants. De toutes les manières dont un capital peut être employé, c'est sans comparaison la plus avantageuse à la société.

Les capitaux qu'on emploie dans une société à la culture des terres ou au commerce de détail, restent toujours nécessairement dans le sein de cette société. Leur emploi se fait presque toujours sur un point fixe, la ferme et la boutique du détaillant.

En général aussi, quoi qu'il y ait quelques exceptions, ils appartiennent à des membres résidents de la société.

Le capital du marchand en gros, au contraire, semble n'avoir nulle part de résidence fixe ou nécessaire; mais il se promène volontiers de place en place, suivant qu'il peut trouver à acheter meilleur marché ou à vendre plus cher.

Le capital du manufacturier doit sans contredit résider au lieu de l'établissement de la manufacture; mais le local de cet établissement n'a pas sa place nécessairement déterminée. Il peut être souvent à une grande distance, tant de l'endroit où croissent les matières, que de celui où se consomme l'ouvrage fait. Lyon est fort éloigné, et du lieu qui lui fournit la matière première de ses manufactures, et du lieu où elles se consomment. En Sicile, les gens de bon ton sont habillés d'étoffes de soie fabriquées à l'étranger, et dont la matière première a été produite chez eux. Une partie de la laine d'Espagne est travaillée dans les manufactures d'Angleterre, et une partie du drap qu'elle y produit retourne ensuite en Espagne.

Que le marchand dont le capital exporte le superflu d'un pays, soit naturel de ce pays, soit étranger, c'est une chose fort peu importante. S'il est étranger, le nombre des ouvriers productifs se trouve d'un individu seulement être moindre que s'il eût été naturel du pays, et la valeur du produit annuel moindre de la valeur seulement du profit d'un individu. Les voituriers ou matelots qu'il emploie peuvent toujours être, ou de son propre pays ou du pays dont il s'agit, ou de quelque autre pays indifféremment, de la même manière que s'il eût été lui-même un naturel du pays. Le capital d'un étranger donne une valeur au superflu du produit de votre pays, tout comme le capital d'un de vos compatriotes, en échangeant ce superflu contre une denrée dont il y a demande chez vous. Il remplace tout aussi sûrement le capital de la personne qui produit ce superflu, et il la met tout aussi sûrement en état de continuer ses travaux; ce qui est le genre principal de service par lequel le capital d'un marchand en gros contribue à soutenir le travail productif de la société dont il est membre, et à augmenter la valeur du produit annuel de cette société.

Il importe beaucoup plus que le capital du manufacturier réside dans le pays. Il met alors nécessairement en activité une plus grande quantité de travail productif, et ajoute une plus grande valeur au produit annuel des terres et du travail de la société. Il peut cependant être fort utile au pays encore qu'il n'y réside pas. Les capitaux des manufacturiers anglais qui mettent en oeuvre le chanvre et le lin qui s'importent annuellement des côtes de la mer Baltique, sont sûrement très utiles aux pays qui produisent ces denrées. Elles sont une partie du produit superflu de ces pays, et si ce superflu n'était pas annuellement échangé contre quelque chose qui y est en demande, il n'aurait plus aucune valeur, et cesserait bientôt d'être produit. Les marchands qui l'exportent remplacent les capitaux des gens qui le produisent, et par là les encouragent à continuer cette production, et les manufacturiers anglais remplacent les capitaux de ces marchands.

Il peut se faire souvent qu'un pays soit, comme le serait un particulier, dans le cas de manquer d'un capital suffisant pour cultiver et améliorer toutes ses terres, manufacturer et préparer tout leur produit brut, tel que l'exigent l'usage et la consommation, et enfin transporter le superflu des deux produits brut et manufacturé, à des marchés éloignés où on puisse l'échanger contre quelque chose qui soit en demande dans le pays. Il y a beaucoup d'endroits dans la Grande-Bretagne, où les habitants n'ont pas de capitaux suffisants pour cultiver et améliorer leurs terres. La laine des provinces du

midi de l'Écosse vient, en grande partie, faire un long voyage par terre dans de fort mauvaises routes, pour être manufacturée dans le comté d'York, faute de capital pour être manufacturée sur les lieux. Il y a en Angleterre plusieurs petites villes de fabriques, dont les habitants manquent de capitaux suffisants pour transporter le produit de leur propre industrie à ces marchés éloignés où il trouve des demandes et des consommateurs. Si on y voit quelques marchands, ce ne sont probablement que les agents de marchands plus riches qui résident dans quelques-unes des grandes villes commerçantes.

Quand le capital d'un pays ne peut suffire à remplir en entier ces trois fonctions, plus sera grande la portion qui en sera employée à l'agriculture, et plus sera grande à proportion la quantité de travail productif qu'il mettra en activité dans le pays, plus sera grande pareillement la valeur que son emploi ajoute au produit annuel des terres et du travail de la société. Après l'agriculture, ce sera le capital employé en manufactures, qui mettra en activité la plus grande quantité de travail productif, et qui ajoutera la plus grande valeur au produit annuel. Le capital employé au commerce d'exportation est celui des trois qui produit le moins d'effet.

Il est vrai que le pays qui n'a pas un capital suffisant pour remplir en entier ces trois fonctions n'est pas encore parvenu au degré d'opulence auquel il semble être naturellement destiné. Cependant, essayer, par des efforts prématurés et avec un capital insuffisant, de les remplir toutes les trois, certainement, pour une société comme pour un individu, ce ne serait pas là la voie la plus courte d'en acquérir un qui fût suffisant. Le capital de tous les individus d'une nation a ses limites comme celui d'un seul de ces individus, et ses opérations ont aussi leurs bornes. Le capital de tous les individus d'une nation se grossit, de la même manière que celui d'un seul individu, de ce qu'ils accumulent sans cesse, et de ce qu'ils y ajoutent par les épargnes faites sur leurs revenus. Il sera donc probablement dans le cas de grossir plus vite que jamais, s'il est employé de manière à fournir le plus gros revenu à tous les habitants du pays, puisque par là il les mettra à même de faire les plus grandes épargnes. Or, le revenu de tous les habitants du pays est nécessairement en raison de la valeur du produit annuel des terres et du travail.

La principale cause des progrès rapides de nos colonies d'Amérique vers la richesse et l'agrandissement, c'est que jusques à présent presque tous leurs capitaux ont été employés à l'agriculture. Elles n'ont point de manufactures, si ce n'est ces fabriques grossières et domestiques qui accompagnent nécessairement les progrès de l'agriculture, et qui sont l'ouvrage des femmes et des enfants dans chaque ménage. La plus grande partie, tant de leur exportation que de leur commerce de cabotage, se fait avec des capitaux de marchands qui résident dans la Grande-Bretagne. Le fonds même et les magasins de marchandises qui se vendent en détail dans quelques provinces, particulièrement dans la Virginie et le Maryland, appartiennent la plupart à des marchands qui résident dans la mère patrie, et c'est un de ces exemples rares d'un commerce de détail fait dans un pays avec des capitaux étrangers. Si, par un projet concerté ou toute autre mesure forcée, les Américains venaient à arrêter l'importation des manufactures d'Europe et, en donnant par là un monopole à ceux de leurs compatriotes qui fabriqueraient les mêmes espèces d'ouvrages, détourner pour ce genre d'emploi une grande partie de leur capital actuel, ils retarderaient, par cette conduite, les progrès ultérieurs de la valeur de leur produit annuel, bien loin de les accélérer, et

ils entraveraient la marche de leur pays vers l'opulence et la grandeur, bien loin de la favoriser.

Ce serait encore bien pis s'ils voulaient se donner de la même manière le monopole de tout leur commerce d'exportation.

A la vérité, le cours des prospérités humaines ne paraît guère avoir jamais été d'une durée assez constante pour avoir mis aucun grand peuple dans le cas d'acquérir un capital qui ait pu suffire à remplir ces trois fonctions dans leur entier, à moins peut-être que nous ne voulions ajouter foi aux récits merveilleux qu'on nous fait de la richesse et de la culture de la Chine, de l'ancienne Égypte, et de l'Indostan dans son ancien état; encore ces trois pays, les plus riches qui aient jamais existé, d'après tous les rapports, sont principalement renommés pour leur supériorité en agriculture et en manufactures. Il ne paraît pas qu'ils aient jamais brillé par le commerce avec l'étranger. La superstition des anciens Égyptiens leur inspirait une grande horreur pour la mer; une superstition à peu près de la même espèce règne chez les Indiens, et les Chinois n'ont jamais porté bien loin leur commerce étranger. La plus grande partie du superflu de ces trois pays paraît avoir été toujours exportée par des étrangers, qui donnaient en échange quelque autre chose pour laquelle il y avait demande dans le pays, souvent de l'or et de l'argent.

C'est ainsi que le même capital dans un pays mettra en activité plus ou moins de travail productif, et ajoutera plus ou moins de valeur au produit annuel des terres et du travail, selon les différentes proportions dans lesquelles on l'emploiera dans l'agriculture, dans les manufactures ou dans le commerce en gros. Les différentes espèces de commerce en gros, dans lesquelles il y en aura quelque partie d'employée, amèneront aussi de très grandes différences dans les effets.

On peut réduire à trois différentes espèces tout commerce en gros, tout achat fait pour revendre en gros : le commerce intérieur, le commerce étranger de consommation et le commerce de transport. Le commerce intérieur se fait en achetant dans un endroit du pays, pour les revendre dans un autre endroit du même pays, les produits de l'industrie nationale. Il comprend à la fois le commerce de cabotage et celui qui se fait par l'intérieur des terres. Le commerce étranger de consommation se fait en achetant des marchandises étrangères pour la consommation intérieure. Le commerce de transport se fait en commerçant entre deux pays étrangers, ou en transportant à l'un le superflu de l'autre.

Le capital qui est employé à acheter dans un endroit du même pays, pour le revendre dans l'autre, le produit de l'industrie de ce pays, replace en général, à chaque opération qu'il fait, deux capitaux distincts qui avaient été tous deux employés, soit en agriculture, soit en manufacture, et par là il les met en état de continuer leur fonction. Lorsque ce capital emporte une certaine valeur de marchandises hors de la résidence du marchand, il y rapporte ordinairement en retour une valeur au moins égale en autres marchandises. Quand elles sont les unes et les autres le produit de l'industrie nationale, il remplace alors nécessairement dans chacune de ces opérations deux capitaux distincts, employés l'un et l'autre à faire aller le travail productif, et par là il les met en état de continuer le même service. Le capital qui envoie à Londres des ouvrages de fabrique écossaise et rapporte à Édimbourg du blé anglais et des ouvrages de fabrique anglaise, replace nécessairement, dans chacune de ces opérations,

deux capitaux appartenant à des sujets de la Grande-Bretagne, et qui ont tous les deux été employés dans l'agriculture ou dans les manufactures de la Grande-Bretagne.

Le capital qui est employé à acheter des marchandises étrangères, pour la consommation intérieure, quand l'achat se fait avec le produit de l'industrie nationale, remplace aussi, par chaque opération de ce genre, deux capitaux distincts, mais dont un seulement est employé à soutenir l'industrie nationale. Le capital qui envoie en Portugal des marchandises anglaises et qui rapporte en Angleterre des marchandises portugaises, ne remplace, dans chacune des opérations qu'il fait, qu'un seul capital anglais ; l'autre est un capital portugais. Ainsi, quand même les retours du commerce étranger de consommation seraient aussi prompts que ceux du commerce intérieur, encore le capital employé dans celui-là ne donnerait-il que moitié d'encouragement à l'industrie ou au travail productif du pays.

Mais il est très rare que les retours du commerce étranger de consommation soient aussi prompts que ceux du commerce intérieur. Les retours du commerce intérieur ont lieu en général avant l'année révolue, et quelquefois trois ou quatre fois dans l'année. Ceux du commerce étranger de consommation rentrent rarement avant la révolution de l'année, et quelquefois pas avant un terme de deux ou trois ans. Ainsi, un capital employé dans le commerce intérieur pourra quelquefois consommer douze opérations, ou sortir et rentrer douze fois avant qu'un capital placé dans le commerce étranger de consommation en ait pu consommer une seule. En supposant donc des capitaux égaux, l'un donnera vingt-quatre fois plus que l'autre de soutien et d'encouragement à l'industrie du pays.

Les marchandises étrangères destinées à la consommation intérieure peuvent s'acheter quelquefois, non avec le produit de l'industrie nationale, mais avec quelques autres marchandises étrangères. Néanmoins, il faut toujours que ces dernières aient été achetées, soit immédiatement avec le produit de l'industrie nationale, soit avec quelque autre chose achetée avec ce produit; car, excepté la voie de la guerre et de la conquête, il n'y a pas d'autre moyen d'acquérir des marchandises étrangères qu'en les échangeant contre quelque chose qu'on a produit chez soi, soit par un échange immédiat, soit après deux échanges différents, ou davantage. Par conséquent, un capital employé à faire, par un tel circuit, le commerce étranger de consommation, produira à tous égards les mêmes effets qu'un capital employé à faire le même genre de commerce par la voie la plus directe, excepté que chaque retour final sera vraisemblablement beaucoup plus éloigné encore, attendu qu'il dépend lui-même des retours de deux ou trois commerces étrangers distincts. Si l'on achète le chanvre et le lin de Riga avec du tabac de Virginie, qui a été lui-même acheté avec des marchandises de fabrique anglaise, il faut que le marchand attende jusque après les retours de deux commerces étrangers distincts, avant de pouvoir recommencer à employer le même capital en achats d'une pareille quantité de marchandises de fabrique anglaise. Si l'on avait acheté ce tabac de Virginie, non avec des marchandises de fabrique anglaise, mais avec du sucre et du rhum de la Jamaïque, qui auraient été achetés avec celles-ci, il faudrait attendre alors les retours de trois commerces étrangers. S'il arrivait que ces deux ou trois commerces étrangers distincts fussent faits par deux ou trois marchands différents, dont le second achetât la marchandise importée par le premier, et le troisième celle importée par le second, pour la réexporter ensuite; dans ce cas, à la vérité, chacun de ces marchands recevrait plus vite les retours de son propre capital; mais le retour final de tout le capital employé à consommer l'opération de ce commerce n'en serait toujours pas moins lent. Que le capital employé à parcourir ce circuit de commerce étranger appartienne à un seul marchand ou à trois, cela ne fait pas la moindre

différence quant au pays, quoique cela en puisse faire une quant à chaque marchand particulier. Dans tous les cas, il faudra toujours, pour consommer l'échange d'une certaine valeur de marchandises de fabrique anglaise contre une certaine quantité de lin et de chanvre, employer un capital trois fois plus grand qu'il n'eût été nécessaire, si les marchandises de fabrique d'une part, et le chanvre et le lin de l'autre, eussent été directement échangés ensemble.

Par conséquent, la masse de capital employé à faire ainsi par circuit le commerce étranger de consommation donnera, en général, moins de soutien et d'encouragement au travail productif du pays, qu'un même capital employé à un commerce du même genre, mais plus direct.

Quelle que soit la nature des marchandises étrangères avec lesquelles on achète à l'étranger des choses destinées à la consommation intérieure, il n'en peut résulter aucune différence essentielle, soit dans la nature de ce commerce, soit dans l'appui et l'encouragement qu'il peut donner au travail productif du pays dans lequel se fait ce commerce. Qu'on les achète, par exemple, avec l'or du Brésil ou avec l'argent du Pérou, il faut toujours que cet or et cet argent ait été acheté, tout comme le tabac de Virginie, avec quelque chose qui soit ou produit par l'industrie du pays, ou acheté avec quelque autre chose produite par elle. Par conséquent, sous le rapport de l'intérêt du travail productif de la société, le commerce étranger de consommation, qui se fait par le moyen de l'or et de l'argent, a tous les avantages et désavantages de tout autre commerce étranger de consommation qui ferait un égal circuit., et il remplacera tout aussi vite ou tout aussi lentement le capital qui sert immédiatement à soutenir ce travail productif. Il paraîtrait même avoir un avantage sur tout autre commerce de ce genre également indirect. Le transport de ces métaux d'un lieu à un autre, vu leur grande valeur, en raison de la petitesse de leur volume, est moins coûteux que celui de presque toute autre espèce de marchandise étrangère de valeur égale. Le fret est beaucoup moindre et l'assurance n'est pas plus forte. Ainsi, par l'intermédiaire de l'or et de l'argent, on pourra souvent acheter une même quantité de marchandises étrangères avec une moindre quantité du produit de l'industrie nationale, qu'on ne le pourrait par l'entremise de toute autre marchandise étrangère. De cette manière, on remplira souvent la demande du pays, plus complètement et à moins de frais que de tout autre. Savoir ensuite si par l'exportation continuelle de ces métaux un commerce de ce genre peut tendre, sous quelque autre rapport, à appauvrir le pays dans lequel il se fait, c'est ce que j'aurai occasion d'examiner fort au long dans la suite.

Cette portion du capital d'un pays, qui est employée au commerce de transport, est tout à fait enlevée au soutien du travail productif de ce pays, pour soutenir celui de quelques pays étrangers. Quoique par chacune de ces opérations il remplace deux capitaux distincts, aucun de ces capitaux ne fait partie du capital national. Le capital d'un négociant hollandais qui transporte en Portugal du blé de Pologne, et rapporte en Pologne des fruits et des vins de Portugal, remplace, à chaque opération qu'il fait, deux capitaux, dont aucun n'a servi à soutenir le travail productif de la Hollande, mais dont l'un a soutenu le travail productif de la Pologne, et l'autre celui du Portugal. Il n'y a que les profits qui rentrent régulièrement en Hollande, et ils constituent tout ce que ce commerce ajoute nécessairement au produit annuel des terres et du travail de ce pays. A la vérité, quand le commerce de transport que fait une nation se fait avec des bâtiments et des matelots nationaux, alors, dans le capital employé à ce commerce, la portion qui sert à payer le fret se distribue entre un certain nombre d'ouvriers productifs de ce pays, et les met en activité. Dans le fait, presque toutes les nations qui ont pris une part considérable au commerce de transport l'ont fait de cette manière.

C'est probablement de là que ce commerce lui-même a pris son nom, les gens de ce pays étant réellement les voituriers des autres nations. Avec cela, il ne paraît pas essentiel à la nature de ce commerce qu'il se fasse ainsi. Un négociant hollandais, par exemple, peut employer son capital à des opérations de commerce entre la Pologne et le Portugal, en transportant une partie du superflu de l'un de ces pays à l'autre dans des vaisseaux anglais et non hollandais. Il est à présumer qu'il opère ainsi dans quelques circonstances. C'est pourtant sous ce point de vue qu'on a supposé que le commerce de transport était particulièrement avantageux à un pays tel que la Grande-Bretagne, dont la défense et la sûreté dépendent du nombre de ses matelots et de l'étendue de sa marine. Mais le même capital peut employer tout autant de bâtiments et de matelots, s'il est placé dans le commerce étranger de consommation, ou même dans le commerce intérieur par cabotage, que s'il était placé dans le commerce de transport. Le nombre de vaisseaux et de matelots qu'un capital peut employer ne dépend pas de la nature du commerce dans lequel est placé ce capital, mais il dépend en partie du volume des marchandises en proportion de leur valeur, et en partie de la distance qui se trouve entre les deux ports où elles sont transportées; et il dépend principalement de la première de ces deux circonstances. Le commerce de charbon, par exemple, qui se fait de Newcastle à Londres, emploie plus de bâtiments et de matelots que tout le commerce de transport de l'Angleterre, quoique ces deux ports ne soient pas très éloignés l'un de l'autre. Ce ne serait donc pas toujours un moyen assuré d'augmenter la marine d'un pays, que de forcer par des encouragements extraordinaires les capitaux à se porter dans le commerce de transport en plus grande quantité qu'ils ne s'y porteraient naturellement.

Ainsi, le capital qui sera employé dans le commerce intérieur d'un pays donnera, en général, de l'appui et de l'encouragement à une plus grande quantité de travail productif dans ce pays, et augmentera plus la valeur de son produit annuel, que ne le fera un pareil capital employé au commerce étranger de consommation; et le capital qui sera employé dans ce dernier genre de commerce aura, sous ces deux rapports, encore un bien plus grand avantage sur le capital employé au commerce de transport. La richesse publique d'un pays et même sa puissance, en tant que la puissance peut dépendre de la richesse, doit toujours être en raison de la valeur de son produit annuel, qui est la source où se puisent, en définitive, tous les impôts. Or, le grand objet que se propose partout l'économie politique, c'est d'augmenter la richesse et la puissance du pays. Elle ne doit donc accorder aucune préférence au commerce étranger de consommation sur le commerce intérieur, ni au commerce de transport sur aucun des deux autres; elle ne doit pas encourager l'un de ces commerces plus que l'autre; elle ne doit pas chercher, par des appâts ou par des contraintes, à attirer dans l'un ou l'autre de ces deux canaux une plus grande quantité du capital du pays, que celle qui s'y jetterait d'elle-même dans le cours naturel des choses.

Toutefois, chacune de ces différentes branches de commerce est non seulement avantageuse, mais elle est même nécessaire et indispensable, quand elle est naturellement amenée par le cours des choses, sans gêne et sans contrainte.

Quand le produit d'une branche particulière d'industrie excède ce qu'exige la demande du pays, il faut bien qu'on envoie le surplus à l'étranger, pour l'échanger contre quelque chose qui soit demandé dans l'intérieur. Sans cette exportation, une partie du travail productif du pays viendrait à cesser, et la valeur de son produit annuel diminuerait nécessairement. La terre et le travail de la Grande-Bretagne produisent naturellement plus de blé, de laines et de quincailleries que n'en exige la demande du marché intérieur. Il faut donc exporter le surplus et l'échanger contre quelque chose

dont il y ait demande dans le pays. Ce n'est que par le moyen de cette exportation que ce surplus pourra acquérir une valeur suffisante pour compenser le travail et la dépense qu'il en coûte pour le produire. Le voisinage des côtes de la mer et les bords des rivières navigables ne sont des situations avantageuses pour l'industrie que par la seule raison qu'elles facilitent les moyens d'exporter et d'échanger ces produits superflus contre quelque chose qui est plus demandé dans le pays.

Lorsque les marchandises étrangères qu'on achète ainsi avec le produit superflu de l'industrie nationale excèdent la demande du marché du pays, il faut bien aussi réexporter à l'étranger le superflu de ces marchandises étrangères, et l'échanger contre quelque chose qui soit plus demandé dans le pays. On achète tous les ans, avec une partie du produit superflu de l'industrie de la Grande-Bretagne, environ 96 000 muids de tabac dans la Virginie et le Maryland. Or, la demande de la Grande-Bretagne n'en exige peut-être pas plus de 14 000. Si les 82 000 restant ne pouvaient être exportés et échangés contre quelque chose de plus demandé dans le pays, l'importation de ce restant cesserait aussitôt, et avec elle le travail productif de tous ceux des habitants de la Grande-Bretagne qui sont maintenant employés à préparer les marchandises avec lesquelles ces 82 000 muids sont achetés tous les ans. Ces marchandises, qui sont une partie du produit des terres et du travail de la Grande-Bretagne, n'ayant pas de marché pour elles au-dedans et étant privées de celui qu'elles avaient au-dehors, cesseraient nécessairement d'être produites. On voit donc qu'en certaines occasions le commerce étranger de consommation le plus détourné sera tout aussi nécessaire que le plus direct pour soutenir le travail productif d'un pays et la valeur de son produit annuel.

Quand la masse des capitaux d'un pays est parvenue à un tel degré d'accroissement qu'elle ne peut être toute employée à fournir à la consommation de ce Pays et à faire valoir son travail productif, alors le superflu de cette masse se décharge naturellement dans le commerce de transport, et est employé à rendre les mêmes services à des pays étrangers. Le commerce de transport est bien l'effet et le symptôme naturel d'une grande richesse nationale; mais il, ne paraît pas qu'il en soit la cause naturelle. Les hommes d'État qui ont cherché à le favoriser par des encouragements particuliers ont pris, à ce qu'il paraît, l'effet de ce symptôme pour la cause. La Hollande, le plus riche pays sans comparaison de tous ceux de l'Europe, en proportion de son territoire et de sa population, fait, par cette raison, la plus grande partie du commerce de transport de l'Europe. L'Angleterre, le second pays peut-être pour la richesse, passe aussi pour faire une très grande partie de ce commerce; quoique ce qu'on prend communément pour le commerce de transport de l'Angleterre pourrait souvent, au fond, n'être autre chose qu'un commerce étranger de consommation détourné et indirect. Tel est, en grande partie, le commerce qui porte aux différents marchés de l'Europe les marchandises des Indes orientales et occidentales, ainsi que celles de l'Amérique. Ces marchandises sont achetées, en général, ou immédiatement avec le produit de l'industrie de la Grande-Bretagne, ou avec quelque autre chose achetée avec ce produit et, en général, les retours définitifs de ce commerce sont aussi destinés à l'usage et à la consommation de la Grande-Bretagne. Ce qui constitue peut-être les branches principales de ce qui est proprement le commerce des transports de la Grande-Bretagne, c'est celui qui se fait, avec des vaisseaux de cette nation, entre les différents ports de la Méditerranée, et quelque autre commerce du même genre qui se fait, par des marchands anglais, entre les différents ports de l'Inde.

L'étendue du commerce intérieur et du capital qui peut y être employé a nécessairement pour limites la valeur du produit superflu de tous les endroits du pays qui sont éloignés les uns des autres, et qui ont besoin d'échanger ensemble leurs productions

respectives. Celle du commerce étranger de consommation a pour limites la valeur du produit superflu de tout le pays et de ce qui peut s'acheter avec ce superflu. Celle du commerce de transport a pour limites la valeur du produit superflu de tous les différents pays du monde. Ainsi, son étendue possible est, en quelque sorte, infinie en comparaison de celle des deux autres, et elle est capable d'absorber les plus grands capitaux.

Le seul motif qui détermine le possesseur d'un capital à l'employer plutôt dans l'agriculture, ou dans les manufactures, ou dans quelque branche particulière de commerce en gros ou en détail, c'est la vue de son propre profit. Il n'entre jamais dans sa pensée de calculer combien chacun de ces différents genres d'emploi mettra de travail productif en activité, on ajoutera de valeur au produit annuel des terres et du travail de son pays. Ainsi, dans le pays où l'agriculture est le plus profitable de tous les emplois, et où la route la plus sûre pour aller à une brillante fortune est de faire valoir et d'améliorer des terres, les capitaux des particuliers seront tout naturellement employés de la manière qui se trouvera en même temps la plus avantageuse à la société en général. Toutefois, il ne paraît pas qu'en aucun endroit de l'Europe les profits de l'agriculture aient aucune supériorité sur ceux des autres emplois de capitaux. A la vérité, depuis quelques années, il a paru dans tous les coins de l'Europe des spéculateurs qui ont amusé le public par des calculs magnifiques sur les profits à faire dans la culture et l'amélioration des terres. Sans entrer dans aucune discussion particulière sur leurs calculs, il ne faut qu'une observation bien simple pour nous montrer la fausseté de leurs résultats. Tous les jours nous voyons les fortunes les plus brillantes acquises dans le cours de la vie d'une seule personne, par le moyen du commerce et des manufactures, après avoir commencé souvent par un très faible capital, et quelquefois même sans aucun capital. Une pareille fortune acquise par l'agriculture dans le même temps et avec aussi peu de capital est un phénomène dont l'Europe n'offrirait peut-être pas un seul exemple dans tout le cours du siècle. Cependant, dans tous les grands pays de l'Europe, il y a encore beaucoup de bonne terre qui reste inculte, et la majeure partie de celle qui est cultivée est encore bien loin d'être portée au degré d'amélioration dont elle est susceptible. Ainsi, presque partout l'agriculture est en état d'absorber un capital beaucoup plus grand que ce qui y a encore été employé jusqu'à présent.

Quelles sont donc, dans l'histoire politique de l'Europe, les circonstances qui ont donné aux genres d'industrie établis dans les villes un avantage tellement considérable sur celle qui s'exerce dans les campagnes, que des particuliers aient trouvé souvent plus profitable pour eux d'employer leurs capitaux au commerce de transport des pays les plus reculés de l'Asie et de l'Amérique, que de les employer à l'amélioration et à la culture de terres de la plus grande fertilité, et situées dans leur voisinage ? C'est ce que je vais tâcher de développer, avec toute l'étendue possible, dans les deux livres suivants.